2017

VUE D'ENSEMBLE

DU SYSTÈME AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE CANADIEN

Agriculture et Agroalimentaire Canada
Agriculture and Agri-Food Canada
Canada

Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien 2017

Équipe de gestion du projet
Sam Bonti-Ankomah, Amanda Stamplecoskie et Olivier Carrier-Leclerc.

Équipe de projet
Les membres de la Section de l'analyse de l'industrie agroalimentaire et de la compétitivité, et section de la mesure et analyse du soutien agroalimentaire. La présente publication renferme des données et des analyses provenant des trois divisions de la Direction de la recherche et de l'analyse, ainsi que d'autres divisions et directions générales d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Novembre 2017

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques
Agriculture et Agroalimentaire Canada

NOTE AUX LECTEURS
La présente publication se fonde sur les plus récentes données disponibles depuis juin 2017.
En raison de l'arrondissement, il se peut que les totaux n'équivaillent pas à la somme de leurs éléments.

Documents provenant de tiers
Certains documents et éléments graphiques de cette publication sont assujettis aux droits d'auteur d'autres organisations, en particulier dans le cas de sites exploités conjointement par une institution du gouvernement du Canada et une organisation externe, dans le cadre d'un accord de collaboration. Dans de tels cas, certaines restrictions sur la reproduction de documents ou d'éléments graphiques peuvent s'appliquer et il peut être nécessaire d'obtenir la permission du détenteur des droits d'auteur avant de faire la reproduction.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, (2017)
N° de catalogue A38-1/1F
ISSN 1919-840x
N° AAC 12714F

Vous pouvez obtenir une version électronique des publications de la Direction de la recherche et de l'analyse, à l'adresse suivante : http://www.agr.gc.ca
Issued also in English under the title *An Overview of the Canadian Agriculture and Agri-Food System 2017*

Pour de plus amples renseignements, rendez-vous au www.agr.gc.ca ou composez sans frais le 1-855-773-0241.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES GRAPHIQUES 2

RÉSUMÉ 7

FAITS SAILLANTS 8

SECTION A : Sections spéciales 11

SECTION A1 : Tendances dans le secteur agricole au Canada 12

SECTION A2 : Production et développement de bioproduits au Canada 26

SECTION B : PIB et emploi 38

SECTION C : Commerce international 48

SECTION D : Secteur primaire de l'agriculture 61

SECTION D1 : Rendement des exploitations agricoles 62

SECTION D2 : Intrants agricoles 76

SECTION E : Production en aval de la ferme 81

SECTION E1 : Transformation des aliments et des boissons 82

SECTION E2 : Vente au détail d'aliments et services alimentaires 96

SECTION F : Dépenses alimentaires des ménages, prix des aliments et modes de consommation alimentaire 104

SECTION G : Dépenses publiques et soutien de l'État 113

GLOSSAIRE 126

DÉFINITIONS DE L'INDUSTRIE DU SAAC 133

SOURCES DE DONNÉES ET RÉFÉRENCES 135

LISTE DES GRAPHIQUES

SECTION A : SECTIONS SPÉCIALES:
SECTION A1 : TENDANCES DANS LE SECTEUR AGRICOLE AU CANADA

A1.1 Infographique représentant le nombre de fermes au Canada

A1.2 Infographique représentant la proportion de terres en propriété

A1.3 Infographique représentant la superficie ensemencée de blé

A1.4 Infographique représentant la productivité

A1.5 Infographique représentant les dépenses des gouvernements fédéral et provinciaux dans le secteur agricole et agroalimentaire

SECTION A2 : PRODUCTION ET DÉVELOPPEMENT DE BIOPRODUITS AU CANADA

A2.1 Chaîne d'approvisionnement des bioproduits

A2.2 Bioproduits : recettes et activité par type de produit, 2015

A2.3 Répartition régionale des entreprises de bioproduits et des emplois liés aux bioproduits et à la biomasse au Canada, 2015

A2.4 Entreprises de bioproduits selon la durée de leurs activités, 2015

A2.5 Entreprises de bioproduits selon la durée de leurs activités liées aux bioproduits, 2015

A2.6 Nombre et types d'employés dans les entreprises de bioproduits (dans les activités liées aux bioproduits et à la biomasse), 2015

A2.7 Types et quantité de biomasse utilisée comme intrant, 2015

A2.8 Dépenses de R et D interne des entreprises de bioproduits, 2014 et 2015

A2.9 Dépenses de R et D interne en matière de bioproduits et de biomasse selon la taille de l'entreprise, 2015

A2.10 Collaboration entre entreprises de bioproduits par type de partenaire, 2013-2015

A2.11 Motifs de collaboration des entreprises de bioproduits, 2013-2015

A2.12 Entreprises de bioproduits dont les clients ont exigé que l'apport de biomasse soit durable, 2015

A2.13 Nombre de produits et type de certification déclarés par les entreprises de bioproduits, 2015

A2.14 Obstacles à la production ou au développement de bioproduits, 2015

A2.15 Entreprises qui ont demandé un remboursement ou un crédit d'impôt en vertu du régime d'encouragement fiscal du Programme de la RS-DE, de 2011 à 2015

SECTION B : PIB ET EMPLOI

B.1 Système agricole et agroalimentaire canadien (SAAC), 2016

B.2 Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB du Canada, 2016

B.3 Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB du Canada, 1997-2016

B.4 Répartition du PIB canadien par secteur, 2016

B.5 Répartition provinciale de la contribution du secteur de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments et des boissons au PIB, 2016

B.6 Contribution du secteur de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments et des boissons au PIB provincial, 2016
B.7 Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi au Canada, 2016
B.8 Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi au Canada, 1997-2016
B.9 Répartition de l'emploi au Canada par secteur, 2016
B.10 Répartition provinciale de l'emploi dans le secteur de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments et des boissons, 2016
B.11 Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi dans les provinces, 2016
B.12 Taux de postes vacants, agriculture primaire, transformation des aliments et des boissons et ensemble des industries, 2016
B.13 Travailleurs étrangers temporaires dans le secteur de l'agriculture et de la transformation des aliments et des boissons, 2000-2015

SECTION C : COMMERCE INTERNATIONAL

C.1 Part des exportations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine, 2016
C.2 Part des importations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires selon la destination, 2016
C.3 Part estimative de la production agricole primaire canadienne qui est exportée directement et indirectement, 1997-2016
C.4 Part estimative des produits agricoles primaires et transformés qui sont exportés, basée sur le volume, moyenne de 2014-2016
C.5 Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires selon la destination, 2016
C.6 Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine, 2016
C.7 Composition des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires par produit, 2016
C.8 Ventes à l'exportation de produits agricoles et agroalimentaires du Canada, par groupe de produits, 1996-2016
C.9 Ventes à l'exportation de produits agricoles et agroalimentaires du Canada aux États-Unis, par groupe de produits, 1996-2016
C.10 Ventes à l'exportation de produits agricoles et agroalimentaires du Canada à la Chine, par groupe de produits, 1996-2016
C.11 Composition des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, par produit, 2016
C.12 Composition des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, par produit, 1996-2016
C.13 Exportations, importations et balance commerciale canadiennes des produits agricoles primaires, 1996-2016
C.14 Exportations, importations et balance commerciale canadiennes de produits agroalimentaires transformés, 1996-2016
C.15 Prix, volumes et valeurs des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1996-2016
C.16 Prix, volumes et valeurs des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1996-2016
C.17 Proportion des entreprises exportatrices et valeur des exportations selon les effectifs des entreprises, industrie de la transformation des aliments et des boissons, 2016
C.18 Proportion des entreprises exportatrices et valeur des exportations selon le nombre de pays partenaires, industrie de la transformation des aliments et des boissons, 2016

SECTION D : SECTEUR PRIMAIRE DE L'AGRICULTURE
SECTION D1 : PERFORMANCE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

D1.1 Répartition géographique des principaux produits par province et territoire, 2016
D1.2 Recettes agricoles totales selon les principales catégories de produits, 1971-2016
D1.3 Recettes totales des marchés agricoles selon les principales catégories de produits, 2006 et 2016
D1.4 Recettes agricoles totales selon la région et la catégorie de produits, 1971 et 2016
D1.5 Prix des principales cultures, Canada, 1990-2016
D1.6 Cycle du prix des bovins, 1980-2016
D1.7 Bénéfice net d'exploitation moyen, 1995-2014
D1.8 Bénéfice net d'exploitation moyen par province, 1995 et 2014
D1.9 Bénéfice net d'exploitation moyen par type de ferme, de 1995 à 2014
D1.10 Revenu moyen des familles d'agriculteurs, exploitations non constituées en société, Canada, 2013
D1.11 Revenu monétaire net : tendances et éléments principaux, Canada, 1971-2016
D1.12 Répartition de la valeur nette ajoutée en agriculture, Canada, 1981-2015
D1.13 Valeur nette moyenne des fermes par province, 2011 à 2015
D1.14 Valeur nette par type de ferme, 2015

SECTION D2 : INTRANTS AGRICOLES

D2.1 Dépenses nettes d'exploitation des fermes, 2016
D2.2 Dépenses nettes d'exploitation des fermes, 2006-2016
D2.3 Ratio dépenses-recettes par province, 1972 et 2016
D2.4 Prix au comptant de l'ammoniac anhydre et du gaz naturel, 1999-2016
D2.5 Indice du tarif du transport routier et ferroviaire dans l'Ouest canadien, 1999-2015

SECTION E : PRODUCTION EN AVAL DE LA FERME
SECTION E1 : TRANSFORMATION DES ALIMENTS ET DES BOISSONS

E1.1 Expéditions d'aliments et de boissons transformés (catégories principales) par province et par région, 2015
E1.2 Répartition du PIB total du secteur manufacturier par industrie, 2016
E1.3 Répartition du total des emplois du secteur manufacturier par industrie, 2016
E1.4 Répartition des établissements de transformation des aliments et des boissons par province et par région, 2016
E1.5 Établissements de transformation des aliments et des boissons par province et région et par sous-industrie, 2016
E1.6 Proportion des établissements de transformation des aliments et des boissons selon les effectifs, 2016
E1.7 Proportion des établissements de transformation des aliments et des boissons selon les effectifs et les sous-industries, 2016
E1.8 Répartition des expéditions d'aliments et de boissons par sous-industrie, 2016
E1.9 Livraisons de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons par sous-industrie, 1992-2016
E1.10 Emplois dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons par sous-industrie, 2016
E1.11 Emplois dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons par sous-industrie, 1991-2016
E1.12 Indice des prix des matières premières pour certains produits de base, 1981-2016

E1.13 Rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons et dans le secteur de la fabrication, 1991-2016
E1.14 Coûts des intrants variables dans l'industrie de la transformation des aliments, 2015
E1.15 Répartition des coûts variables totaux par sous-industrie de la transformation des aliments, 2015
E1.16 Marges bénéficiaires dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons gazeuses et dans le secteur manufacturier en général, 1991-2016
E1.17 Ratio d'endettement dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons gazeuses et dans le secteur manufacturier en général, 1991-2016
E1.18 Intrants, production et productivité totale des facteurs dans l'industrie de la transformation des aliments, 1961-2013
E1.19 Productivité totale des facteurs dans l'industrie de la transformation des aliments et le secteur manufacturier, 1961-2013
E1.20 Productivité totale des facteurs dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons au Canada et aux États-Unis, 1987-2013
E1.21 Dépenses réelles consacrées par le secteur privé à la R et D dans la transformation d'aliments, 1981-2015

SECTION E2 : VENTE AU DÉTAIL D'ALIMENTS ET SERVICES ALIMENTAIRES

E2.1 Nombre de magasins d'alimentation au Canada et ventes moyennes, 1990-2016
E2.2 Part des ventes des chaînes de supermarchés canadiens par rapport aux autres magasins, par région, 2015
E2.3 Ventes des épiceries, chaînes de supermarchés et magasins indépendants, 1990-2015
E2.4 Ventes moyennes des épiceries, chaînes de supermarchés et magasins indépendants, 1990-2015
E2.5 Ratio moyen des marges bénéficiaires des détaillants d'aliments et de boissons, 2000-2016
E2.6 Emplois et ventes dans la restauration commerciale, 1999-2015
E2.7 Marge bénéficiaire des établissements de services alimentaires et de débits de boissons, 1999-2015
E2.8 Nombre de restaurants et ventes totales, 2011-2016
E2.9 Ventes moyennes par restaurant, 2011-2016
E2.10 Faillites de restaurants commerciaux, 1991-2016

SECTION F : DÉPENSES ALIMENTAIRES DES MÉNAGES, PRIX DES ALIMENTS ET MODES DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE

F.1 Répartition des dépenses des ménages en biens et en services, 2016
F.2 Dépenses moyennes des ménages canadiens en produits alimentaires et en boissons non alcoolisées dans les magasins et les restaurants, 2010-2015
F.3 Valeur moyenne et répartition des dépenses des ménages canadiens en produits alimentaires et en boissons non alcoolisées dans les magasins, 2015
F.4 Dépenses réelles des ménages en produits alimentaires et en boissons alcoolisées, 1982-2016
F.5 Part moyenne des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées dans les dépenses des ménages par quintile de revenu au Canada, 2015
F.6 Dépenses des ménages en produits alimentaires et en boissons non alcoolisées dans les magasins dans certains pays de l'OCDE, 1995-2015

F.7 Valeur moyenne des dépenses des ménages en produits alimentaires et en boissons non alcoolisées par province, 2015
F.8 Indices des prix à la consommation (IPC) pour les aliments, le logement, l'énergie et indice d'ensemble, 1984-2016
F.9 Inflation des prix de détail des aliments au Canada par catégorie, 2015 et 2016
F.10 Disponibilité du bœuf, du porc, de la volaille et du poisson estimée par habitant, 1991-2016
F.11 Disponibilité des produits laitiers, des fruits, des légumes et des matières grasses estimée par habitant, 1991-2016

SECTION G : DÉPENSES PUBLIQUES ET SOUTIEN DE L'ÉTAT

G.1 Dépenses publiques totales (fédérales et provinciales) à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, 1985-1986 à 2016-2017
G.2 Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, et exprimées en pourcentage du PIB agricole, 1985-1986 à 2016-2017
G.3 Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire par province, 2016-2017
G.4 Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, exprimées en pourcentage du PIB agricole, pour le Canada et par province, 2016-2017
G.5 Dépenses publiques fédérales et provinciales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire par grande catégorie, 2016-2017
G.6 Dépenses publiques fédérales et provinciales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire par grande catégorie, 1985-1986 à 2016-2017
G.7 Dépenses publiques consacrées à la R et D à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, Canada, 1985-1986 à 2016-2017
G.8 Dépenses publiques en R et D à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire en pourcentage des recettes agricoles brutes dans certains pays, 1989 à 2016
G.9 Pourcentage de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) dans certains pays, 1986-2016
G.10 Soutien pouvant créer le plus de distorsions dans certains pays de l'OCDE, 1986-2016
G.11 Soutien pouvant créer le moins de distorsions dans certains pays de l'OCDE, 1986-2016
G.12 Composition du soutien aux producteurs (ESP), Canada, 1986-2016
G.13 Composition du soutien aux producteurs (ESP), Union européenne, 1986-2016
G.14 Composition du soutien aux producteurs (ESP), États-Unis, 1986-2016
G.15 Composition du soutien aux producteurs (ESP), Australie, 1986-2016
G.16 Soutien du Canada aux producteurs en fonction du degré de spécificité des produits, 1986-2016
G.17 Soutien de l'Union européenne aux producteurs en fonction du degré de spécificité des produits, 1986-2016
G.18 Soutien des États-Unis aux producteurs en fonction du degré de spécificité des produits, 1986-2016
G.19 Soutien de l'Australie aux producteurs en fonction du degré de spécificité des produits, 1986-2016

RÉSUMÉ

Le présent rapport de 2017 donne un aperçu de la situation économique du système agricole et agroalimentaire canadien et contient les plus récentes données en la matière. Ce document de référence polyvalent :

- présente le système agricole et agroalimentaire dans le contexte de l'économie canadienne et des marchés internationaux;
- trace un portrait de la composition et du rendement du système et des changements qu'il subit en réaction aux défis, aux possibilités et à l'évolution des marchés.

Le rapport décrit le système agricole et agroalimentaire canadien en tant que chaîne d'approvisionnement complexe et intégrée qui englobe les fournisseurs d'intrants et de services agricoles, les producteurs agricoles primaires, les transformateurs d'aliments et de boissons, les détaillants et les grossistes en alimentation ainsi que les fournisseurs de services alimentaires. Les activités de cette chaîne d'approvisionnement entraînent d'importantes retombées économiques tant à l'échelon national que provincial.

Afin de souligner le 150e anniversaire du Canada, le rapport de 2017 commence par une section spéciale sur les tendances de l'agriculture canadienne, suivie d'une autre section spéciale qui présente des renseignements sur la production et le développement de bioproduits au Canada fondés sur les résultats de l'Enquête sur la production et le développement de bioproduits de 2015.

Le reste du rapport examine l'importance du système agricole et agroalimentaire pour l'économie canadienne, établie en fonction de la contribution du système au produit intérieur brut (PIB) et à l'emploi au Canada. Il examine ensuite le rendement du Canada sur la scène internationale et sa part des importations et exportations agricoles et agroalimentaires sur le plan mondial. Puis, il présente un aperçu de chaque composante du système agricole et agroalimentaire, c'est-à-dire les intrants agricoles, l'agriculture primaire, la transformation des aliments et boissons, la vente au détail des aliments, les services alimentaires et les consommateurs. De plus, le rapport offre un aperçu du soutien gouvernemental à l'agriculture.

FAITS SAILLANTS

SECTION SPÉCIALE — TENDANCES DANS L'AGRICULTURE CANADIENNE

- L'agriculture canadienne a évolué au fil du temps en réaction aux défis, aux possibilités et à l'évolution des marchés.
- De 1871 à 2016, le nombre d'exploitations a diminué et leur taille a augmenté (sur le plan des terres agricoles et des recettes), et ce, dans le cas de la plupart des produits cultivés au Canada. Sous l'effet de la croissance démographique, le nombre d'exploitations agricoles au Canada a atteint son maximum en 1941 pour se chiffrer à 732 832, et a depuis diminué progressivement pour se chiffrer à 193 492 en 2016. La superficie moyenne des exploitations agricoles était de 40 hectares en 1871, et a augmenté pour atteindre 332 hectares en 2016.
- La production agricole au Canada a changé au fil du temps. Les producteurs ont capté les signaux du marché et ont saisi les possibilités qu'offraient les nouvelles pratiques de production et les technologies. La superficie moyenne ensemencée en blé a atteint son maximum en 1986 pour se chiffrer à 14,3 millions d'hectares, tandis que la superficie consacrée au canola augmente de façon constante depuis 1976 et représente aujourd'hui plus du cinquième des terres cultivées. De plus, le nombre d'animaux dans les exploitations agricoles canadiennes a augmenté de façon constante depuis 1871, malgré des baisses périodiques.
- Après 2006, le Canada a connu une diminution des exploitations d'élevage en faveur des exploitations de cultures, alors que la proportion des exploitations de cultures est passée de 49 % en 2006 à 58 % en 2011. La vigueur des prix pour certains types de grandes cultures comme le canola, le soja et le maïs a favorisé l'augmentation des exploitations de cultures.

SECTION SPÉCIALE — PRODUCTION ET DÉVELOPPEMENT DE BIOPRODUITS AU CANADA

- Les bioproduits industriels non conventionnels, dont les biocarburants, les plastiques à base de plantes, les matériaux biocomposites et les produits biochimiques, occupent une place de plus en plus grande dans la bioéconomie du Canada.
- En 2015, 190 entreprises ont pris part à la production ou au développement de bioproduits industriels non conventionnels au Canada. La production de bioproduits a généré des revenus totaux de 4,27 milliards de dollars et créé 5 618 emplois. Les biocarburants représentent la catégorie de bioproduits qui génère le plus de revenus, lesquels ont atteint 2,72 milliards de dollars en 2015, dont 75 % étaient tirés de l'éthanol et 24 %, du biodiesel.
- Les entreprises de bioproduits du Canada ont transformé plus de 21 millions de tonnes métriques de biomasse en bioproduits en 2015, dont 12,3 millions de tonnes métriques provenaient de l'industrie forestière, et 8,8 millions de tonnes métriques, de sources agricoles.

IMPORTANCE DU SYSTÈME AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE POUR L'ÉCONOMIE CANADIENNE

- En 2016, le système agricole et agroalimentaire canadien (SAAC) a généré une part de 111,9 milliards de dollars du produit intérieur brut (PIB), ce qui représente 6,7 % du PIB total du Canada. De ce total, l'industrie de la vente d'aliments au détail et en gros occupait la plus grande part (1,8 %), suivie de près par l'industrie de la transformation des aliments et des boissons (1,7 %). La part du PIB du SAAC a augmenté chaque année depuis 2007, sauf durant la récession économique mondiale de 2009.
- En 2016, le SAAC a employé environ 2,3 millions de personnes, ce qui représente 12,5 % de l'emploi dans l'économie canadienne. L'industrie des services alimentaires est l'employeur le plus important du SAAC, représentant 5,7 % de tous les emplois au Canada. L'emploi dans le SAAC a diminué de 1,3 % en 2016 par rapport à l'année précédente, ce qui constitue la première baisse enregistrée depuis 2010.

CONTEXTE MONDIAL

- La valeur des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes a atteint 56,0 milliards de dollars en 2016. Lorsque l'on ajoute les produits de la mer, les exportations se chiffrent à 62,6 milliards de dollars. Dans ce document, la valeur des échanges commerciaux n'inclut pas les produits de la mer puisqu'il met l'emphase sur les produits agricoles et agroalimentaires.
- Le secteur agricole et agroalimentaire du Canada a enregistré une faiblesse de la croissance des exportations et des importations en 2016 par rapport à 2015. Le volume élevé des exportations compensant légèrement les prix faibles à l'exportation, la valeur des exportations a augmenté de 0,6 %, pour atteindre 56,0 milliards de dollars en 2016.
- La croissance annuelle des exportations aux États-Unis a ralenti, passant de 9,2 % en 2015 à 2,4 % en 2016. En revanche, la croissance des exportations en Chine a augmenté de 8,0 % en 2016, principalement en raison de l'augmentation des ventes des oléagineux et des produits oléagineux.
- Les exportations canadiennes de produits agroalimentaires transformés sont passées de 27,3 milliards de dollars en 2015 à 29,2 milliards en 2016. Les exportations de produits agricoles primaires se sont affaiblies, passant de 28,4 milliards de dollars à 26,8 milliards de dollars au cours de la même période.
- Parmi les entreprises canadiennes de transformation des aliments et des boissons qui ont directement exporté leurs produits en 2016, les grandes entreprises (500 employés et plus) représentent 46,9 % de la valeur des exportations. Parmi les entreprises canadiennes de transformation des aliments et des boissons de toutes tailles, la proportion de la valeur des exportations de celles qui ont exporté leurs produits dans de multiples pays était de 78,4 %.
- Le Canada dépend des importations pour répondre à la demande intérieure de divers produits agricoles et agroalimentaires. Les importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires ont augmenté de 2,0 % pour atteindre 44,4 milliards de dollars en 2016.

SECTEUR PRIMAIRE DE L'AGRICULTURE

- En 2016, les recettes agricoles issues du marché sont restées à leur valeur record de 57,6 milliards de dollars. La croissance des recettes agricoles tirées du marché découle principalement des recettes des céréales et des oléagineux, qui ont augmenté de 6,5 % en moyenne par année depuis 1971.
- Le rendement des exploitations agricoles, mesuré par le revenu net et la valeur nette ajoutée agricole, a été vigoureux au cours des dernières années. Le revenu net des exploitations a atteint un sommet en 2016 pour s'établir à 15,8 milliards de dollars, alors que les recettes agricoles ont augmenté plus rapidement que les dépenses d'exploitation nettes. En 2015, la valeur nette ajoutée agricole a atteint 18,7 milliards de dollars, soit son niveau le plus élevé après le sommet de 22,2 milliards de dollars atteint en 2013.
- La valeur nette des exploitations agricoles a atteint un sommet en 2015, les augmentations de la valeur des actifs agricoles compensant les augmentations de l'endettement agricole.
- Les frais d'exploitation des producteurs agricoles ont augmenté de 41,9 % de 2006 à 2016, malgré la légère baisse (0,9 %) observée entre 2015 and 2016. Les dépenses nettes en aliments industriels, lesquelles représentent le poste de dépenses le plus élevé, ont augmenté de 53,5 % entre 2006 et 2016. Par ailleurs, les dépenses liées aux productions végétales sont celles qui ont le plus augmenté, puisque la superficie ensemencée pour les cultures s'est agrandie alors que les terres en jachère ont diminué. Les dépenses en engrais, lesquelles constituent le plus important poste de dépenses en termes relatifs, ont augmenté de 76,1 % depuis 2006.

TRANSFORMATION DES ALIMENTS ET DES BOISSONS

- L'industrie de la transformation des aliments et des boissons est la plus importante industrie manufacturière au Canada, occupant la plus grande part (16,4 %) du PIB total du secteur manufacturier en 2016. Elle occupait également la plus grande part (17,3 %) des emplois dans le secteur manufacturier au cours de la même année.
- L'industrie de la transformation des aliments et des boissons poursuit sa croissance, et la valeur de ses expéditions a plus que doublé depuis 1992 pour atteindre 112,4 milliards de dollars en 2016. La transformation de la viande, des produits laitiers et des boissons représentaient plus de la moitié de la valeur totale des expéditions de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons en 2016.

- La marge bénéficiaire des transformateurs d'aliments et de boissons a diminué, mais est demeurée plus stable que celle de l'ensemble du secteur manufacturier. La marge bénéficiaire dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons gazeuses a augmenté de 16,6 % en 2016 par rapport à 2015, alors qu'elle a diminué de 4,4 % dans l'ensemble du secteur manufacturier.

VENTE AU DÉTAIL D'ALIMENTS ET SERVICES ALIMENTAIRES

- En 2016, les trois principaux détaillants en alimentation au Canada totalisaient des ventes de 83,8 milliards de dollars réparties entre leurs 3 190 magasins.
- Entre 1990 et 2016, le nombre de magasins en alimentation canadiens a diminué de 871 par année en moyenne, tandis que les ventes totales ont connu une hausse annuelle moyenne de 3,1 %.
- Les ventes des établissements de services alimentaires commerciaux étaient évaluées à 61,1 milliards de dollars en 2015, soit une hausse de 5,2 % par rapport à l'année précédente. En 2015, le secteur des services alimentaires comptait 1 083 515 emplois, soit 6,6 % de plus qu'en 2014. De 2010 à 2015, les ventes des établissements de services alimentaires commerciaux ont connu une hausse de 25,2 %, tandis que le nombre d'emplois dans le secteur a augmenté de 15,4 %.

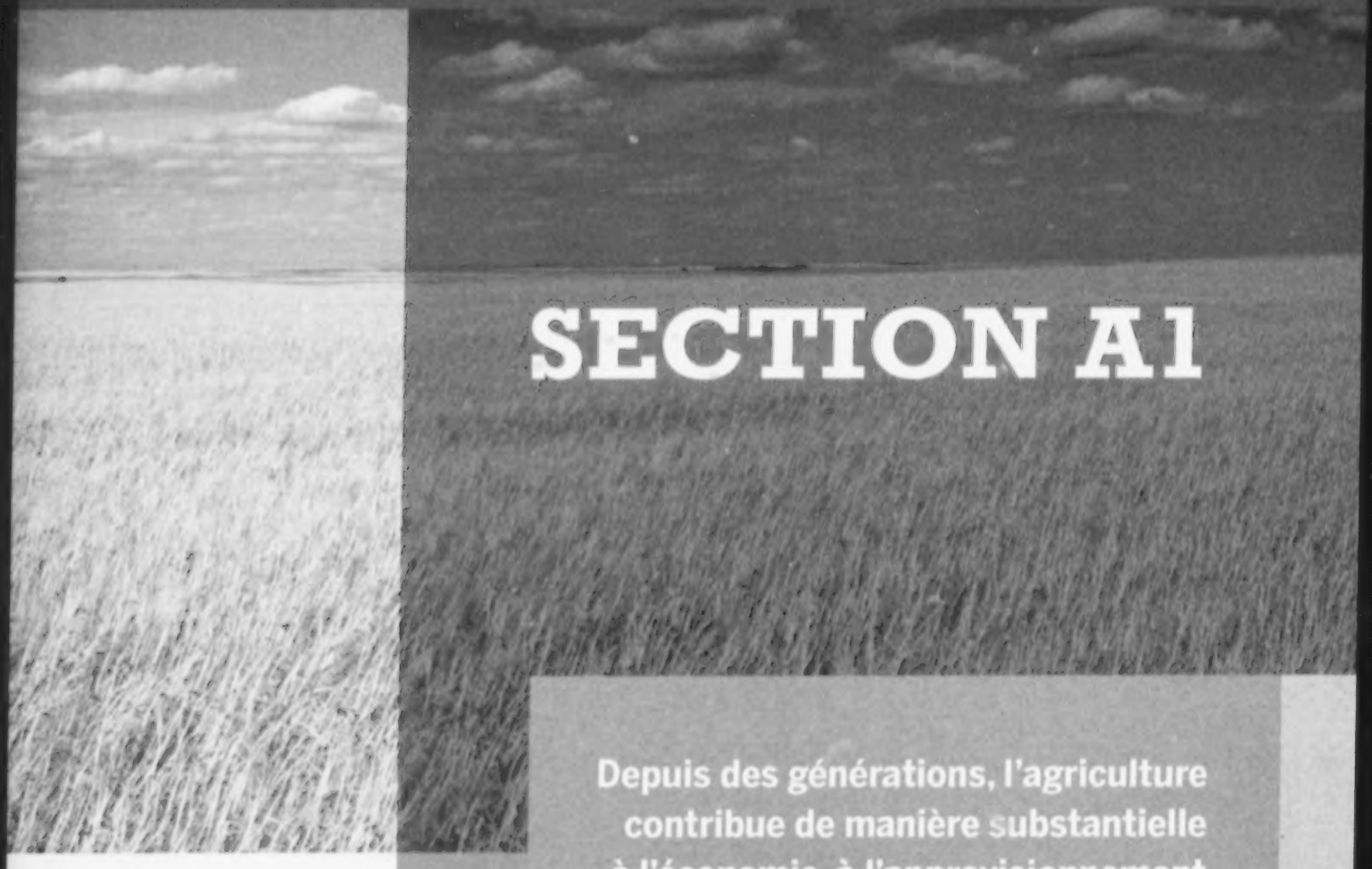
DÉPENSES ALIMENTAIRES DES MÉNAGES, PRIX DES ALIMENTS ET MODES DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE

- Les Canadiens ont dépensé 213,3 milliards de dollars pour des aliments, des boissons et des produits du tabac en 2016. Ce poste budgétaire arrive au deuxième rang des dépenses des ménages, après le logement.
- Les dépenses moyennes consacrées aux aliments et aux boissons non alcoolisées par ménage ont augmenté de 9,9 %, passant de 7 850 $ en 2010 à 8 629 $ en 2015. Plus des deux tiers de la moyenne des dépenses alimentaires totales des ménages vont à des achats dans les magasins (71 %).
- En moyen, les dépenses en aliments et en boissons non alcoolisées représentaient 10,4 % de l'ensemble des dépenses des ménages au Canada en 2015.
- En 2016, les prix des denrées alimentaires au détail ont augmenté de 1,5 %, après avoir augmenté de 3,7 % en 2015. L'augmentation des prix des denrées alimentaires au détail est supérieure au taux d'inflation dans son ensemble, qui se chiffrait à 1,4 % en 2016.

DÉPENSES PUBLIQUES ET SOUTIEN DE L'ÉTAT

- Les dépenses publiques (fédérales et provinciales) à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire devraient atteindre 5,4 milliards de dollars en 2016-17, soit 24,2 % du PIB agricole.
- Les paiements de programmes composent la plus grande partie de l'aide fédérale et provinciale à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire. Toutefois, le total des paiements de programmes a diminué de façon générale entre les exercices 2003-04 et 2015-16, mais devrait augmenter légèrement au cours de l'exercice 2016-17.
- En pourcentage des revenus agricoles bruts, les dépenses consacrées à la R et D financées par le Canada dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire ont affiché un recul depuis la période de 1989 à 1995. Toutefois, les dépenses demeurent supérieures à celles des États-Unis, mais inférieures à celles de l'Australie depuis la période de 2003 à 2009.
- L'estimation du soutien aux producteurs (ESP) en tant que pourcentage des revenus agricoles bruts a connu une baisse au Canada, aux États-Unis et en Australie au fil des années. En 2016, le niveau de soutien de l'Union européenne était le plus élevé à 21 %, suivi par celui du Canada à 11 %, des États-Unis à 9 % et de l'Australie à 1 %.

Célébrons **150** *ans d'agriculture*



SECTION A1

Depuis des générations, l'agriculture contribue de manière substantielle à l'économie, à l'approvisionnement alimentaire et à la culture canadienne.

TENDANCES DANS LE SECTEUR AGRICOLE AU CANADA

À l'occasion du 150e anniversaire du Canada, une partie inédite, visant à souligner les principaux changements que le secteur agricole canadien a connus au fil du temps, a été ajoutée à la Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien.

Depuis des générations, l'agriculture contribue de manière substantielle à l'économie, à l'approvisionnement alimentaire et à la culture canadienne. Le secteur agricole canadien a connu une croissance au fil des ans, laquelle devrait se poursuivre. Les ventes de produits agricoles ainsi que les revenus agricoles ont actuellement atteint des sommets records, et le Canada demeure l'un des plus grands exportateurs de produits agricoles au monde.

LA PRODUCTION ET LES PRATIQUES AGRICOLES DES RÉGIONS DU CANADA ONT EN GRANDE PARTIE ÉTÉ FAÇONNÉES PAR LES DIFFÉRENCES GÉOGRAPHIQUES ET CLIMATIQUES.

Le climat sec et rigoureux des Prairies, jumelé à la courte saison de croissance, a posé un défi pour le développement de l'Ouest canadien. Dans les années 1880, l'agriculture chez les populations autochtones était bien souvent le produit d'un effort collectif, où plusieurs bandes mettaient en commun leur main-d'œuvre et leurs ressources pour l'achat d'équipement. [2] Bien que les agriculteurs autochtones et les européens étaient confrontés aux mêmes défis tels que les organismes nuisibles, des périodes de sécheresse et une courte saison de croissance, les politiques gouvernementales en place à cette époque ont affecté négativement plusieurs pratiques agricoles fructueuses chez les populations autochtones et ont entravé leur capacité à pratiquer l'agriculture. [2] Entre 1896 et 1905, le Ministre fédéral de l'intérieur a accueilli positivement l'immigration dans les Prairies à des fins agricoles, notamment en provenance de l'Europe de l'Est où le climat est semblable à celui du Canada. Les conditions socioéconomiques difficiles en Europe, jumelées à la possibilité d'obtenir une terre familiale dans l'Ouest canadien, ont fortement incité les immigrants à s'établir dans cette région. [3]

En raison de différences telles que les conditions du sol, le climat et la topographie, les fermes varient d'une région à l'autre au Canada. Plusieurs variations régionales observées aujourd'hui sont les mêmes que celles observées durant les premières années de la Confédération. En Ontario, le blé était la culture dominante au cours de la première moitié du XIXe siècle, la seconde moitié de ce siècle marquant le début de la diversification des produits dans cette province. Vers la fin du XIXe siècle, le Québec a troqué la production de blé pour la production de produits laitiers. À la même époque, la production bovine à grande échelle a été établie en Alberta et en

Les Autochtones ont grandement contribué à l'agriculture. Lorsque les Européens sont arrivés en Amérique du Nord, les peuples autochtones cultivaient depuis longtemps le maïs, la courge et le haricot sur une vaste superficie. Ils faisaient la cueillette de baies, de noix et de champignons, en plus de cultiver le riz sauvage et de recueillir la sève d'érable et de bouleau à certains endroits. [1] La nature régionale de certains produits comme le poisson a conduit au commerce de certaines denrées alimentaires. Au fil du temps, plusieurs ont intégré à leur alimentation un grand nombre d'aliments autrefois cultivés par les Autochtones, comme le bleuet, la canneberge, la sève d'érable et diverses noix, et nous les cultivons toujours aujourd'hui.

Saskatchewan, et le blé est devenu important sur le plan économique dans les Prairies. À cette époque, les industries horticoles et laitières étaient bien établies au Canada atlantique et en Colombie-Britannique. [4]

Aujourd'hui, les grandes exploitations agricoles du point de vue de la superficie tendent à être situées dans les Prairies, particulièrement en Saskatchewan et en Alberta, où la culture céréalière et oléagineuse, comme le canola et le blé, y est très présente. La production bovine demeure courante dans cette région. Les exploitations agricoles de l'Ontario et du Québec, en moyenne plus petites, sont plus diversifiées que les autres provinces et représentent une part importante de la production de lait, de porcs, de maïs, de soja et de produits horticoles. Les exploitations agricoles de la Colombie-Britannique et de l'atlantique sont aussi de plus petite taille, en général. Une large part de leur revenu agricole continue de provenir de la production horticole, des produits laitiers, de la volaille et des œufs.

DE 1871 À 2016, LE NOMBRE D'EXPLOITATIONS A DIMINUÉ ET LEUR TAILLE A AUGMENTÉ (SUR LE PLAN DES TERRES AGRICOLES ET DES RECETTES), ET CE, DANS LE CAS DE LA PLUPART DES PRODUITS CULTIVÉS AU CANADA.

Cette tendance témoigne principalement des avancées technologiques et du remembrement des exploitations dans le secteur, puisque les exploitations agricoles familiales traditionnelles sont devenues des entreprises lucratives plus complexes.

Le nombre d'exploitations agricoles au Canada a atteint son maximum en 1941 (732 832), mais il a graduellement diminué par la suite pour atteindre 193 492 en 2016 en raison de la hausse de la mécanisation, ce qui a encouragé les regroupements dans le secteur. Le nombre d'exploitations a diminué dans l'ensemble des provinces, bien que l'ampleur varie d'une région à l'autre. C'est en Colombie-Britannique qu'il y a eu la plus petite baisse relative du nombre d'exploitations depuis le point culminant dans la province en 1951, ce qui pourrait s'expliquer en partie par la proportion élevée de petites fermes qui s'y trouvent aujourd'hui. Inversement, c'est au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse que le nombre total d'exploitations a chuté le plus rapidement depuis le sommet qu'il avait atteint en 1891. Le recours accru à la mécanisation dans les années 1950 et 1960 a conduit à la réduction de la

Infographique A1.1

superficie des terres agricoles, particulièrement au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse, où les exploitations établies sur des terres de moindre qualité ont quitté l'industrie puisqu'elles ne pouvaient plus rester concurrentielles. [5]

Avec l'évolution du matériel, des procédés et les technologies agricoles, la consolidation du secteur s'est accrue, car les producteurs étant en mesure de couvrir de plus grandes superficies avec moins d'intrants. La taille moyenne des exploitations a donc augmenté au fil du temps. Malgré cette augmentation, la superficie agricole totale est demeurée plutôt constante depuis 1961, l'innovation ayant fait croître la productivité dans le secteur agricole canadien. En effet, l'utilisation d'engrais et de pesticides, la création de nouvelles variétés de semences et l'adoption de pratiques culturales novatrices ont notamment permis aux agriculteurs d'accroître leur production sur des terres d'une même superficie.

Le secteur agricole au Canada se caractérise toujours par une forte présence de petites exploitations (dont les recettes agricoles sont inférieures à 100 000 $), lesquelles représentent plus de la moitié de l'ensemble des exploitations agricoles. Ces exploitations perdent du terrain en termes de production puisque la valeur de leurs ventes de produits agricoles représente moins de 5 % des recettes agricoles totales, comparativement à 17 % en 1986. D'un autre côté, les très grandes exploitations (qui génèrent des recettes agricoles d'au moins un million de dollars) gagnent en importance. En 2016, elles représentaient environ 8 % de l'ensemble des exploitations, alors qu'en 1986, ce taux était inférieur à 1 %. Les très grandes exploitations étaient à l'origine de plus de 60 % de l'ensemble des recettes agricoles en 2016, comparativement à 17 % en 1986.

À mesure que la taille des exploitations augmentait et que les marchés se modifiaient, la structure des entreprises agricoles canadiennes a évolué, comme le montre la diminution de la proportion d'exploitations à propriétaire unique au fil du temps. La proportion d'exploitations à propriétaire unique s'élevait à 92 % de l'ensemble des exploitations agricoles en 1971 et à 52 % en 2016; toutefois, il s'agit encore de la structure d'entreprise agricole la plus courante au Canada. Le passage graduel de la structure à propriétaire unique à d'autres types d'entreprises

Infographique A1.2

est principalement attribuable à l'augmentation de la taille des exploitations agricoles, qui gèrent un plus grand nombre d'animaux et d'hectares de terre et génèrent plus de recettes agricoles. Ces grandes exploitations peuvent bénéficier des avantages et de la responsabilité limitée qu'offrent certaines structures d'entreprise telles que la constitution en société.

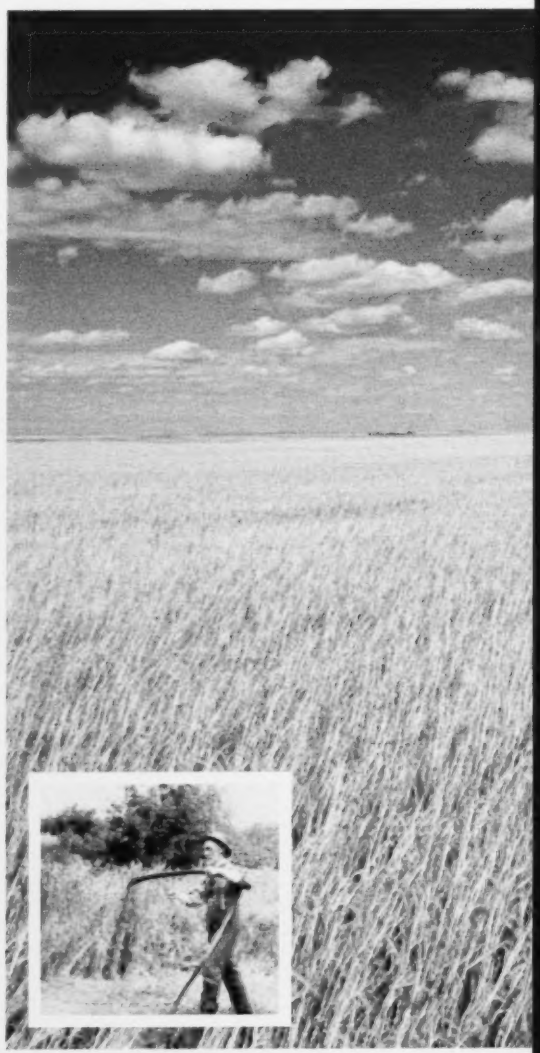
Le nombre de constitutions en société tend à augmenter avec le temps. La proportion d'exploitations constituées en société est passée de 2 % en 1971 à 25 % en 2016. Les entreprises familiales constituées en société, en particulier, génèrent une grande partie des recettes agricoles du Canada, puisqu'elles constituent la majorité des exploitations dont les recettes s'élèvent à au moins un million de dollars. La proportion de sociétés en nom collectif et de sociétés non familiales est à la hausse depuis 1971, bien que ces dernières représentent toujours une très petite proportion (moins de 3 %).

Bien que la majorité des terres agricoles appartienne aux exploitants, la superficie en propriété diminue tandis que la superficie louée augmente. La proportion de terres en propriété a graduellement diminué entre 1966 et 2011, passant de 76 % à 59 %; elle a toutefois augmenté à 63 % en 2016. La hausse de la valeur des terres ces dix dernières années a fait de la location une option plus viable pour les agriculteurs. Le vieillissement de la population du secteur agricole a également joué un rôle dans la tendance générale, puisque les exploitants âgés sont plus susceptibles de louer une partie de leurs terres à d'autres agriculteurs et de réduire proportionnellement leur propre production. [6]

LA PRODUCTION AGRICOLE AU CANADA A CHANGÉ AU FIL DU TEMPS. LES PRODUCTEURS ONT RÉAGI AUX SIGNAUX DU MARCHÉ ET ONT SAISI LES POSSIBILITÉS OFFERTES PAR LES NOUVELLES PRATIQUES DE PRODUCTION ET LES TECHNOLOGIES.

Qu'il s'agisse des types d'exploitation agricole, des avancées technologiques, de l'éventail de cultures ou de la taille des troupeaux de bétail, la structure de l'agriculture canadienne a évolué au fil du temps sous l'effet de l'évolution des conditions du marché et de la demande des consommateurs.

L'année 1840 marque le début de la diminution graduelle de la proportion de la culture agricole et de l'augmentation de la proportion de la production bovine dans l'Est du Canada. De la fin du XVIII[e] siècle à la fin du XIX[e] siècle, le blé était le produit prédominant et le plus lucratif en Ontario et au Québec et a été cultivé intensivement. La monoculture intensive et l'absence de rotation ont appauvri la qualité du sol, et vers 1870, le rendement des terres était faible. En même temps, le prix du blé diminuait à cause de la concurrence accrue du Midwest américain, tandis que le prix des bovins augmentait en raison de facteurs tels que la guerre de Sécession et l'accès accru au marché des États-Unis, ce qui a poussé les Canadiens à se tourner vers l'élevage de bovins. En outre, dans les années 1870, de nouvelles technologies de mouture et de tamisage ont été développées afin de répondre à la demande accrue de farine blanche. Toutefois, ces



technologies convenaient mieux aux variétés de blé de force, pour la plupart cultivées dans l'Ouest canadien. Pour cette raison, la demande de variétés de blé tendre cultivées dans l'Est du Canada a encore diminué. La construction du Chemin de fer Canadien Pacifique au début des années 1880 a également créé des débouchés pour les producteurs de céréales de l'Ouest canadien, qui pouvaient commercialiser leur production de blé sur les grands marchés des États-Unis et de l'Est du Canada. Les producteurs de céréales de l'Est devaient donc faire face à une concurrence plus féroce. [7]

Les conditions du commerce avec d'autres pays ont également poussé les agriculteurs à se diversifier et à se mettre à l'exploitation bovine. À compter de 1874, le Royaume-Uni est devenu un marché d'exportation pour les bovins vivants du Canada. Les bovins du Canada donnaient également droit à une prime par rapport aux bovins des États-Unis entre 1879 et 1892. [7] Dans les années 1870, le sud de l'Ontario est devenu la première région du Canada à se spécialiser dans la production bovine, mais l'Ouest canadien a commencé à lui faire concurrence à ce moment. [7]

À la différence de l'Est du Canada, où la production bovine a pris de l'ampleur graduellement, l'industrie est apparue assez soudainement dans l'Ouest canadien, au sommet d'une forte expansion mondiale de la production bovine lorsque les prix étaient élevés dans le nord-est des États-Unis en raison de la guerre de Sécession. [7] La demande en protéines animales augmentait également au même rythme que la population. De plus, lorsque le Chemin de fer Canadien Pacifique a été établi dans les Prairies au début des années

Le nombre total de vaches laitières a diminué depuis 1956 tandis que la production de lait par vache a plus que doublé de 1981 à 2016.

1880, l'intérêt pour la production bovine s'est accru puisque les marchés éloignés étaient désormais accessibles. L'élevage de bétail de masse s'est donc rapidement développé dans l'Ouest canadien dans les années 1880. [8]

Le nombre d'animaux dans les exploitations agricoles canadiennes a augmenté de façon constante depuis 1871, malgré des baisses périodiques. Le cheptel porcin au Canada a presque quadruplé depuis 1921, et la taille moyenne du cheptel a également augmenté. Beaucoup de producteurs porcins se sont regroupés au fil des ans. De ce fait, la majeure partie de la production revient aux grandes fermes porcines, moins nombreuses. De même, les exploitations de bovins se sont regroupées, bien que moins rapidement que les fermes porcines. La taille moyenne du cheptel des exploitations bovines tend à augmenter depuis 1941. Les technologies novatrices, la mécanisation accrue et l'amélioration des méthodes de production ont permis aux agriculteurs d'accroître la taille de leur cheptel afin de saisir les possibilités du marché au Canada et à l'étranger. La conclusion de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en 1994 a aussi contribué à la croissance du secteur de la viande rouge. Toutefois, des événements tels que la découverte de

l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) sur une ferme en Alberta en 2003 et l'offre excédentaire de bovins et de porcs en Amérique du Nord ont ralenti la croissance du secteur de la viande rouge au cours de la première décennie des années 2000.

La mise au point de la pasteurisation et la fabrication de beurre et de fromage ont fait augmenter la consommation de produits laitiers à la fin du XIX^{e} siècle. L'innovation dans le domaine de la génétique des bovins laitiers au Canada ne date pas d'hier; elle a contribué à l'augmentation de la production de lait par vache. Les progrès dans le domaine de la nutrition animale ont également joué un rôle important. [9]

LA PROPORTION DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES DANS LA PRODUCTION VÉGÉTALE EST PASSÉE DE 49 % EN 2006 À 58 % EN 2011, SOIT UNE HAUSSE ATTRIBUABLE AUX PRIX ÉLEVÉS DE CERTAINES GRANDES CULTURES TELLES QUE LE CANOLA, LE SOJA ET LE MAÏS.

La production de blé, un produit traditionnel au Canada, a fait l'objet d'importants changements au cours des dernières décennies. La superficie ensemencée de blé a plus que doublé de 1911 à 1921, et pendant la majeure partie des années 1920 et 1930, le Canada était le premier exportateur de blé à l'échelle mondiale.

La superficie ensemencée de blé a atteint un sommet en 1992, mais d'autres cultures agricoles ont alors pris de l'ampleur en raison de la concurrence livrée par certains pays producteurs de blé, de la demande variable du marché et du succès d'autres cultures, comme le canola, le soja, le maïs et les légumineuses.

Le colza a été cultivé pour la première fois au Canada durant la Deuxième Guerre mondiale pour faire fonctionner les moteurs à vapeur lorsque l'approvisionnement en Europe et en Asie a été coupé. La conversion de la puissance thermique au diésel en 1950 a fait considérablement chuter la demande de colza. La production a alors diminué au point où cette culture est presque disparue.

En raison de sa composition chimique, le colza n'était pas idéal pour la consommation. À l'époque, la majeure partie de l'huile alimentaire au Canada provenait d'oléagineux importés. Au cours des années 1960 et 1970, des chercheurs de la Saskatchewan et du Manitoba ont développé le canola par un croisement afin de réduire au minimum les composés indésirables du colza, et ils ont créé de nouvelles variétés plus appropriées pour l'alimentation humaine. Depuis ce temps, la production du canola a augmenté de façon constante au Canada.

Depuis 1976, la superficie réservée à la culture du canola a augmenté pour répondre à la demande croissante d'huile de canola et de tourteau ainsi qu'à la demande de l'industrie des biocarburants. Le canola est la première culture en importance au Canada du point de vue des recettes du marché depuis 2010, et il représente plus du cinquième de l'ensemble des terres cultivées.

Le soja a suivi une trajectoire similaire depuis l'arrivée de nouvelles variétés adaptées à la période de croissance plus courte au Canada. Les premières cultures génétiquement modifiées, dont le canola et le soja, ont commencé à être commercialisées au Canada en 1995.

La mise au point de nouvelles variétés convenant à différents usages et à différentes conditions de culture a contribué à l'essor du maïs grain. Aussi bien utilisé dans l'alimentation humaine et dans l'alimentation animale que pour les procédés industriels, sa polyvalence a été déterminante pour la croissance de ce secteur. Il se classe au quatrième rang des cultures au Canada sur le plan des revenus. En 2016, les recettes provenant du maïs étaient plus de trente fois plus élevées qu'en 1971.

La production de légumineuses et la superficie utilisée à cette fin ont considérablement augmenté depuis les années 1980 grâce aux recherches sur de nouvelles variétés. La croissance des ventes à l'exportation a également joué un rôle important. Aujourd'hui, le Canada est l'un des principaux producteurs et exportateurs de légumineuses. Les lentilles et les pois secs, en particulier, stimulent la croissance du secteur.

Depuis les années 2000, on assiste à une réduction de la production de fruits intensive en main-d'œuvre, tel que la pomiculture, alors que les fruits récoltées mécaniquement comme les bleuets et les canneberges ont pris de l'ampleur. La demande accrue des marchés nationaux et internationaux, jumelée aux coûts de récolte moins élevés, a contribué à la croissance de ces cultures de petits fruits. [10]

En 2016, les exploitations horticoles présentaient la plus grande part de production de type biologique, alors que les producteurs de céréales et d'oléagineux présentaient la plus grande proportion d'exploitations biologiques au Canada. Le nombre d'exploitations à indiquer être en transition ou à indiquer qu'elles cultivent des produits certifiés biologiques continue d'augmenter en raison de la demande croissante des consommateurs. Le nombre total d'exploitations en transition ou cultivant des produits certifiés biologiques a atteint 4 289 en 2016, ce qui représente une hausse de 10 % depuis 2006. Le Québec compte la plus grande proportion et le plus grand nombre d'exploitations en transition ou cultivant des produits certifiés biologiques, pour la plupart des produits de l'érable, du foin et des plantes de grande culture.

Infographique A1.3

LE DÉVELOPPEMENT CONTINU DE TECHNOLOGIES AGRICOLES PERMETTANT DE RÉDUIRE L'UTILISATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE A AFFECTÉ L'EMPLOI DANS LE SECTEUR AGRICOLE.

En 1891, environ 50 % des emplois au Canada étaient dans l'agriculture, la majorité étant exercés par des hommes. En 1921, l'agriculture était encore le domaine de travail le plus courant. Le tiers de l'ensemble des emplois s'y trouvait et un million de Canadiens y travaillaient [10].

Le nombre de salariés a été en hausse jusqu'en 1931, et depuis, il diminue d'une manière générale. Aujourd'hui, le secteur de l'agriculture primaire emploie près de 300 000 personnes, ce qui représente environ 2 % de l'emploi au Canada.

La composition des exploitants agricoles a changé et est révélatrice de l'évolution de la composition de la main-d'œuvre et de la population générale. La proportion de femmes employées dans le secteur agricole a augmenté au fil des ans. Cette proportion est faible en comparaison avec toutes les industries; néanmoins, celle-ci est plus élevée que dans l'ensemble du secteur de la fabrication des biens. Les femmes occupaient 30 % des emplois du secteur agricole en 2016, comparativement à près de 50 % dans toutes les industries et à 22 % dans le secteur de la production de biens. De même, la proportion d'exploitantes agricoles augmente également. En 2016, cette proportion avait atteint 29 %, une légère hausse par rapport à 1991. Le nombre d'exploitants uniques a davantage augmenté, la proportion d'exploitantes ayant presque triplé de 1991 à 2016 (12 % en 2016).

L'âge moyen des exploitants agricoles augmente. En 2011, les exploitants âgés de 55 ans ou plus représentaient la proportion la plus élevée des exploitants agricoles, une première dans l'histoire. Cette proportion a atteint 54 % en 2016, alors que la proportion d'exploitants âgés de moins de 35 ans s'élevait à 9 %. Bien que ces chiffres cadrent avec le vieillissement de la population, la proportion de travailleurs de 55 ans et plus est plus élevée dans le secteur agricole que dans l'ensemble de l'économie. Les niveaux élevés du travail autonome en agriculture et les progrès technologiques ont permis aux exploitants de travailler à un âge plus avancé.

Le caractère saisonnier de l'agriculture amène certains exploitants à complémenter leur revenu agricole à l'aide d'un revenu d'appoint. Toutefois, la proportion d'exploitants qui travaillent à l'extérieur de la ferme a diminué ces dernières années. L'augmentation de l'âge moyen des exploitants peut être un facteur contributif au même titre que le passage à de grandes exploitations plus spécialisées, auxquelles les exploitants doivent généralement consacrer plus de temps. En 1991, 37 % de l'ensemble des exploitants agricoles ont déclaré un emploi à l'extérieur de la ferme. La proportion a atteint un sommet à 48 % en 2005, et depuis, elle tend à diminuer [11].

Le caractère saisonnier des cultures agricoles, particulièrement l'horticulture, constitue un défi pour le secteur et contribue aux taux élevés d'emplois vacants. En 2010, 62 % des salariés agricoles étaient saisonniers ou temporaires. Bien que la proportion soit toujours élevée en 2015 à 57 %, l'écart entre les employés à l'année et les employés saisonniers s'est atténué, ce qui s'explique en partie par la mécanisation accrue.

Le caractère saisonnier des emplois dans l'agriculture primaire est également un facteur qui a contribué à la demande de travailleurs étrangers temporaires. Le Programme des travailleurs agricoles saisonniers (PTAS) a été mis sur pied en 1966. À l'origine, le programme faisait venir des travailleurs de la Jamaïque, mais il a depuis été élargi pour y intégrer plusieurs pays des Caraïbes, puis le Mexique en 1974. Aujourd'hui, la vaste majorité des travailleurs étrangers temporaires du PTAS vient du Mexique.

Le Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET) a été mis sur pied en 1973, et le PTAS s'est ajouté au programme. En 1996, 10 930 travailleurs étrangers temporaires dans l'agriculture primaire ont été embauchés dans le cadre du PTET. Les modifications apportées aux politiques en 2006 et en 2007 ont simplifié le processus d'embauche et ont conduit à la hausse du nombre d'employés étrangers temporaires dès 2007. En 2015, le nombre de travailleurs étrangers temporaires en agriculture a atteint 39 665[1].

En 2016, l'âge moyen des exploitants était 55 ans, comparativement à 47,5 ans en 1991.

[1]Source : Programme des résidents temporaires d'IRCC, données de janvier 2017.

L'ADOPTION D'INNOVATIONS A CONTRIBUÉ À L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTION ET DE LA PRODUCTIVITÉ.

La croissance de la productivité totale des facteurs, qui désigne l'écart entre la croissance de la production et la croissance des intrants, augmente régulièrement.

Entre 1961 et 2011[1], la productivité totale des facteurs a augmenté au taux annuel moyen de plus de 1 %. La production a augmenté au taux annuel moyen de 2 % au cours de la même période, principalement grâce à l'amélioration de la productivité, tandis que la croissance des intrants totaux se chiffrait à moins de 1 % par an. Avec la même quantité d'intrants totaux, la production de l'exploitation moyenne en 2011 pouvait être deux fois plus élevée qu'en 1961. Cela concorde avec le passage aux grandes exploitations agricoles, puisqu'elles tendent à être plus efficaces et qu'elles sont plus susceptibles d'adopter de nouvelles technologies.

Avant 1921, la culture, la plantation, les récoltes et le transport étaient essentiellement effectués à l'aide de chevaux. Le nombre de chevaux sur les fermes a atteint un sommet en 1921, puis les camions, les tracteurs, les moissonneuses-batteuses et d'autres machines à moteur à combustion interne ont commencé à les remplacer. L'utilisation de tracteurs au lieu de chevaux dans les exploitations agricoles canadiennes a ralenti durant la Crise de 1929 et la Deuxième Guerre mondiale, mais elle a repris après 1945 avec les avancées de la technologie et de la production de tracteurs. À partir de 1951, 55% des fermes utilisaient un tracteur. Depuis 1963, le nombre de chevaux est demeuré assez constant, mais ils sont davantage utilisés pour des activités récréatives que pour l'agriculture. De plus, le nombre de tracteurs est demeuré assez constant depuis 1986. Dans l'avenir, la mécanisation continuera de contribuer à l'augmentation de l'efficacité grâce aux tracteurs autonomes qui devraient être commercialisés prochainement.

Infographique A1.4

[1] Données accessibles les plus récentes.

L'innovation et les améliorations dans les domaines de l'élevage et de l'alimentation des animaux ont conduit à la croissance à long terme de la production de bétail. Le poids moyen de la carcasse du bétail a augmenté de 42 % de 1980 à 2015 parce que les éleveurs se sont tournés vers de grandes races dont le poids est plus élevé en fin de vie. [12] Le poids moyen de la carcasse du porc a suivi une tendance similaire.

De même, l'innovation et les améliorations dans le domaine de la phytogénétique et des pratiques de production ont fait augmenter le rendement des productions végétales.

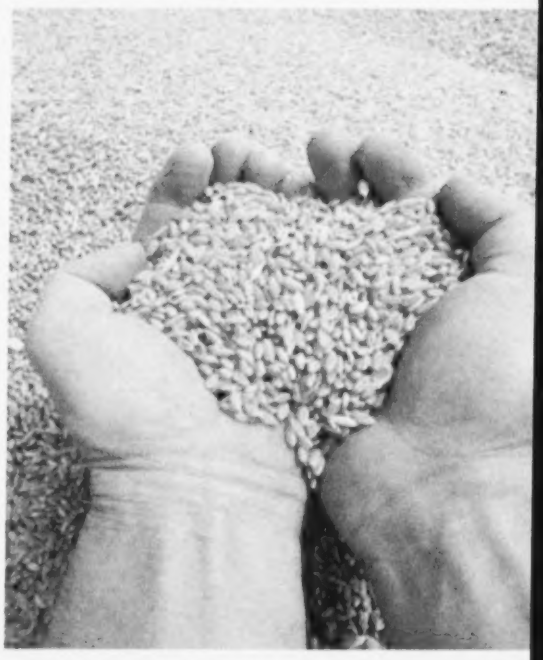
La protection des droits de propriété intellectuelle (DPI) sur les nouvelles variétés végétales a été instaurée dans

les années 1980. La protection des DPI et la collaboration accrue entre les producteurs, l'industrie et le secteur public ont donné lieu à une croissance stable des investissements en recherche et développement (R et D) par le secteur privé dans l'agriculture au Canada. [13] Dans l'ensemble, le financement public de la R et D à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire a augmenté depuis le milieu des années 1980, malgré quelques fluctuations au cours des trente années suivantes.

La production de l'industrie des légumineuses, dont les prélèvements des producteurs sont une source de financement de la R et D, a aussi augmenté en raison de nouvelles variétés. La Saskatchewan Pulse Growers, par exemple, perçoit les prélèvements des producteurs calculés en pourcentage des ventes finales afin de financer la recherche sur les légumineuses, qui profite aux producteurs.

Les producteurs ont commencé à employer des pratiques de conservation et de culture sans labour, ce qui a permis de réduire les jachères et le coût des intrants, notamment le carburant et la main-d'œuvre. Le recours à la culture sans labour, en particulier, a amélioré la rétention d'humidité dans le sol tout en augmentant la superficie plantée, par comparaison à la jachère. En 2006, la culture sans labour a remplacé le travail du sol classique et est devenue la méthode de labour la plus couramment utilisée. Le gouvernement a lancé en 2002 un programme visant à encourager le recours à la culture sans labour, qui a contribué à accroître l'usage de cette méthode. En 2011, le travail du sol classique, supplanté par la culture sans labour et le travail de conservation du sol, était la méthode de labour la moins utilisée.

Les changements aux pratiques agricoles ont aussi contribué à augmenter la productivité.

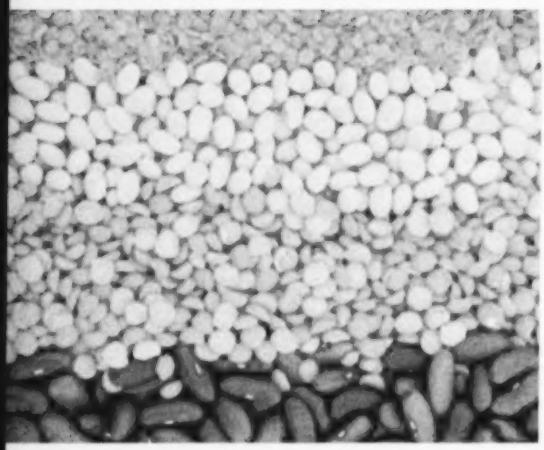


Une technologie développée récemment, nourrissant les porcs individuellement avec des régimes quotidiennement adaptés, apportera une contribution significative à l'amélioration de la durabilité de la production porcine en réduisant les émissions de polluants (40% d'azote, 6% de GES), les besoins en main-d'œuvre et l'utilisation d'antibiotiques, tout en réduisant les coûts d'alimentation (8-10%).

LES POLITIQUES AGRICOLES DU CANADA ONT ÉVOLUÉ AU FIL DU TEMPS PARCE QUE LA STRUCTURE DES POLITIQUES ET LES BESOINS ONT CHANGÉ.

Parmi les aspects précis à prendre en considération pour l'élaboration de politiques agricoles au Canada, mentionnons les responsabilités conjointes des gouvernements fédéral et provinciaux, la diversité de l'agriculture canadienne, les coûts élevés du transport attribuables à la grande superficie du pays, l'importance du commerce compte tenu de la population relativement petite, les obligations en vertu de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de l'ALENA, ainsi que l'évolution de l'industrie agricole du Canada.

La politique a également été modelée par la nature et la diversité des produits. Par exemple, l'importance des produits céréaliers et oléagineux sur le marché de l'exportation et le rôle clé du transport puisqu'ils sont produits à l'intérieur du pays font partie des facteurs particuliers à prendre en considération.



Afin d'améliorer la politique sur l'immigration et l'agriculture, la *Loi sur les stations agronomiques* a été instituée en 1886 pour renforcer la recherche sur les nouvelles cultures et technologies mieux adaptées aux conditions du sol et du climat du Canada. [14]

En 1897, le gouvernement du Canada et le Chemin de fer Canadien Pacifique ont négocié la Convention du Nid de Corbeau compte tenu des préoccupations des agriculteurs de la région des Prairies concernant les tarifs marchandises et les prix des intrants élevés dans le réseau ferroviaire monopolistique. Le but premier de la convention était d'encourager le peuplement et le développement de l'Ouest canadien. En vertu de cette convention, des taux plafonds ont été fixés, et leur étendue a évolué avec la diversification de l'agriculture dans les Prairies.

Après la Première Guerre mondiale, le gouvernement canadien a mis temporairement en place la Commission canadienne du blé (CCB) en réaction à la dégringolade des prix des produits céréaliers et oléagineux. En 1923, les agriculteurs des Prairies ont établi un syndicat du blé, puisque la CCB n'était plus soutenue par le gouvernement du Canada, et un organisme central de vente a été mis en place pour la commercialisation de la moitié de la production de blé. Toutefois, l'organisme central de vente a eu des ennuis et a été dissous lorsque la Crise de 1929 a entraîné une baisse des prix des céréales et rendu le marché volatil. Les autres pertes subies en 1930 ont obligé le gouvernement fédéral à intervenir. La

CCB a été rétablie en 1935. À l'origine, la commission était un office de commercialisation volontaire; toutefois, durant la Deuxième Guerre mondiale, les ventes par l'intermédiaire de la Commission sont devenues obligatoires afin de répondre à la demande en temps de guerre. Les syndicats sont demeurés une caractéristique de l'agriculture dans la région des Prairies jusqu'à la fin des années 1990. En 2012, la *Loi sur le libre choix des producteurs de grains en matière de commercialisation* a mis fin au monopole de la CCB touchant le blé et l'orge de l'Ouest.

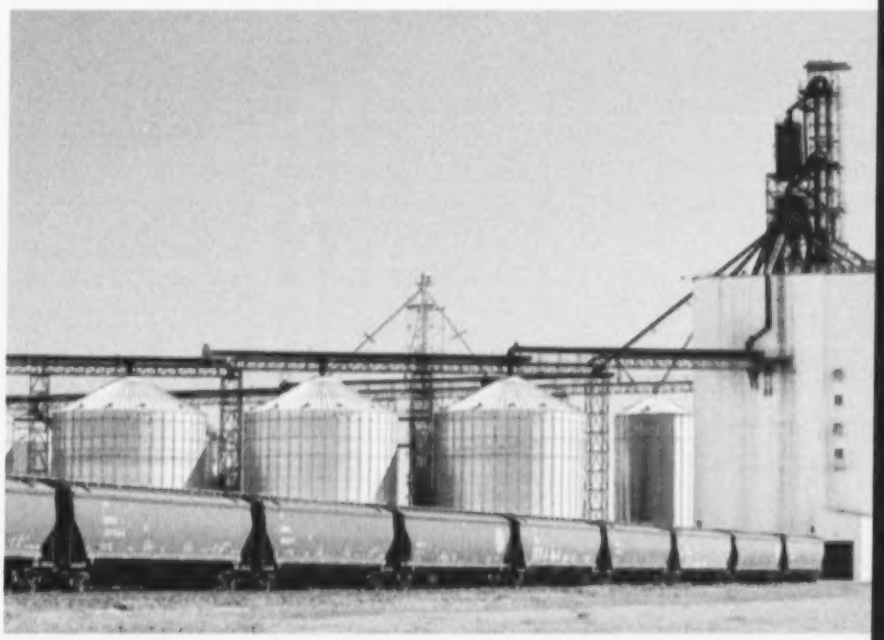
En 1946, le Canada et le Royaume-Uni ont conclu une entente d'aide mutuelle. Conformément à cette entente, le Canada fournissait au Royaume-Uni une grande part de son blé et de son bacon et une petite partie de ses œufs, de son fromage et de son poisson en conserve. L'entente n'a pas été renouvelée puisque l'Europe s'est rapidement remise sur pied après la Deuxième Guerre mondiale. De ce fait, le marché canadien s'est retrouvé avec un excédent et les prix ont rapidement chuté. En conséquence, le gouvernement canadien a instauré la *Loi sur la stabilisation des prix agricoles* en 1958, en vertu de laquelle il versait une somme aux agriculteurs lorsque les prix de produits précis tombaient sous un certain niveau. La *Loi*, jumelée à la *Loi sur l'assurance-récolte* et à la *Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies*, venait former la première série de programmes de stabilisation du gouvernement fédéral.

Des années 1950 à la fin des années 1980, on s'est concentré sur la stabilisation du rendement pour les producteurs au moyen de programmes et de règlements fondés sur les produits de base comme la gestion de l'offre. Des offices nationaux de commercialisation ont été créés afin d'administrer les prix et de gérer l'offre.

Dans les années 1970, les tarifs imposés aux compagnies de chemin de fer pour le transport des produits céréaliers étaient inférieurs à leurs coûts; de ce fait, elles n'étaient pas poussées à améliorer ou à prolonger les voies ferrées. Par conséquent, le transport du grain était confronté à des retards et à une capacité restreinte. La *Loi sur le transport du grain de l'Ouest*, entrée en vigueur en 1984, allait régler ces problèmes en autorisant la hausse graduelle des tarifs marchandises et en répartissant les frais d'expédition accrus entre le gouvernement fédéral et les agriculteurs.

Au début des années 1980, une concurrence interprovinciale s'est installée en raison d'un cadre de politiques fédéral, provincial et territorial (FPT) fragmenté, où les provinces concevaient leurs propres politiques à l'appui de leurs industries. Il était manifeste qu'il fallait accroître la coordination entre les gouvernements FPT. On a donc mis l'accent sur l'établissement de partenariats fédéraux-provinciaux en mettant en place les programmes tripartites nationaux de stabilisation en 1986.

Dans les années 1990, on a laissé tomber les politiques FPT non coordonnées et les programmes fondés sur les produits de base pour adopter des programmes axés sur le revenu de l'ensemble de l'exploitation agricole. Les différends commerciaux et l'adoption progressive d'un soutien aux agriculteurs davantage fondé sur les règles de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et des accords de l'OMC ont été les principaux facteurs. Un autre facteur clé a été la guerre des subventions de la production céréalière dans les années 1980; les céréales étaient payées à fort prix de façon ponctuelle lorsque les prix ont chuté en raison de l'offre mondiale excédentaire et des subventions à l'exportation offertes par le gouvernement des États-Unis.



En 2003, le gouvernement a aboli les programmes de soutien ponctuel qui créaient des incertitudes et a élaboré le premier cadre stratégique complet pour le secteur : le Cadre stratégique pour l'agriculture (CSA). Le CSA a été mis en place afin de répondre à des préoccupations autres que la stabilité du revenu, bien que cet élément continue d'être pris en compte pour la majorité des dépenses de programme. Le Cadre a amélioré les relations fédérales-provinciales-territoriales, et l'agriculture canadienne est devenue mieux adaptée aux conditions du marché. L'objectif est de répondre aux exigences des consommateurs tout en assurant la salubrité alimentaire et en encourageant l'innovation.

Bien que les paiements ponctuels aient été réduits, ils demeurent parfois nécessaires lorsque des événements difficiles à prévoir se produisent, comme une sécheresse et la crise de l'ESB. Le cadre Agri-relance, l'un des volets des programmes sur la stabilité du revenu, a été mis en œuvre en 2008 afin de tenir compte des catastrophes naturelles et d'offrir un cadre aux différents ordres de gouvernement pour gérer la demande de paiements ponctuels.

Infographique A1.5

L'AGRICULTURE AU CANADA A ÉVOLUÉ AU FIL DES ANS EN RÉPONSE AUX DÉFIS, AUX POSSIBILITÉS ET AUX DÉVELOPPEMENTS DES MARCHÉS.

De nos jours, ce secteur moderne, innovateur et résilient demeure un élément clé de l'économie canadienne. Dans le futur, l'agriculture canadienne continuera de croître et d'évoluer, et plusieurs possibilités se dessinent à l'horizon pour le secteur.

RÉFÉRENCES

1. BISHOP, C. A. *Autochtones : les forêts de l'Est*. L'encyclopédie canadienne, 2011 http://encyclopediecanadienne.ca/fr/article/autochtones-les-forets-de-lest/.

2. CARTER, S. *Two Acres and a Cow: 'Peasant' Farming for the Indians of the Northwest, 1889-97*. The Canadian Historical Review, 1989 http://www.utpjournals.press/doi/abs/10.3138/CHR-070-01-02.

3. GAGNON, E., et coll. *S'installer dans l'Ouest : l'immigration dans les Prairies, de 1867 à 1914*. Musée canadien de l'immigration du Quai 21, https://www.quai21.ca/recherche/histoire-d-immigration/s-installer-dans-l-ouest-l-immigration-dans-les-prairies-de-1867-a-1914.

4. DICK, L., et coll. *Histoire de l'agriculture jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale*. L'encyclopédie canadienne, 2007 http://encyclopediecanadienne.ca/fr/article/histoire-de-lagriculture/.

5. PARSON, H. E. *Regional Trends of Agricultural Restructuring in Canada*. Revue canadienne des sciences régionales, 1999. http://cjrs-rcsr.org/archives/22-3/Parson.pdf.

6. Statistique Canada. *Un portrait des exploitations agricoles au XXIe siècle*, publication no 95-640-X, mai 2017. http://www.statcan.gc.ca/pub/95-640-x/2016001/article/14811-fra.pdf.

7. MACLACHLAN, I. *The Historical Development of Cattle Production in Canada, 1996*. https://www.uleth.ca/dspace/bitstream/handle/10133/303/Historical_cattle_Canada.pdf;sequence=3.

8. BREEN, D. H. *Histoire du ranch, L'encyclopédie canadienne*, 2009, http://encyclopediecanadienne.ca/fr/article/ranch-histoire-du/.

9. Agriculture et Agroalimentaire Canada. *Matériel génétique laitier du Canada*, 2015, http://www.agr.gc.ca/fra/industrie-marches-et-commerce/achat-de-produits-alimentaires-canadiens/materiel-genetique-laitier-du-canada/?id=1425928406920.

10. Statistique Canada. *Annuaire du Canada*, 2011, publication no 11-402-X, http://www.statcan.gc.ca/pub/11-402-x/2011000/chap/ag/ag-fra.htm.

11. Statistique Canada. *Données sur les exploitants agricoles de 2011*, publication no 95-640-XWF, http://www.statcan.gc.ca/pub/95-640-x/2011001/p1/p1-04-fra.htm.

12. Canfax Research Services. CRS Special Edition: The Price Cycle Evolving Cycle Drivers, Fact Sheet, Septembre 2016. http://www.canfax.ca/samples/The%20Price%20Cycle%20and%20Evolving%20Cycle%20Drivers.pdf.

13. Agriculture et Agroalimentaire Canada. Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien, 2013, p. 71.

14. HEDLEY, D. D. *The Evolution of Agricultural Support Policy in Canada*, CEAS Fellows Paper, 2015, https://caes.usask.ca/meetings/the-evolution-of-agricultural-support-policy-in-canada.pdf.

SECTION A2

Production et développement de bioproduits au Canada

SECTION A2

Production et développement de bioproduits au Canada

Introduction :

Au Canada, l'offre de ressources biologiques diversifiées à l'appui de la croissance du secteur des bioproduits industriels est considérable. Cette section présente les résultats de l'Enquête sur la production et le développement de bioproduits de 2015.

En 2015, 190 entreprises ont pris part à la production ou au développement de bioproduits industriels non conventionnels au Canada. Au total, les recettes issues de la production de bioproduits se sont élevées à 4,27 milliards de dollars. Cela comprend une vaste de gamme de bioproduits, comme les biocarburants, la bioénergie, les produits chimiques organiques, les matériaux et matériaux composites et les produits intermédiaires (p. ex., les nanomatériaux à base de lignine, de polymère et de cellulose). Par exemple, les lubrifiants, les géotextiles, les peintures et les ustensiles de plastique font partie des bioproduits offerts sur le marché.

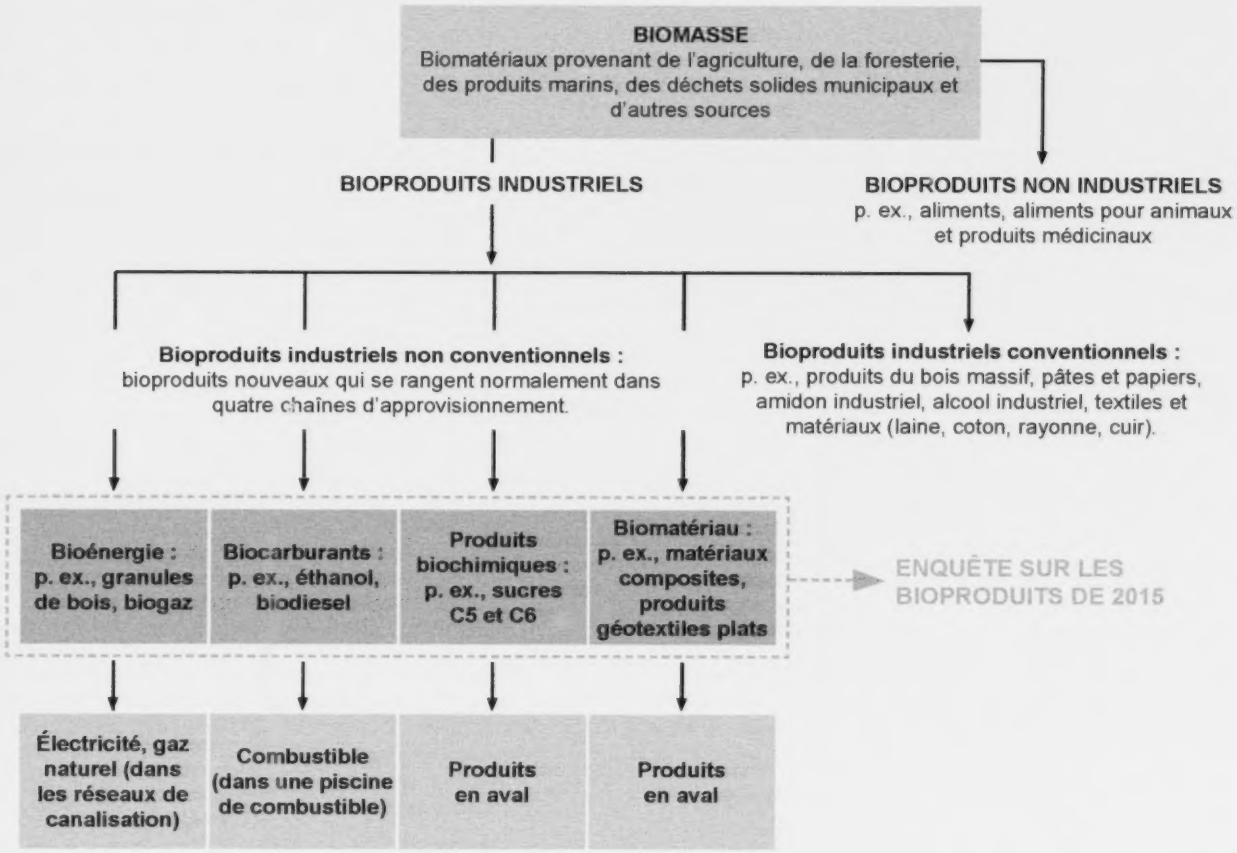
Secteur des bioproduits industriels non conventionnels du Canada.

Les bioproduits industriels non conventionnels, dont les biocarburants, les plastiques à base de plantes, les matériaux biocomposites et les produits biochimiques, occupent une place de plus en plus grande dans la bioéconomie du Canada.

Les entreprises de bioproduits transforment la biomasse en produits nouveaux ou utilisent des procédés nouveaux pour mettre au point des bioproduits industriels non conventionnels. Les bioproduits tels que les biocarburants servent souvent à approvisionner directement le système d'alimentation en carburant. Les biomatériaux et les produits biochimiques sont généralement utilisés par d'autres industries pour la production de produits en aval. Nombre de ces bioproduits sont conçus pour remplacer des intrants non renouvelables utilisés dans la production de produits industriels.

Dans la chaîne d'approvisionnement des bioproduits industriels, l'utilisation de la biomasse pour la production de bioproduits non conventionnels représente le niveau primaire (premier niveau) de la Chaîne d'approvisionnement des bioproduits industriels non conventionnels (représentée par la case rouge dans le graphique A2.1). Cette partie de la chaîne d'approvisionnement était ciblée dans l'Enquête sur la production et le développement de bioproduits de 2015.

Graphique A2.1
Chaîne d'approvisionnement des bioproduits



Remarque : Les entreprises qui exercent des activités dans le secteur des bioproduits industriels non conventionnels peuvent aussi mener des activités dans d'autres secteurs d'activité, parallèlement à leurs secteurs d'activité liés aux bioproduits.

Les entreprises de bioproduits du Canada mettent au point, produisent et vendent une vaste gamme de bioproduits industriels.

En 2015, les recettes issues des bioproduits industriels non conventionnels produits au Canada ont été estimées à 4,27 milliards de dollars.

Les biocarburants ont apporté des recettes de 2,72 milliards de dollars (63,6 % de l'ensemble des recettes). L'autre proportion de 36,4 % des recettes provient d'une vaste gamme de produits, dont la bioénergie, les produits chimiques organiques, les matériaux et matériaux composites, les produits biochimiques et les biomatériaux intermédiaires, ainsi que d'autres types de bioproduits.

Un grand nombre d'entreprises ont indiqué exercer des activités à différents stades du développement des produits et de la production, de même que pour plusieurs types de bioproduits. Par exemple, une entreprise peut à la fois avoir commercialisé du biodiésel et avoir un autre biocarburant ou d'autres produits pétroliers spéciaux aux premiers stades du développement.

Le bioproduit déclaré par le plus grand nombre d'entreprises est le biocarburant; en effet, 111 entreprises ont indiqué exercer des activités dans la production ou le développement de biocarburants.

Graphique A2.2
Bioproduits : recettes et activité par type de produit, 2015

	Entreprises exerçant des activités dans la production ou le développement*	Recettes
	Nombre de répondants**	Milliers de dollars
BIOCARBURANT	**111**	**2 715 874**
Éthanol comme carburant	30	2 042 200
Biodiesel comme carburant	29	653 450
Combustibles gazeux	24	x
Granules de bois noires	7	0
Biocharbon	21	x
Autre biocarburant	33	x
BIOÉNERGIE	**40**	**140 027**
PRODUITS CHIMIQUES ORGANIQUES	**27**	**x**
MATÉRIAUX ET MATÉRIAUX COMPOSITE	**33**	**x**
Matériaux composites	15	349 583
Bioplastiques	12	20 966
Matériaux composites de provenance agricole ou bois composite	9	x
Autres matériaux et matériaux composites	14	x
PRODUITS BIOCHIMIQUES ET BIOMATÉRIAUX INTERMÉDIAIRES	**38**	**49 529**
Lignine	12	x
Sucres C5 et C6	8	x
Autres substances biochimiques et biomatériaux intermédiaires	24	x
AUTRES BIOPRODUITS	**21**	**x**

Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : « x » signifie que les données n'étaient pas disponibles à cause des dispositions sur la confidentialité de la *Loi sur la statistique*.
*Stades de développement : Cela comprend les entreprises qui participent à des activités de recherche et de développement expérimental ou de développement ou de validation de produits, ou qui ont des bioproduits en production. **Chaque entreprise qui déclare des activités à l'un ou l'autre des stades de développement est comptée une seule fois (bien qu'elle puisse avoir différents produits dans une seule catégorie de produit à divers stades de développement).

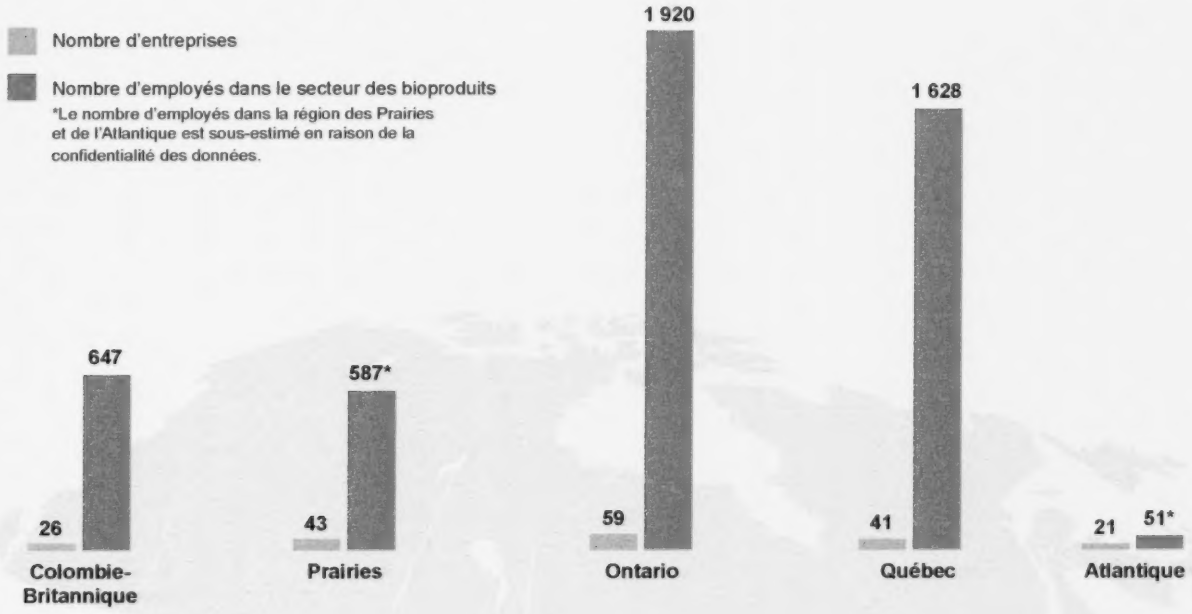
Les entreprises de bioproduits sont dispersées d'un bout à l'autre du Canada.

En 2015, 190 entreprises ont produit ou mis au point des bioproduits industriels non conventionnels à des fins commerciales au Canada.

Les entreprises de bioproduits étaient réparties dans l'ensemble du pays, 52,6 % étant situées dans la région centrale du Canada (59 entreprises en Ontario et 41 au Québec).

En 2015, 5 618 employés ont directement participé à la production ou au développement de bioproduits ou à l'amélioration de la biomasse au sein d'entreprises de bioproduits du Canada. Puisque les entreprises étaient concentrées en Ontario et au Québec, environ 63,2 % de ces employés travaillaient en Ontario (1 920) et au Québec (1 628). L'autre proportion de 36,8 % se trouvait en Colombie-Britannique, dans les Prairies et en Atlantique.

Graphique A2.3
Répartition régionale des entreprises de bioproduits et des emplois liés aux bioproduits et à la biomasse au Canada, 2015

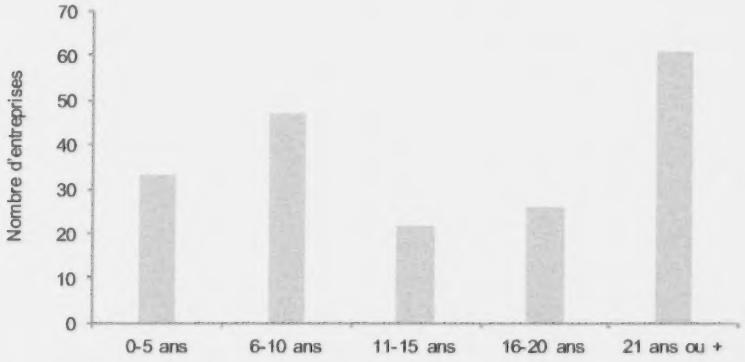


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Par souci de confidentialité et parce que les nombres ont été arrondis, leur somme ne correspond pas nécessairement au total indiqué.

Pour ce qui est de la durée d'exploitation au Canada, en 2015, 42,4 % des entreprises de bioproduits étaient exploitées depuis dix ans ou moins.

En 2015, 17,5 % des répondants ont indiqué que l'entreprise était exploitée depuis cinq ans ou moins, tandis que la durée d'exploitation se situait entre six et dix ans dans le cas de 24,9 % des entreprises. Environ 32,3 % des entreprises étaient exploitées depuis longtemps, soit plus de 20 ans.

Graphique A2.4
Entreprises de bioproduits selon la durée de leurs activités, 2015



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

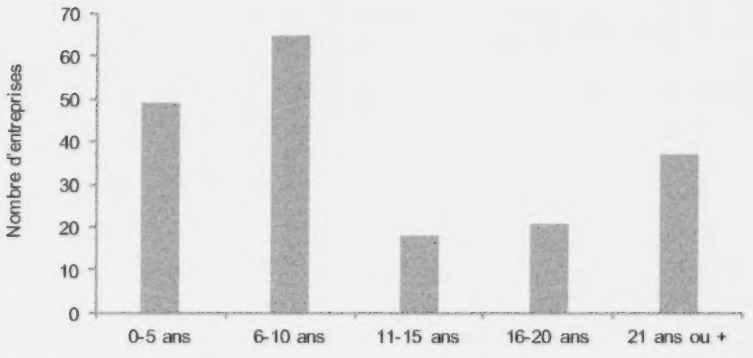
Une plus grande proportion des entreprises de bioproduits ont ajouté les bioproduits à leurs activités courantes.

Soixante pour cent des entreprises de bioproduits actives au Canada ont commencé à exercer des activités liées aux bioproduits au cours des dix dernières années.

Seulement 9,5 % des entreprises exercent des activités liées aux bioproduits depuis 11 à 15 ans, 11,1 % depuis 16 à 20 ans et 19,5 % depuis 21 ans ou plus.

Selon les résultats de l'enquête de 2015, plus de 17 % des entreprises qui exercent aujourd'hui des activités liées aux bioproduits ont commencé par d'autres produits, puis ont élargi leurs activités dans le domaine des bioproduits.

Graphique A2.5
Entreprises de bioproduits selon la durée de leurs activités liées aux bioproduits, 2015



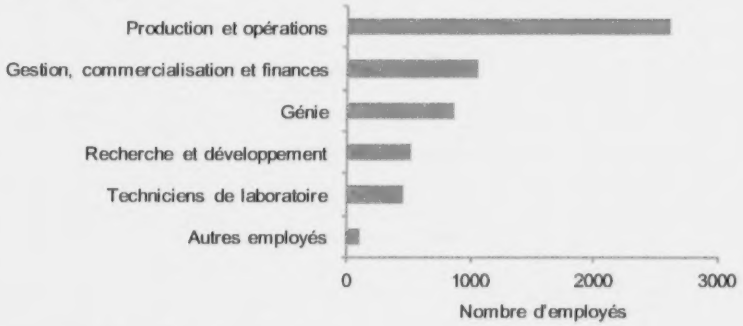
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les entreprises de bioproduits au Canada employaient 5 618 personnes pour la production et le développement de bioproduits.

L'effectif total des entreprises exerçant des activités liées aux bioproduits (4 118) et à la biomasse* (1 500) s'élevait à 5 618 en 2015.

Ces effectifs peuvent être répartis selon le type d'activités professionnelles : production et opérations (46,4 %), gestion, commercialisation et finances (18,8 %), ingénierie (15,3 %), recherche et développement (9,2 %), techniciens de laboratoire (8,2 %) et autres activités professionnelles (2,0 %).

Graphique A2.6
Nombre et types d'employés dans les entreprises de bioproduits (dans les activités liées aux bioproduits et à la biomasse*), 2015



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
*Les activités liées à la biomasse comprennent la collecte, le regroupement, le séchage, le nettoyage, le classement, la séparation ou la purification de la biomasse consécutif à la récolte pour préparer la biomasse à la conversion efficace en bioproduits.

La biomasse provenant des secteurs forestier et agricole fournit la majeure partie de la charge d'alimentation nécessaire à la production de bioproduits industriels du Canada.

Les entreprises de bioproduits du Canada ont transformé plus de 21 millions de tonnes métriques de biomasse en bioproduits en 2015, dont près de 8,8 millions de tonnes métriques étaient de sources agricoles et 12,3 millions de tonnes métriques, de l'industrie forestière.

La biomasse (ou charge d'alimentation) fait référence aux matières biologiques renouvelables et comprend les matières biologiques provenant de la foresterie, de l'agriculture, des produits marins et de l'aquaculture ou les produits d'origine microbiologique; les sous-produits de transformation (p. ex., de l'agriculture, de la foresterie, des pâtes et papiers et des aliments destinés à la consommation humaine ou animale); les biomatériaux recyclés (p. ex., les matériaux de construction ou de démolition); les déchets (p. ex., les déchets urbains solides).

Environ 42 % des 190 entreprises ont indiqué utiliser la biomasse agricole comme biomasse primaire pour la production de bioproduits. Près de la totalité des 8,8 millions de tonnes métriques de biomasse agricole provenait de céréales et d'oléagineux.

Graphique A2.7
Types et quantité de biomasse utilisée comme intrant, 2015

	Quantité de biomasse utilisée	Utilisation**	Déclarée comme biomasse primaire
	Tonnes métriques	Nombre d'entreprises	
BIOMASSE AGRICOLE	**8 768 015**	**104**	**80**
Céréales et oléagineux	8 676 586	46	
Grains de blé	x	14	
Grains de maïs	5 579 442	31	
Autres matières provenant de plantes de grande culture*	77 889	66	
Produits et sous-produits primaires du bétail	13 540	16	
BIOMASSE FORESTIÈRE	**12 314 424**	**74**	**50**
Résidus forestiers	x	40	
Résidus créés lors de la transformation en usine	8 532 225	63	
Bois rond	x	13	
Autre biomasse forestière (à l'exclusion des résidus urbains de bois)	x	20	
PRODUITS OU MATÉRIAUX MARINS ET D'AQUACULTURE	**1 864**	**15**	**9**
SOUS-PRODUITS DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS, DE L'ABATTAGE DES ANIMAUX ET DE L'ÉQUARRISSAGE	**623 774**	**23**	**35**
SOUS-PRODUITS DES SERVICES ALIMENTAIRES	**63 647**	**26**	**9**
AUTRE BIOMASSE (Y COMPRIS LES DÉCHETS MUNICIPAUX ORGANIQUES SOLIDES)	**x**	**35**	**6**

Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : « x » signifie que les données n'étaient pas disponibles à cause des dispositions sur la confidentialité de la *Loi sur la statistique*.
* Les autres matières provenant de plantes de grande culture comprennent les résidus de culture de grande production autre que les céréales, les résidus de culture horticole et les fourrages.
**Il se peut que les nombres ne correspondent pas aux totaux des catégories, puisque les entreprises peuvent déclarer des activités dans plus d'une catégorie.

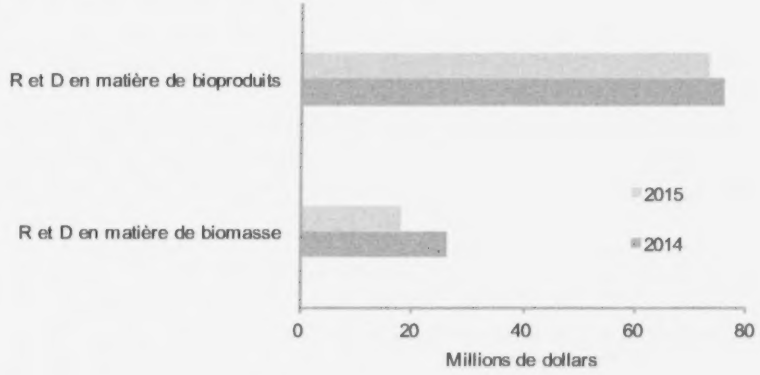
Les entreprises de bioproduits ont renforcé leur capacité en matière d'innovation à travers la recherche interne.

Les entreprises de bioproduits ont investi 91 millions de dollars en recherche et développement (R et D) interne dans leurs secteurs d'activité liés aux bioproduits en 2015.

Ces travaux internes de R et D étaient entre autres liés aux bioproduits et à la biomasse. En 2015, les entreprises ont utilisé environ 80 % de leurs investissements dans la R et D interne pour les bioproduits et 20 % pour la recherche sur la biomasse.

Les entreprises de bioproduits ont employé plus de 518 chercheurs et 463 techniciens de laboratoire (voir le graphique A2.6) en 2015. Ces employés représentaient environ 17,4 % du nombre total d'employés exerçant des activités liées aux bioproduits en 2015.

Graphique A2.8
Dépenses de R et D interne des entreprises de bioproduits, 2014 et 2015



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

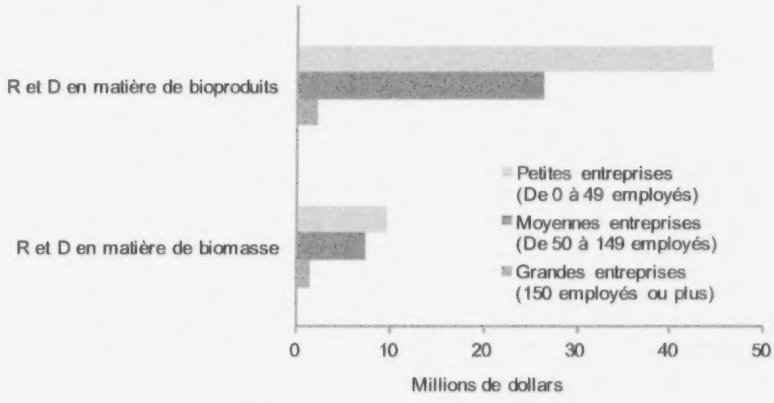
Les entreprises de bioproduits ont investi dans la R et D portant sur les bioproduits et la biomasse.

Les petites entreprises, qui constituent 70,1 % des entreprises de bioproduits, ont effectué 60,8 % de l'ensemble des investissements dans la R et D interne sur les bioproduits en 2015. Les grandes entreprises ont exécuté seulement 3,0 % de ces travaux de R et D.

Les moyennes et les grandes entreprises ont effectué 47,8 % des dépenses en R et D interne sur la biomasse.

En moyenne, chaque entreprise a dépensé 480 000 $ en R et D sur les bioproduits et la biomasse. En moyenne, les moyennes entreprises ont investi 1,29 million de dollars, les petites entreprises 399 000 $ et les grandes entreprises 123 000 $.

Graphique A2.9
Dépenses de R et D interne en matière de bioproduits et de biomasse selon la taille de l'entreprise, 2015



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : La taille de l'entreprise est déterminée selon le nombre d'employés qui y travaillent (dans le secteur des bioproduits et d'autres produits).

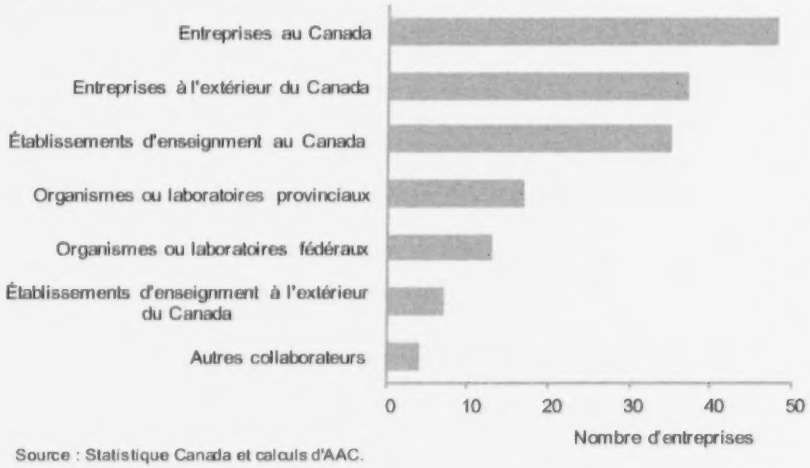
Les accords de collaboration permettent aux entreprises de bioproduits de renforcer leur capacité en matière d'innovation.

Les entreprises de bioproduits ont eu recours à des accords de collaboration pour renforcer activement leur capacité en matière d'innovation.

En 2015, 69 des 190 entreprises étaient parties prenantes à 218 accords de collaboration (dont environ le quart étaient des ententes liant plusieurs partenaires).

Les entreprises collaborent le plus souvent avec d'autres entreprises (au Canada et à l'extérieur) et des établissements d'enseignement du Canada.

Graphique A2.10
Collaboration entre entreprises de bioproduits par type de partenaire, 2013-2015

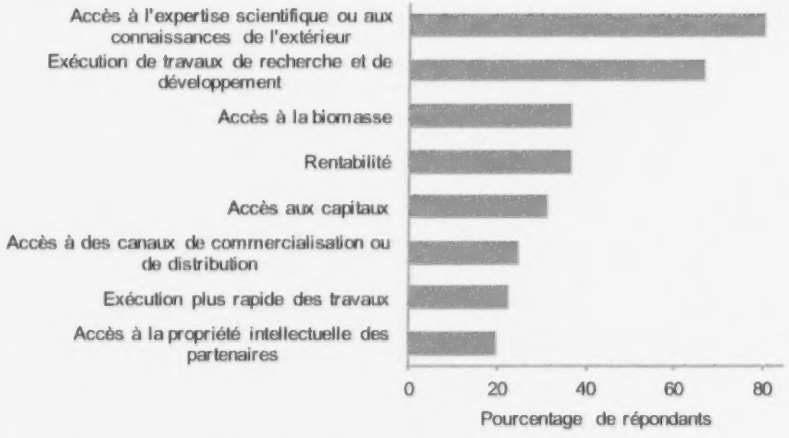


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les entreprises de bioproduits ont établi des relations de collaboration pour plusieurs raisons pendant la période de 2013 à 2015.

Les deux principales raisons pour lesquelles les entreprises ont conclu des accords de collaboration étaient l'accès à l'expertise ou aux connaissances scientifiques d'une autre entreprise (80,4 %) et l'exécution de travaux de R et D (66,5 %).

Graphique A2.11
Motifs de collaboration des entreprises de bioproduits, 2013-2015



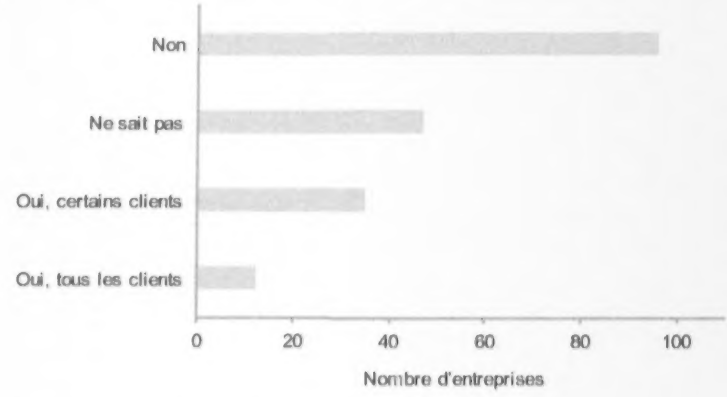
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Seules les entreprises qui exercent des activités en collaboration ont répondu à cette question. Celles-ci pouvaient choisir plus d'un motif de collaboration.

Les entreprises de bioproduits du Canada distinguent leurs produits en ayant recours à des certifications de durabilité.

En 2015, 25 % des entreprises de bioproduits ont indiqué que certains de leurs clients exigeaient une preuve de la durabilité de l'apport de biomasse.

Six pour cent (6 %) des entreprises de bioproduits ont répondu que tous leurs clients exigeaient une preuve de la durabilité de l'apport de biomasse.

Graphique A2.12
Entreprises de bioproduits dont les clients ont exigé que l'apport de biomasse soit durable, 2015



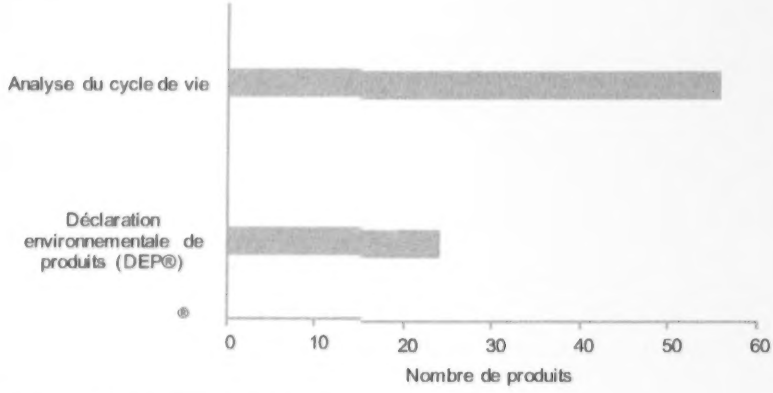
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Certaines entreprises de bioproduits ont effectué des évaluations de durabilité afin de déterminer les attributs environnementaux de leurs produits.

En 2015, les entreprises de fabrication de bioproduits industriels au Canada ont indiqué que 80 de leurs bioproduits avaient fait l'objet d'une analyse du cycle de vie (ACV) ou d'une déclaration environnementale de produit (DEP). L'ACV, l'outil d'évaluation le plus populaire, a été utilisée pour évaluer 70 % des bioproduits avec certification.

Afin de continuer à différencier leurs produits, l'on s'attend à ce que les entreprises augmentent le nombre de produits assertis d'une certification. En 2015, 17 % des entreprises ont indiqué leur intention d'obtenir une analyse de l'ACV et 13 % avaient l'intention de faire certifier d'autres bioproduits au moyen d'une DEP.

Graphique A2.13
Nombre de produits et type de certification déclarés par les entreprises de bioproduits, 2015



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Le défi principal auquel le secteur de la production et du développement de bioproduits au Canada est confronté est le manque de financement.

En 2015, 29,8 % de l'ensemble des entreprises de bioproduits ont indiqué que le manque de financement était un obstacle majeur au développement ou à la production de bioproduits.

Parmi les autres obstacles majeurs nommés par les entreprises, mentionnons le coût et la lenteur de l'approbation réglementaire (21,4 %), le coût de la biomasse (16,5 %), la quantité non fiable de la biomasse (16,4 %) et le coût de la conformité à la réglementation (15,6 %).

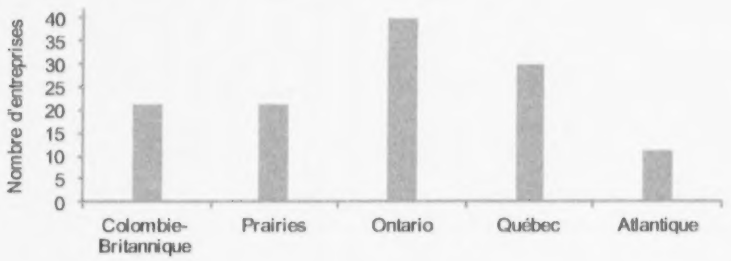
Graphique A2.14
Obstacles à la production ou au développement de bioproduits, 2015

Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les entreprises de bioproduits demandent activement du financement externe et utilisent les programmes d'encouragement du gouvernement (p. ex., le régime d'encouragement fiscal du Programme de la recherche scientifique et du développement expérimental [RS-DE] pour financer leurs activités et, dans une moindre mesure, sous-traiter leurs travaux de R et D.

Parmi toutes les entreprises de bioproduits au Canada, 123 (ou 64,7 %) ont demandé des remboursements ou des crédits d'impôt au titre du Programme de la RS-DE. De plus, 38 % des entreprises ont présenté une demande au titre des programmes gouvernementaux pour leurs travaux de R et D en matière de bioproduits.

Graphique A2.15
Entreprises qui ont demandé un remboursement ou un crédit d'impôt en vertu du régime d'encouragement fiscal du Programme de la RS-DE*, de 2011 à 2015



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
*Recherche scientifique et développement expérimental.

SECTION B

PIB et emploi

SECTION B

PIB et emploi

Le système agricole et agroalimentaire canadien (SAAC) est une chaîne d'approvisionnement complexe et intégrée qui englobe les fournisseurs d'intrants et de services, les producteurs agricoles primaires, les transformateurs d'aliments et de boissons, les détaillants et les grossistes en alimentation, ainsi que les fournisseurs de services alimentaires. Le SAAC a un apport direct et indirect considérable au produit intérieur brut (PIB) et à l'emploi au Canada.

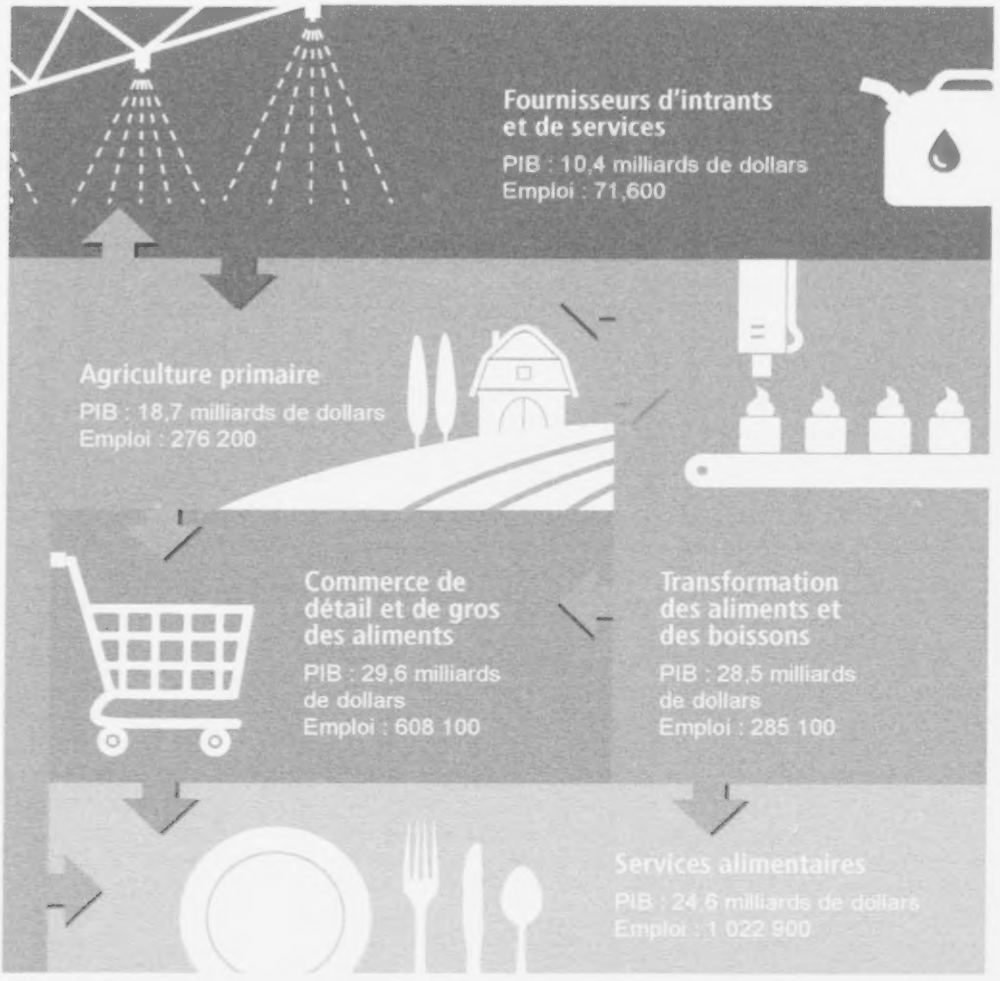
En 2016, il a généré 6,7 % du PIB du Canada et plus de 12 % de l'emploi au pays. Le montant du PIB attribuable au SAAC a augmenté annuellement depuis 2007, sauf durant la récession économique de 2009. Durant cette période, les industries de l'agriculture primaire et des services alimentaires ont connu la croissance la plus importante de tous les secteurs du SAAC. En 2016, l'emploi a diminué dans la plupart des industries du SAAC. De ce fait, l'emploi en général dans le SAAC a aussi diminué après des années de croissance stable.

Les taux de postes vacants tendent à être plus élevés dans les industries de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments et des boissons que dans les autres industries. Afin de combler leurs besoins en main d'oeuvre, le recours aux travailleurs étrangers temporaires a été fortement accru au cours des dernières années.

Le système agricole et agroalimentaire canadien produit, transforme et distribue des produits aux consommateurs aussi bien au pays qu'à l'étranger.

Le système agricole et agroalimentaire canadien (SAAC) est un système complexe, intégré et concurrentiel constitué de fournisseurs d'intrants, de producteurs primaires (agriculteurs), de transformateurs d'aliments et de boissons, de détaillants et de grossistes en alimentation, ainsi que de fournisseurs de services alimentaires.

Graphique B.1
Système agricole et agroalimentaire canadien (SAAC), 2016



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

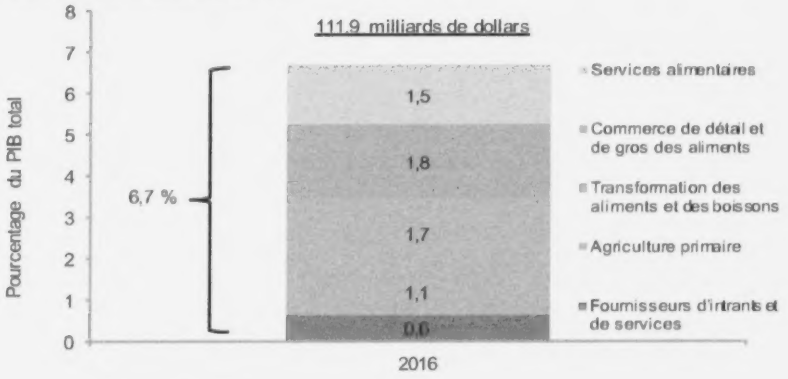
La contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB croît plus rapidement que le taux de croissance moyen de l'économie canadienne.

En 2016, le SAAC a généré une part de 111,9 milliards de dollars du produit intérieur brut (PIB), ce qui représente 6,7 % du PIB total du Canada.

En 2016, l'industrie de la vente d'aliments au détail et en gros a apporté la plus forte contribution au PIB du SAAC : 29,6 milliards de dollars, soit 1,8 % du PIB total du Canada.

Viennent ensuite l'industrie de la transformation des aliments et des boissons (28,5 milliards de dollars ou 1,7 % du PIB total), l'industrie des services alimentaires (24,6 milliards de dollars ou 1,5 %), l'industrie de l'agriculture primaire (18,7 milliards de dollars ou 1,1 %) et les fournisseurs d'intrants et de services (10,4 milliards de dollars ou 0,6 %).

Graphique B.2
Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB du Canada, 2016



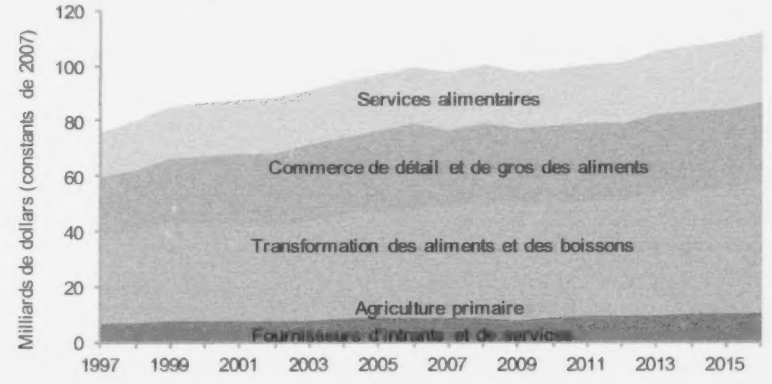
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarques : 1) Les données sont provisoires et pourraient être révisées. 2) Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Le PIB dans le SAAC a augmenté de 11,0 % de 2012 à 2016. À titre de comparaison, le PIB dans tous les secteurs de l'économie canadienne a progressé de 7,8 % au cours de la même période.

En 2016, le PIB dans le SAAC a grimpé de 3,4 % par rapport à l'année précédente, comparativement à 1,4 % pour le reste de l'économie. Le PIB dans le SAAC a augmenté en moyenne de 2,7 % par année de 2012 à 2016.

Le PIB généré par tous les secteurs du SAAC a augmenté en 2016, la plus forte croissance annuelle (4,4 %) ayant été enregistrée par l'industrie de la transformation des aliments et des boissons. Ce dernier est suivi de près par l'agriculture primaire (4,4 %), les services alimentaires (3,7 %), les fournisseurs d'intrants et de services (2,9 %) et les détaillants et grossistes de produits alimentaires (1,8 %).

Graphique B.3
Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB du Canada, 1997-2016



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Les données sont provisoires et pourraient être révisées.

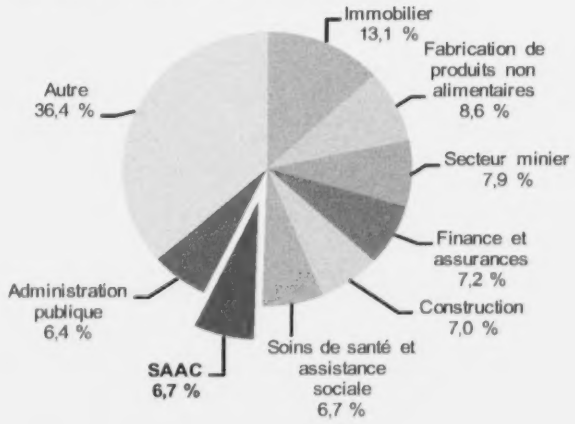
La contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB se compare bien au reste de l'économie canadienne.

Dans l'ensemble des secteurs de l'économie, le SAAC est le septième en importance à avoir contribué au PIB du Canada en 2016.

Il se classe après les secteurs immobilier (13,1 %), de la fabrication de produits non alimentaires (8,6 %), de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz (7,9 %), de la finance et des assurances (7,2 %), de la construction (7,0 %) et des soins de santé et de l'assistance sociale (6,7 %).

Même si le PIB du SAAC a continué d'augmenter, sa part du PIB canadien total est demeurée à environ 6,7 % ces dix dernières années.

Graphique B.4
Répartition du PIB canadien par secteur, 2016



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Les données sont provisoires et pourraient être révisées.

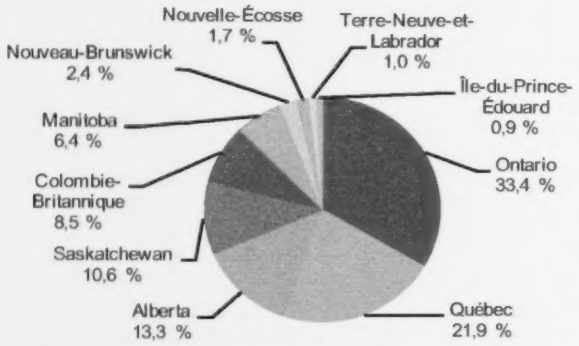
L'agriculture primaire et la transformation des aliments et des boissons sont d'importantes sources d'activité économique au Canada dans la plupart des provinces.

Plus de la moitié du PIB généré par les industries de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments et des boissons au Canada en 2016 provient de l'Ontario et du Québec.

L'Ontario a généré la grande part du PIB combiné des industries de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments et des boissons avec 33,4 %, tandis que le Québec et l'Alberta sont à l'origine de 21,9 % et de 13,3 % de ce PIB respectivement.

Au cours de la dernière décennie, la répartition provinciale du PIB généré par l'agriculture primaire et la transformation des aliments et des boissons est demeurée stable. Pendant la même période, l'Ontario et le Québec ont vu leurs parts diminuer de 2,6 et de 0,8 points de pourcentage, respectivement, tandis que la Saskatchewan et l'Alberta ont connu une hausse de 2,5 et 0,7 points de pourcentage, respectivement.

Graphique B.5
Répartition provinciale de la contribution du secteur de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments et des boissons au PIB, 2016



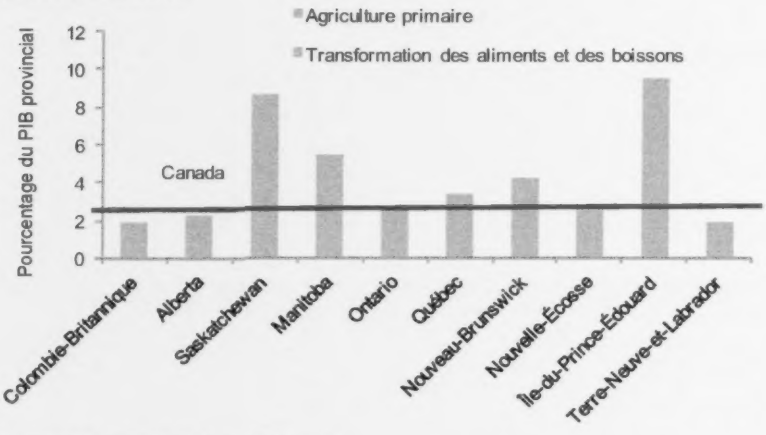
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarques : 1) Les données sont provisoires et pourraient être révisées. 2) Les pourcentages ne totaliseront peut-être pas 100 % en raison de l'arrondissement.

La contribution des industries de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments et des boissons au PIB provincial varie.

En 2016, la contribution de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments et des boissons à l'économie des provinces a été plus importante à l'Île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan, représentant respectivement 9,5 % et 8,6 % du PIB provincial.

À l'exception des provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, la transformation des aliments et des boissons a contribué à une plus grande part du PIB provincial que l'agriculture primaire.

Graphique B.6
Contribution du secteur de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments et des boissons au PIB provincial, 2016



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Les données sont provisoires et pourraient être révisées.

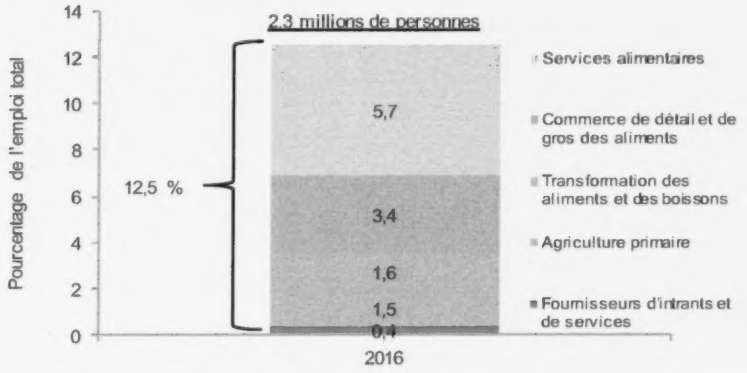
Les emplois dans le système agricole et agroalimentaire sont nombreux au Canada.

En 2016, le SAAC a employé environ 2,3 millions de personnes, ce qui représente 12,5 % de l'emploi au Canada.

En 2016, les services alimentaires ont le plus fortement contribué à l'emploi au sein du SAAC, soit à raison de 5,7 %, faisant travailler 1 022 900 personnes.

Viennent ensuite l'industrie de la vente d'aliments au détail et en gros (608 100 personnes ou 3,4 % de l'emploi au Canada), l'industrie de la transformation des aliments et des boissons (285 100 personnes ou 1,6 %), l'industrie de l'agriculture primaire (276 200 personnes ou 1,5 %) et les fournisseurs d'intrants et de services (71 600 personnes ou 0,4 %).

Graphique B.7
Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi au Canada, 2016



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarques : 1) Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués. 2) Voir la définition d'«emploi » dans le glossaire.

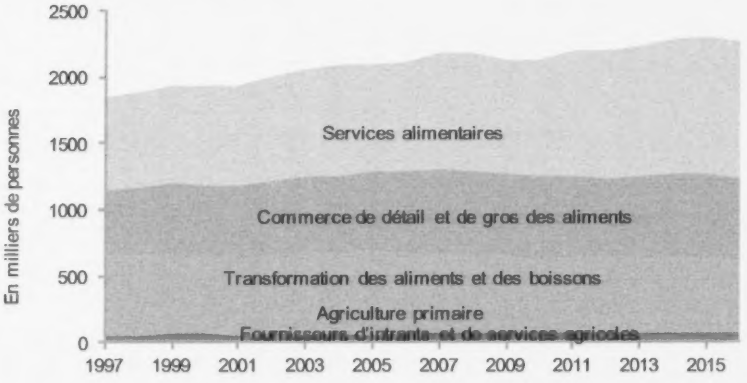
L'emploi dans le SAAC a augmenté de 3,2 % de 2012 à 2016. À titre de comparaison, l'emploi dans tous les secteurs de l'économie canadienne a progressé de 3,7 % au cours de la même période.

L'emploi dans le SAAC a augmenté en moyenne de 0,8 % par année de 2012 à 2016. Par contre, il a diminué de 1,3 % par rapport à l'année précédente.

En 2016, l'emploi dans les secteurs de la vente d'aliments au détail et en gros, de la transformation des aliments et des boissons et de l'agriculture primaire a diminué de 3,8 %, 3,4 % et 1,9 %, respectivement, par rapport à l'année précédente.

Ces baisses sont en partie compensées par l'augmentation des emplois offerts par les fournisseurs d'intrants et de services et les fournisseurs de services alimentaires entre 2015 et 2016 (2,0 % et 0,8 %, respectivement).

Graphique B.8
Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi au Canada, 1997-2016



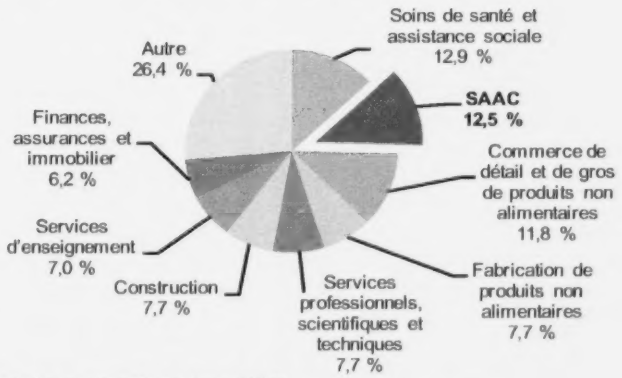
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Voir la définition d'« emploi » dans le glossaire.

Le système agricole et agroalimentaire est l'un des principaux employeurs au Canada.

Dans l'ensemble des secteurs de l'économie, le SAAC était le deuxième employeur en importance au Canada en 2016.

Le premier employeur était le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale, sa proportion d'emplois s'étant élevée à 12,9 %. L'emploi dans le SAAC est suivi des secteurs de la vente de produits non alimentaires en gros et au détail (11,8 %), de la fabrication de produits non alimentaires (7,7 %), des services professionnels, scientifiques et techniques (7,7 %), de la construction (7,7 %), des services d'enseignement (7,0 %) et de la finance, des assurances et de l'immobilier (6,2 %).

Graphique B.9
Répartition de l'emploi au Canada par secteur, 2016



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarques : 1) Les pourcentages ne totaliseront peut-être pas 100 % en raison de l'arrondissement. 2) Voir la définition d'« emploi » dans le glossaire.

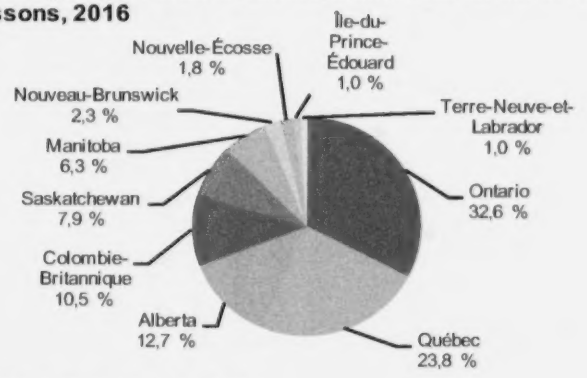
Le système agricole et agroalimentaire est un employeur important dans la plupart des provinces.

Plus de la moitié de l'emploi dans les industries de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments et des boissons sont en Ontario et au Québec.

En 2016, l'Ontario comptait pour 32,6 % de l'emploi dans les industries de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments et des boissons, tandis que le Québec et l'Alberta représentaient respectivement 23,8 % et 12,7 % de l'emploi.

La croissance de l'emploi en 2016 a beaucoup varié selon la province : la plus forte hausse a été observée en Colombie-Britannique (12,6 %), tandis que la baisse la plus marquée (17,1 %) a été enregistrée en Alberta.

Graphique B.10
Répartition provinciale de l'emploi dans le secteur de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments et des boissons, 2016



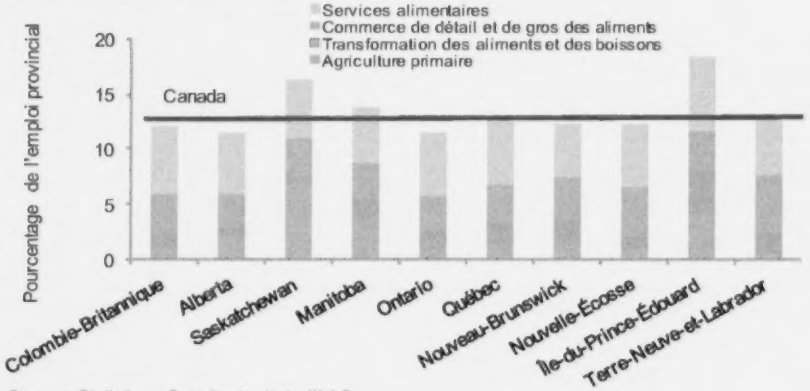
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarques : 1) Les pourcentages ne totaliseront peut-être pas 100 % en raison de l'arrondissement. 2) Voir la définition d'« emploi » dans le glossaire.

En 2016, l'Île-du-Prince-Édouard et la Saskatchewan ont été les provinces dans lesquelles la part de l'emploi attribuable au système agricole et agroalimentaire a été la plus importante, représentant respectivement 18,3 % et 16,3 % de l'emploi total dans chacune de ces provinces

Dans la plupart des provinces, c'est l'industrie des services alimentaires qui a constitué la plus grande source d'emploi dans le SAAC. En Saskatchewan, toutefois, c'est l'agriculture primaire qui a constitué la plus grande source d'emploi (7,0 %).

La part des industries des services alimentaires et de la vente d'aliments au détail et en gros a été plutôt constante dans toutes les provinces, tandis que la part des industries de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments et des boissons a un peu varié entre les provinces.

Graphique B.11
Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi dans les provinces, 2016



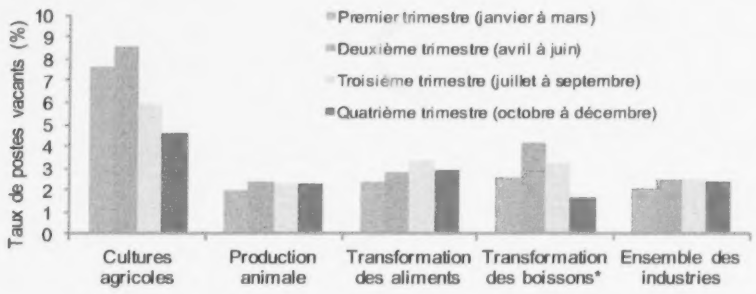
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarques : 1) Les fournisseurs d'intrants et de services ont été exclus en raison des dispositions sur la confidentialité de la *Loi sur la statistique*. 2) Voir la définition d'« emploi » dans le glossaire.

Les entreprises du secteur agricole et agroalimentaire ont recours aux travailleurs étrangers temporaires pour combler certains de leurs besoins en main-d'œuvre.

Les taux de postes vacants tendent à être plus élevés dans les industries de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments et des boissons que dans les autres industries.

Le secteur des cultures agricoles a enregistré des taux de postes vacants très élevés tout au long de 2016 en comparaison avec les autres industries, bien qu'ils aient considérablement diminué d'un trimestre à l'autre. Ils sont en effet passés de 7,6 % au premier trimestre à 4,6 % au quatrième trimestre. Cette situation peut en partie s'expliquer par le caractère saisonnier des cultures agricoles.

Graphique B.12
Taux de postes vacants, agriculture primaire, transformation des aliments et des boissons et ensemble des industries, 2016



Source : Statistique Canada.
*Y compris la transformation du tabac.

Depuis 2000, on a observé une forte croissance de l'embauche de travailleurs étrangers temporaires dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaire (PTET) pour pourvoir certains emplois vacants.

Le nombre de travailleurs étrangers temporaires occupant un emploi dans le secteur agricole est passé de 16 865 à 39 665 de 2000 à 2015 et de 205 en 2000 à 1 770 en 2015 dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons.

Les travailleurs étrangers temporaires sont principalement embauchés pour pourvoir des emplois qui exigent moins de compétences dans le secteur, plus couramment dans certaines industries de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments.

Graphique B.13
Travailleurs étrangers temporaires dans le secteur de l'agriculture et de la transformation des aliments et des

Source : Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada et calculs d'AAC.
*Y compris la transformation du tabac.

SECTION C

Commerce international

SECTION C

Commerce international

Introduction :

La valeur des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes a atteint 56,0 milliards de dollars en 2016. Lorsque l'on ajoute les produits de la mer, les exportations se chiffrent à 62,6 milliards de dollars. Dans cette section, la valeur des échanges commerciaux n'inclut pas les produits de la mer puisqu'elle met l'emphase sur les produits agricoles et agroalimentaires.

Le secteur agricole et agroalimentaire du Canada a enregistré une faiblesse de la croissance des exportations et des importations en 2016 par rapport à 2015. Le volume élevé des exportations compensant légèrement les prix faibles à l'exportation, la valeur des exportations a augmenté de 0,6 %, pour atteindre 56,0 milliards de dollars en 2016. Les exportations aux États-Unis se sont affaiblies, mais les exportations en Chine ont augmenté de 8,0 % par rapport à l'année précédente, principalement en raison des ventes des oléagineux et des produits oléagineux.

Le Canada dépend en outre des importations pour répondre à la demande intérieure de divers produits agricoles et agroalimentaires. Les importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires ont augmenté de 2,0 %, pour atteindre 44,4 milliards de dollars en 2016.

Parmi les entreprises canadiennes de transformation d'aliments et de boissons qui ont directement exporté leurs produits en 2016, les grandes entreprises sont celles qui représentent la plus grande proportion de la valeur des exportations, tout comme les entreprises qui ont exporté leurs produits dans de multiples pays.

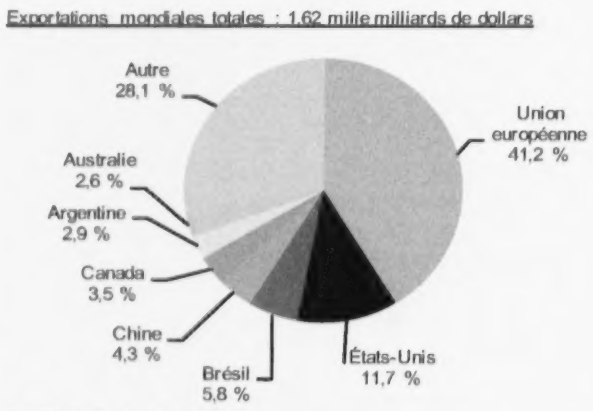
Le Canada est un acteur majeur sur les marchés mondiaux des produits agricoles et agroalimentaires.

Le Canada est l'un des principaux exportateurs mondiaux de produits agricoles et agroalimentaires, après l'Union européenne, les États-Unis, le Brésil et la Chine.

Ses ventes à l'exportation s'étant élevées à 56,0 milliards de dollars, le Canada représente 3,5 % de la valeur totale des exportations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires (1,62 mille milliards de dollars) en 2016.

Les parts du marché de l'Union européenne reflètent les échanges totaux entre les membres de l'Union européenne, ainsi que les échanges entre l'Union européenne et le reste du monde.

Graphique C.1
Part des exportations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine, 2016



Source : Global Trade Tracker et calculs d'AAC.
Remarques : 1) Exclut les produits de la mer - frais et transformés. 2) Comprend les échanges entre les pays membres de l'Union européenne. 3) Les pourcentages ne totaliseront peut-être pas 100 % en raison de l'arrondissement.

Le Canada est l'un des principaux importateurs mondiaux de produits agricoles et agroalimentaires, après l'Union européenne, les États-Unis, la Chine et le Japon.

Les importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires se sont élevées à 44,4 milliards de dollars en 2016, soit 2,8 % de la valeur totale des importations mondiales, qui se sont chiffrées à 1,57 mille milliards de dollars.

Graphique C.2
Part des importations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires selon la destination, 2016

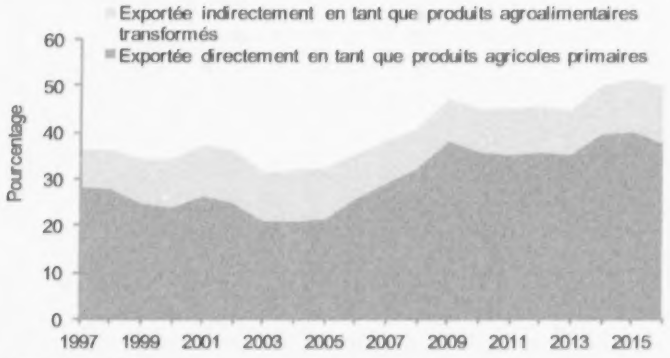
Source : Global Trade Tracker et calculs d'AAC.
Remarques : 1) Exclut les produits de la mer - frais et transformés. 2) Comprend les échanges entre les pays membres de l'Union européenne. 3) Les pourcentages ne totaliseront peut-être pas 100 % en raison de l'arrondissement.

Le secteur agricole et agroalimentaire canadien est fortement axé sur les exportations.

En terme de valeur, on estime qu'en 2016, un peu plus de la moitié de la valeur de la production agricole primaire au Canada a été exportée, directement comme produits de l'agriculture primaire ou indirectement sous forme d'aliments et de boissons transformés.

La part estimative des exportations de produits de l'agriculture primaire est passée de 36 % en 1997 à 50 % en 2016. Cette hausse a en grande partie commencé au milieu des années 2000 lorsque la proportion de la valeur des produits de l'agriculture primaire exportés directement a rapidement augmenté en raison des prix élevés des produits.

Graphique C.3
Part estimative de la production agricole primaire canadienne qui est exportée directement et indirectement, 1997-2016



Source : AAC.
Remarque : Exclut les produits de la mer - frais et transformés.

La part des produits agricoles primaires et transformés qui sont exportés varie selon le produit et est assez élevée dans le cas du canola, du soja, du blé et de leurs produits transformés.

Quant à la quantité, entre 2014 et 2016, 78 % du canola et des produits du canola, 77 % du soja et des produits du soja, 76 % du blé et des produits du blé, 65 % des porcs et des produits du porc et 50 % des bovins et des produits du bœuf ont été exportés.

Graphique C.4
Part estimative des produits agricoles primaires et transformés qui sont exportés, basée sur le volume,

Source : AAC.

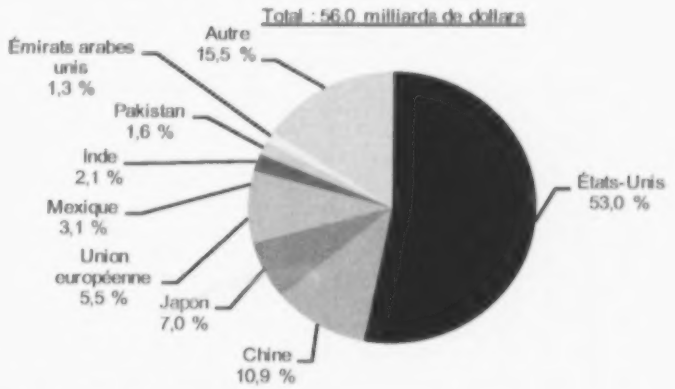
Les États-Unis demeurent le principal marché d'exportation des produits agricoles et agroalimentaires canadiens.

En 2016, 53,0 % des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires sont allées aux États-Unis.

La Chine (10,9 %), le Japon (7,0 %), l'Union européenne (5,5 %) et le Mexique (3,1 %) ont été la destination de 26,5% des exportations agricoles et agroalimentaires du Canada. Le reste des exportations a été expédié dans 167 autres pays.

La dépendance du Canada au marché des États-Unis a varié au fil du temps. Par exemple 67,2 % de la valeur totale des exportations agricoles et agroalimentaires du Canada a été absorbée par les États-Unis en 2002, comparativement à 48,3 % en 2012.

Graphique C.5
Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires selon la destination, 2016

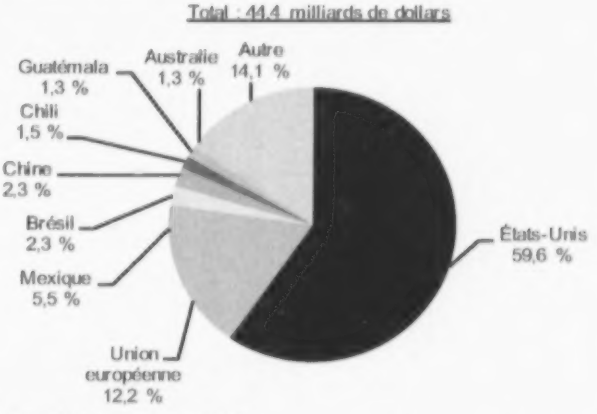


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Les pourcentages ne totaliseront peut-être pas 100 % en raison de l'arrondissement.

En 2016, 59,6 % des importations agricoles et agroalimentaires du Canada sont venues des États-Unis. La part de nos importations venant des États-Unis est très stable depuis les vingt dernières années, soit 61 % en moyenne.

Les produits importés au Canada viennent de l'Union européenne (12,2 %), du Mexique (5,5 %), du Brésil (2,3 %) et de la Chine (2,3 %).

Graphique C.6
Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine, 2016



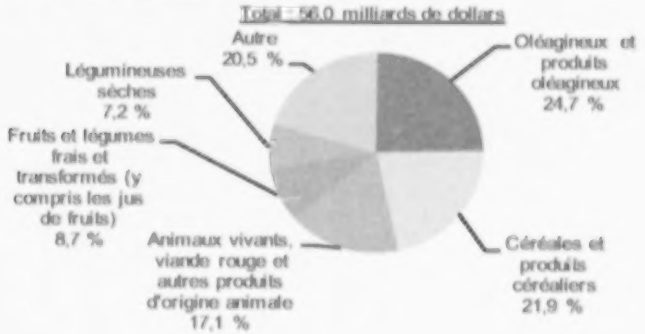
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Les pourcentages ne totaliseront peut-être pas 100 % en raison de l'arrondissement.

Trois groupes de produits composent près des deux tiers de toutes les exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires.

De la somme de 56,0 milliards de dollars tirée des produits agricoles et agroalimentaires canadiens exportés en 2016, les oléagineux et les produits oléagineux représentent 24,7 %, les céréales et les produits céréaliers, 21,9 % et les animaux vivants, la viande rouge et les autres produits d'origine animale, 17,1 %.

Les fruits et légumes frais et transformés, y compris les jus de fruits (8,7 %), et les légumineuses sèches (7,2 %) figurent parmi les autres catégories de produits les plus exportés.

Graphique C.7
Composition des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires par produit, 2016

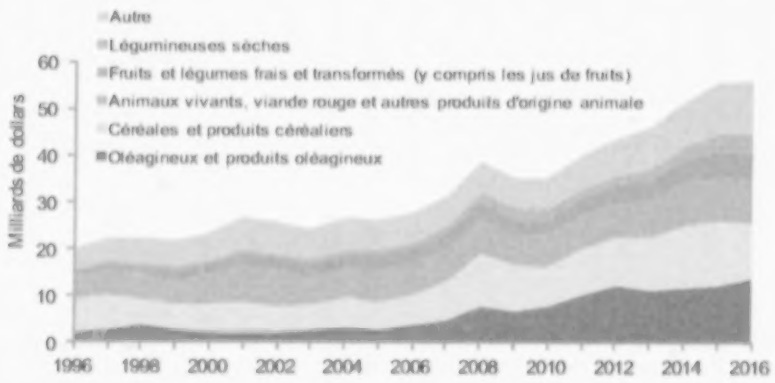


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarques : 1) Les pourcentages ne totaliseront peut-être pas 100 % en raison de l'arrondissement. 2) La catégorie Autre est essentiellement composée de produits servant à la préparation des aliments, de produits du cacao, de confiseries et de produits du café.

Les exportations d'oléagineux et de produits oléagineux ont augmenté de 12,0 % de 2015 à 2016, pour se chiffrer à 13,8 milliards de dollars. Quant aux exportations de fruits et légumes frais et transformés (y compris les jus de fruits), elles ont augmenté de 5,3 %, pour atteindre 4,9 milliards de dollars.

Au cours de la même période, les exportations de céréales et de produits céréaliers ont chuté de 11,4 %, pour se chiffrer à 12,3 milliards de dollars. Les exportations d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale ont diminué de 2,0 % (à 9,6 milliards de dollars), et les exportations de légumineuses sèches ont diminué de 2,5 % (à 4,0 milliards de dollars).

Graphique C.8
Ventes à l'exportation de produits agricoles et agroalimentaires du Canada, par groupe de produits, 1996-2016



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : La catégorie Autre est essentiellement composée de produits servant à la préparation des aliments, de produits du cacao, de confiseries et de produits du café.

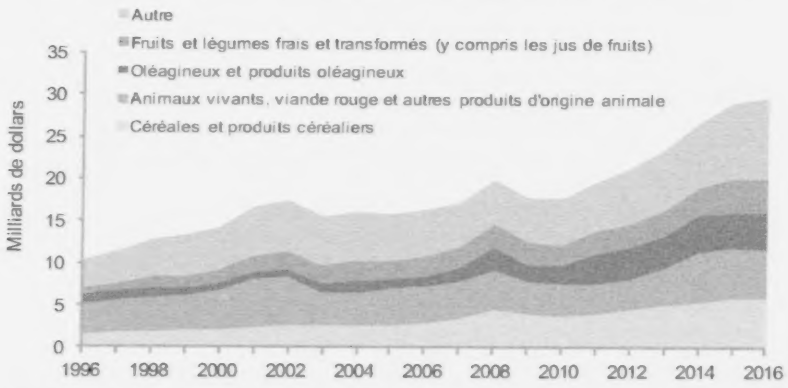
Bien que le Canada exporte depuis longtemps une vaste gamme de produits aux États-Unis, la Chine est une destination qui gagne en importance pour les exportations de certains produits canadiens.

Au total, les exportations aux États-Unis se sont chiffrées à 29,7 milliards de dollars en 2016, ce qui représente une hausse de 2,4 % par rapport à 2015. Cette augmentation est faible en comparaison avec la croissance de 9,2 % et de 14,2 % observée en 2015 et en 2014.

Par rapport à 2015, la croissance des exportations aux États-Unis a ralenti ou diminué dans toutes les catégories de produits en 2016, à l'exception des oléagineux et des produits oléagineux.

Les produits de boulangerie-pâtisserie, l'huile de canola et les tourteaux, les bovins vivants, le bœuf et les pommes de terre figurent parmi les produits les plus exportés aux États-Unis en 2016.

Graphique C.9
Ventes à l'exportation de produits agricoles et agroalimentaires du Canada aux États-Unis, par groupe de produits, 1996-2016



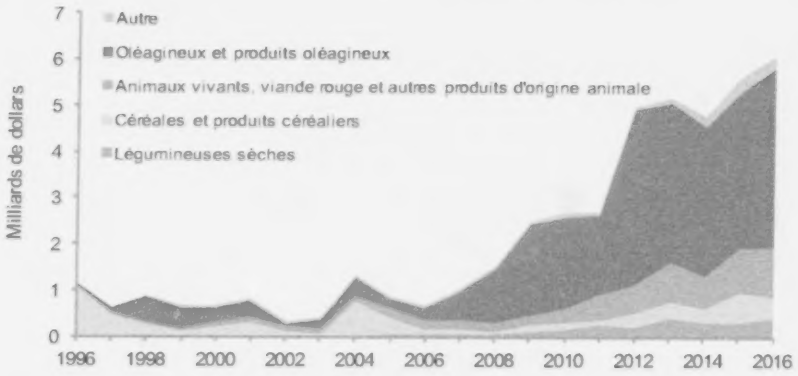
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : La catégorie Autre est essentiellement composée de produits servant à la préparation des aliments, de produits du cacao, de confiseries et de produits du café.

La Chine est pour le Canada le deuxième marché d'exportation agricole et agroalimentaire en importance. Ces dernières années, la hausse des exportations vers la Chine est attribuable à la hausse des exportations d'oléagineux et de produits oléagineux, lesquelles sont passés de 233 millions de dollars en 2006 à près de 3,9 milliards de dollars en 2016.

En effet, en 2016, les oléagineux et les produits oléagineux représentent 63 % de la valeur totale des exportations en Chine. Les graines de canola, le soja et l'huile de canola sont les principaux produits qui ont été exportés dans cette catégorie.

Les exportations canadiennes dans la deuxième catégorie en importance, soit les animaux vivants, la viande rouge et les autres produits d'origine animale, comprenaient principalement le porc congelé et d'autres produits du porc.

Graphique C.10
Ventes à l'exportation de produits agricoles et agroalimentaires du Canada à la Chine, par groupe de produits, 1996-2016



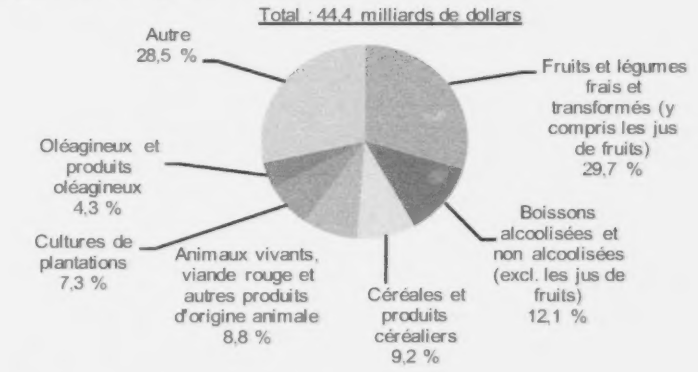
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : La catégorie Autre est essentiellement composée de produits servant à la préparation des aliments, de produits du cacao, de confiseries et de produits du café.

Le Canada importe une grande variété de produits agricoles et agroalimentaires.

Les importations de fruits et légumes frais et transformés représentent 29,7 % de la valeur totale des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires en 2016.

Les boissons alcoolisées et non alcoolisées, sauf les jus de fruits (12,1 %), et les céréales et les produits céréaliers (9,2 %) arrivent aux deuxième et troisième rangs des catégories de produits en importance pour la valeur des importations.

Graphique C.11
Composition des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, par produit, 2016



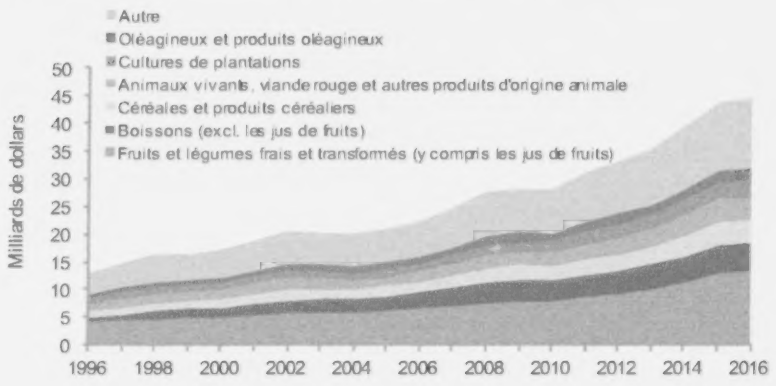
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarques : 1) Les pourcentages ne totaliseront peut-être pas 100 % en raison de l'arrondissement.
2) La catégorie Autre est essentiellement composée de produits servant à la préparation des aliments, de produits du cacao, de confiseries et de produits du café.

La valeur des produits agricoles et agroalimentaires importés a augmenté de 2,0 % en 2016 par rapport à 2015. La croissance annuelle moyenne au cours la dernière décennie est de 7,8 %.

Les importations de fruits et légumes frais et transformés (y compris les jus de fruits) ont augmenté de 3,4 % en 2016, pour atteindre 13,2 milliards de dollars, tandis que les importations de boissons (à 'exception des jus de fruits) ont augmenté de 2,5 %, pour se chiffrer à 5,4 milliards de dollars.

La faible croissance dans la plupart des catégories d'importation et les baisses d'une année à l'autre de la valeur des importations de céréales et de produits céréaliers et d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale ont contribué au ralentissement de la croissance générale des importations en 2016 par rapport à 2015.

Graphique C.12
Composition des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, par produit, 1996-2016



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : La catégorie Autre est essentiellement composée de produits servant à la préparation des aliments, de produits du cacao, de confiseries et de produits du café.

La valeur des exportations de produits de l'agriculture primaire a diminué en 2016, à la différence de la valeur des exportations de produits agroalimentaires transformés, qui a augmenté.

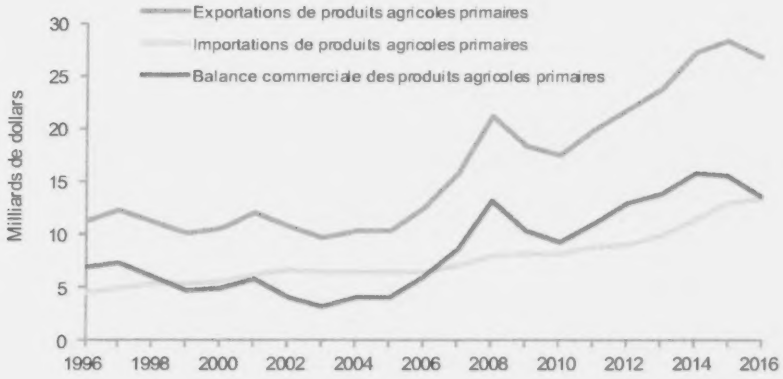
La valeur des exportations canadiennes de produits agricoles primaires (c.-à-d. les exportations directes du secteur agricole) est passée de 28,4 milliards de dollars en 2015 à 26,8 milliards de dollars en 2016.

Au cours de la même période, la valeur des importations de produits agricoles primaires au Canada est passée de 12,9 à 13,3 milliards de dollars.

En conséquence, l'excédent commercial du Canada dans l'agriculture primaire est passé de 15,5 milliards de dollars en 2015 à 13,5 milliards de dollars en 2016.

Malgré les baisses observées en 2009, en 2010 et en 2016, les exportations de produits agricoles primaires ont augmenté à un taux annuel moyen de 9,9 % depuis 2006, soit à un rythme de croissance plus rapide que celui des importations de produits primaires (7,1 %). Par conséquent, l'excédent commercial dans l'agriculture primaire a augmenté à un taux annuel moyen de 14,3 % au cours de cette période.

Graphique C.13
Exportations, importations et balance commerciale canadiennes des produits agricoles primaires, 1996-2016



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La valeur des exportations de produits de l'agriculture primaire a diminué en 2016, à la différence de la valeur des exportations de produits agroalimentaires transformés, qui a augmenté.

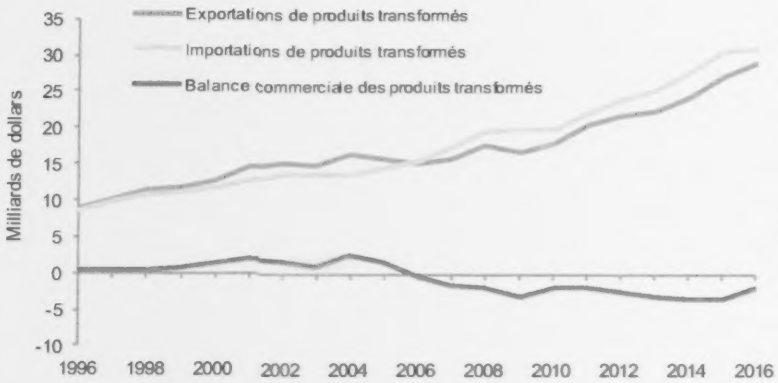
Les exportations de produits agroalimentaires transformés (c.-à-d. les produits agro-industriels qui ont été transformés) sont passées de 27,3 milliards de dollars en 2015 à 29,2 milliards de dollars en 2016.

Au cours de la même période, la valeur des importations de produits agroalimentaires transformés au Canada a également augmenté, de 30,6 à 31,1 milliards de dollars.

Le déficit commercial du Canada dans les produits agroalimentaires transformés s'est élevé à 1,9 milliard de dollars en 2016, ce qui représente une baisse par rapport à 3,3 milliards de dollars l'année précédente.

Le taux de croissance annuel moyen des exportations de produits agroalimentaires transformés est de 5,8 % depuis 2006, tandis que ce taux s'élève à 7,3 % dans le cas des importations. Toutefois, les variations sur douze mois des taux de croissance des exportations et des importations montrent que le déficit commercial du Canada dans les produits agroalimentaires transformés est assez stable depuis la fin des années 2000.

Graphique C.14
Exportations, importations et balance commerciale canadiennes de produits agroalimentaires transformés, 1996-2016



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les valeurs commerciales ont augmenté plus lentement en 2016 que par les années précédentes, principalement en raison de la baisse des prix des produits tant à l'exportation qu'à l'importation.

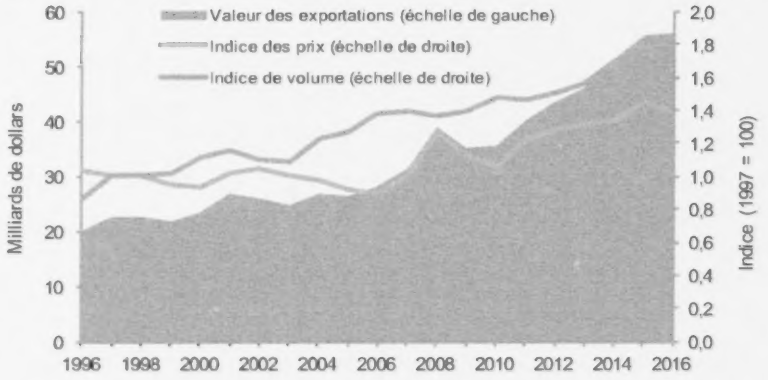
Comme la baisse des prix à l'exportation (3,6 %) est compensée par la croissance du volume des exportations (4,3 %), la valeur des exportations a augmenté de 0,6 % en 2016 par rapport à 2015.

En ce qui concerne les principales catégories d'exportation, la forte croissance du volume des exportations, qui compense largement la légère baisse des prix, a contribué à accroître la valeur des exportations d'oléagineux et de produits oléagineux en 2016 par rapport à 2015.

La baisse des prix à l'exportation et des volumes des exportations a contribué à la diminution de la valeur des exportations de céréales et de produits céréaliers.

La baisse des prix à l'exportation des animaux vivants, de la viande rouge et d'autres produits d'origine animale a contribué à la diminution de la valeur des exportations, malgré la hausse du volume des exportations.

Graphique C.15
Prix, volumes et valeurs des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1996-2016



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les valeurs commerciales ont augmenté plus lentement en 2016 que par les années précédentes, principalement en raison de la baisse des prix des produits tant à l'exportation qu'à l'importation.

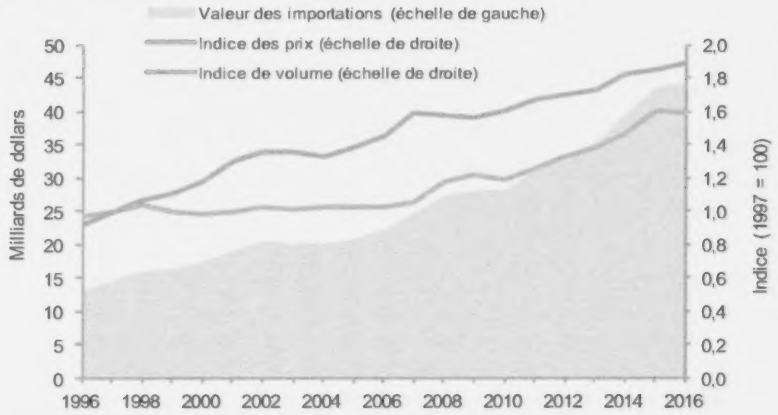
La croissance de 2,2 % du volume des importations compense largement la baisse de 0,2 % des prix à l'importation. La valeur des importations de produits agricoles et agroalimentaires en 2016 a donc augmenté de 2,0 % par rapport à 2015.

En ce qui concerne les principales catégories d'importation, l'augmentation des prix à l'importation et des volumes des importations en 2016 par rapport à 2015 a contribué à accroître la valeur des importations de fruits et légumes frais et transformés et de boissons alcoolisées et non alcoolisées (à l'exception des jus de fruits).

L'augmentation du volume des importations est compensée par la baisse des prix à l'importation, conduisant à une diminution de la valeur des importations de céréales et de produits céréaliers.

Une diminution de la valeur des importations d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale a été observée. Cette diminution est due à une baisse des prix à l'importation et du volume des importations.

Graphique C.16
Prix, volumes et valeurs des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1996-2016



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La valeur des exportations des entreprises de transformation d'aliments et de boissons vient principalement des grandes entreprises et de celles qui exportent leurs produits dans de multiples pays.

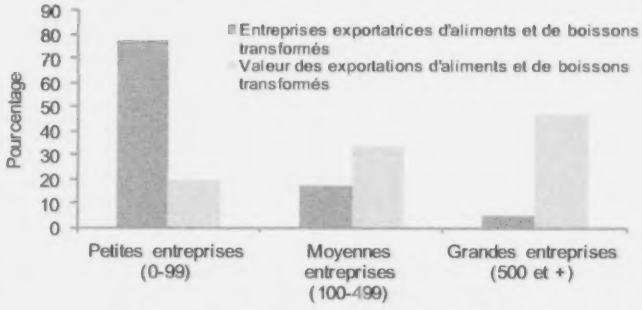
En 2016, 1 240 entreprises de transformation d'aliments et de boissons ont exporté leurs produits.

Une entreprise s'entend d'une entité qui tient des états financiers consolidés et qui peut avoir de multiples usines.

Les grandes entreprises (500 employés ou plus) représentent seulement 4,8 % des exportateurs en 2016, mais 46,9 % de la valeur des exportations directes effectuées par les entreprises de transformation d'aliments et de boissons.

Les petites entreprises (moins de 100 employés) représentent la majorité des exportateurs de produits et de boissons transformés (77,5 %), mais la plus petite proportion de la valeur des exportations des entreprises de transformation d'aliments et de boissons (19,8 %).

Graphique C.17
Proportion des entreprises exportatrices et valeur des exportations selon les effectifs des entreprises, industrie de la transformation des aliments et des boissons, 2016*

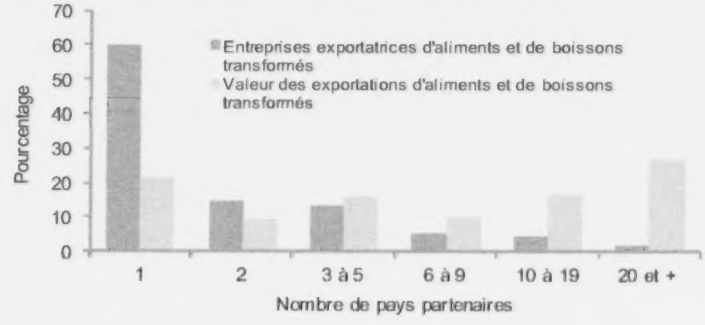


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarques : 1) Les exportations effectuées par l'entremise de tiers tels que les grossistes et les détaillants ne sont pas comprises dans ces chiffres. 2) Selon la définition d'une petite et moyenne entreprise d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada.
*Y compris la transformation du tabac.

La majorité (60,1 %) des entreprises exportatrices d'aliments et de boissons transformés ont exporté leurs produits dans un seul pays partenaire en 2016, mais celles qui ont exporté des produits dans plus de 20 pays représentent la plus grande proportion (26,9 %) de la valeur des exportations des entreprises de transformation d'aliments et de boissons.

Les entreprises de transformation d'aliments et de boissons qui ont exporté des produits dans deux pays partenaires représentent le deuxième groupe en importance d'entreprises exportatrices (14,8 %). Les entreprises qui ont exporté des produits dans un seul pays partenaire sont les deuxièmes en importance à avoir contribué à la valeur des exportations (21,6 %).

Graphique C.18
Proportion des entreprises exportatrices et valeur des exportations selon le nombre de pays partenaires, industrie de la transformation des aliments et des boissons, 2016*



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarques : 1) Les exportations effectuées par l'entremise de tiers tels que les grossistes et les détaillants ne sont pas comprises dans ces chiffres. 2) Selon la définition d'une petite et moyenne entreprise d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada.
*Y compris la transformation du tabac.

SECTION D

Secteur primaire de l'agriculture

SECTION D1

Rendement des exploitations agricoles

Introduction :

Le secteur primaire de l'agriculture est directement lié à toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire. En effet, les industries situées en amont et en aval profitent des matières premières issues de l'agriculture.

Par conséquent, diverses options de commercialisation s'offrent aux producteurs agricoles, notamment la vente directe aux consommateurs, l'exportation directe vers les marchés extérieurs et la vente directe aux entreprises de la transformation des aliments et des boissons.

Au cours des dernières décennies, l'industrie de l'agriculture primaire a vu ses recettes croître de façon constante. Durant les dernières années, notamment, l'industrie a connu une croissance importante des recettes tirées de la vente de céréales et d'oléagineux, ce qui s'explique en partie par la hausse des prix. De même, le bénéfice net d'exploitation moyen a augmenté au fil du temps. La valeur nette moyenne des exploitations agricoles a aussi grimpé, pour atteindre un sommet inégalé en 2015.

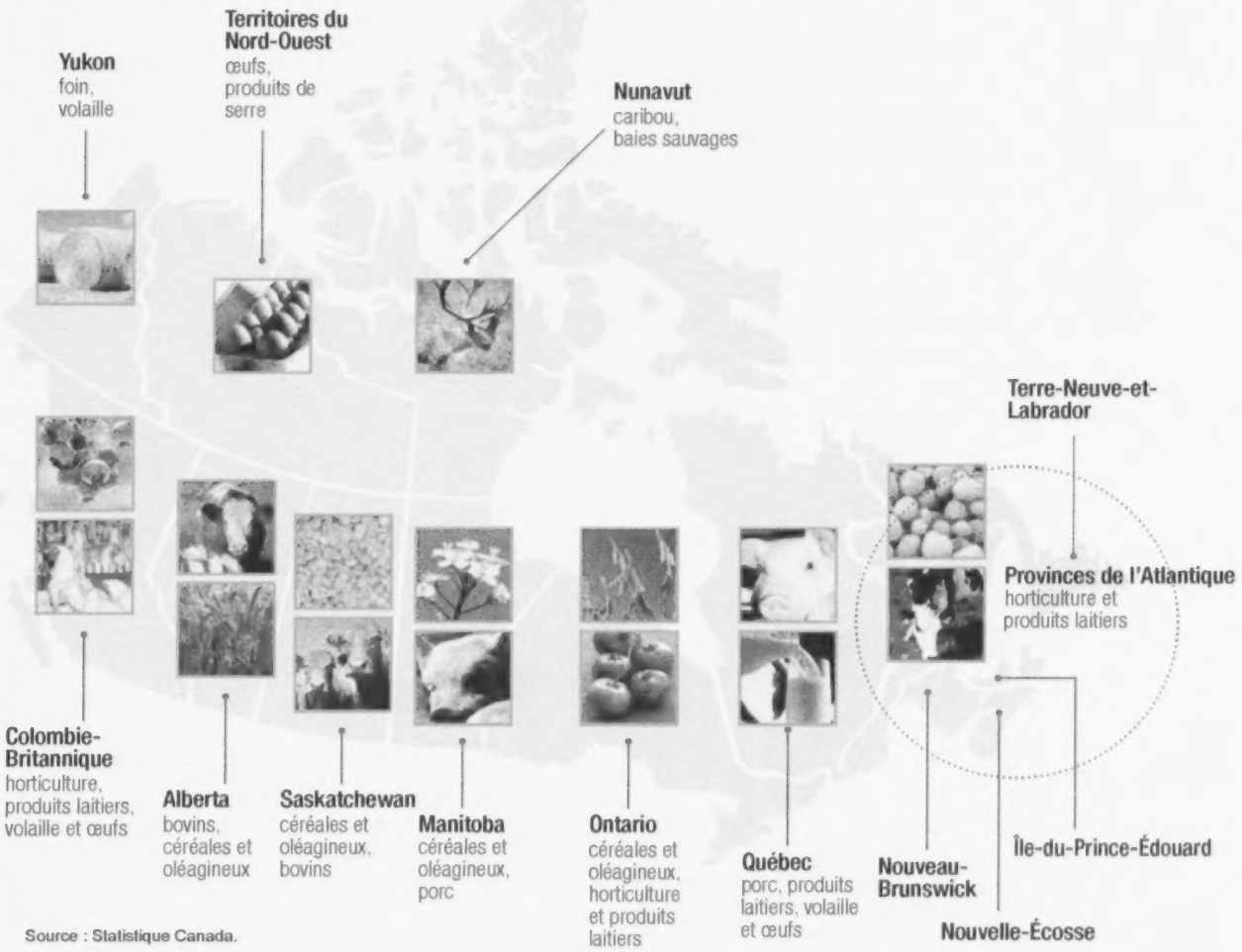
L'agriculture canadienne est diversifiée sur le plan géographique.

Certaines provinces sont plus diversifiées que d'autres. Par exemple, les recettes agricoles issues du marché en Ontario sont réparties de façon plus égale entre les différentes catégories de produits que celles des Prairies, où les recettes sont tirées principalement de la vente de céréales, d'oléagineux et de viande rouge.

Alors que l'élevage bovin se fait principalement en Alberta, en Saskatchewan et en Ontario, l'élevage porcin se concentre davantage au Manitoba, en Ontario et au Québec. L'Ontario et le Québec sont les principaux producteurs de produits laitiers. La majorité des fermes productrices de céréales et d'oléagineux se trouvent dans les Prairies et en Ontario, tandis que les exploitations horticoles (p. ex., fruits et légumes) sont plus répandues en Colombie-Britannique, en Ontario et au Canada Atlantique.

Si la Colombie-Britannique est la plus grande productrice de fruits au Canada, la Saskatchewan est le chef de file de la production de légumineuses. Le Québec est le plus important producteur de porc au pays.

Graphique D1.1
Répartition géographique des principaux produits par province et territoire, 2016



Source : Statistique Canada.

Les recettes agricoles tirées du marché ont augmenté de manière importante durant les 40 dernières années, principalement en raison des recettes issues des productions végétales.

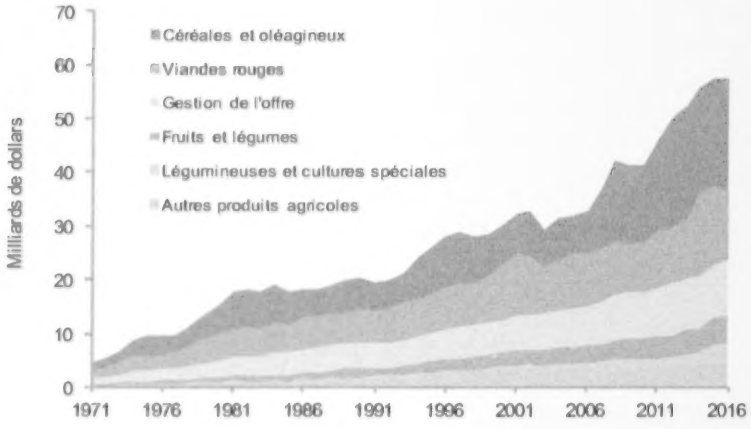
En 2016, les recettes agricoles issues du marché sont restées à leur valeur record de 57,6 milliards de dollars.

Entre 1971 et 2016, les recettes agricoles tirées du marché ont crû de 5,8 % par année en moyenne. Cette hausse s'explique par l'augmentation des recettes provenant des produits céréaliers et oléagineux qui s'est établit à 6,5 % annuellement durant la même période. La vigueur du prix des oléagineux ainsi que la croissance continue de la production de canola a poussé les recettes provenant de la vente de canola à 9,2 milliards de dollars en 2016 par rapport à 134 millions de dollars en 1971.

La croissance annuelle moyenne des recettes issues de la vente de viande rouge a été de 4,9 % entre 1971 et 2016. L'industrie des viandes rouges a été confrontée à de nombreuses difficultés telles que la loi américaine *Country-of-Origin Labelling (COOL)* portant sur l'étiquetage du pays d'origine, les maladies comme l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), la fluctuation des taux de change, le caractère cyclique de la production et la variation des prix.

Au cours des dernières années, les recettes provenant des légumineuses et des cultures spéciales a connu une croissance des plus fulgurantes. Notamment, les recettes provenant des lentilles et des pois secs ont enregistré une croissance très élevée de 16,1 % par année depuis 2007.

Graphique D1.2
Recettes agricoles totales selon les principales catégories de produits, 1971-2016



Source : Statistique Canada.

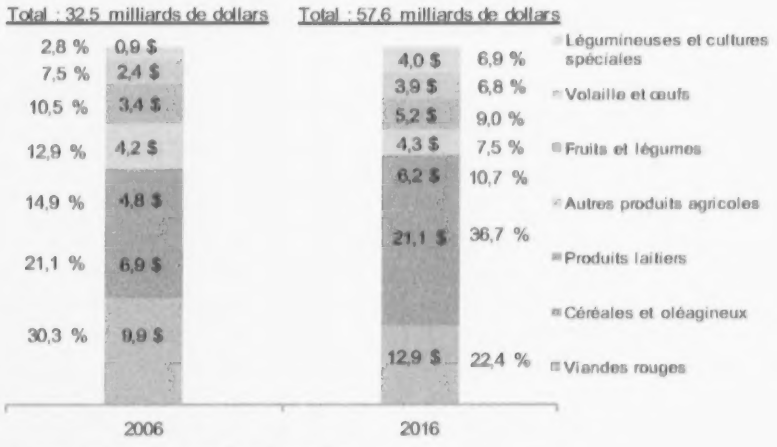
La provenance des recettes agricoles tirées du marché a évolué au fil du temps.

La majorité des recettes agricoles issues du marché sont tirées des productions végétales plutôt que des productions animales principalement des céréales et des oléagineux.

En 2006, les recettes provenant des viandes rouges représentaient 30,3 % des recettes agricoles. En 2016, cette proportion a diminué à 22,4 %. La part relative des recettes issues des produits laitiers et de la volaille a également diminué entre 2006 et 2016.

Au cours de la même période, la proportion des recettes totales provenant des céréales et des oléagineux est passée de 21,1 % à 36,7 %, principalement en raison de la croissance de la production du canola et de la hausse du prix mondial des cultures. Les recettes provenant des légumineuses et des cultures spéciales ont aussi connu une croissance importante. En particulier, les recettes provenant des lentilles et des pois ont augmenté dans les Prairies depuis 2007, en raison d'une augmentation constante de la demande mondiale.

Graphique D1.3
Recettes totales des marchés agricoles selon les principales catégories de produits, 2006 et 2016



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La provenance des recettes agricoles tirées du marché a évolué au fil du temps.

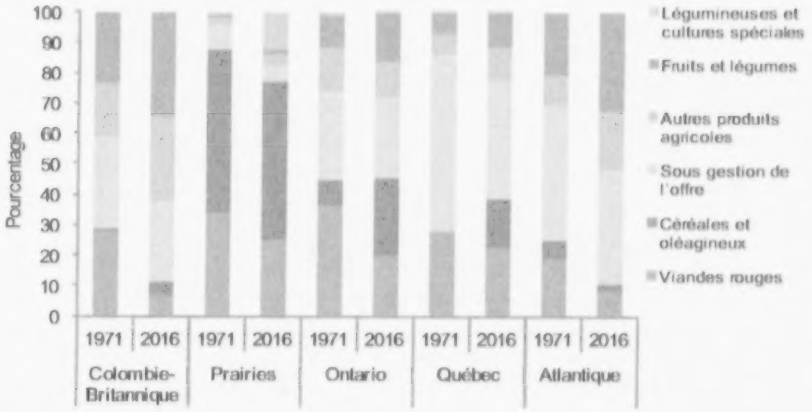
La composition régionale des recettes agricoles tirées du marché a également subi des changements importants entre 1971 et 2016.

Dans les Prairies, la vente de céréales et d'oléagineux continuent de représenter la source la plus importante des recettes agricoles, tandis que la proportion tirée des viandes rouges a diminué. Les recettes provenant des légumineuses et des cultures spéciales ont connu une croissance considérable.

En Ontario et au Québec, la part relative des recettes provenant des industries de l'horticulture, des céréales et des oléagineux est maintenant plus élevée que celle de l'industrie des viandes rouges, tandis que les secteurs sous gestion de l'offre perdent en importance.

Dans la région de l'Atlantique et en Colombie-Britannique, la proportion des recettes provenant de la vente de fruits et légumes a augmenté, tandis que celle des viandes rouges a diminué.

Graphique D1.4
Recettes totales des marchés agricoles selon la région et la catégorie de produits, 1971 et 2016



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

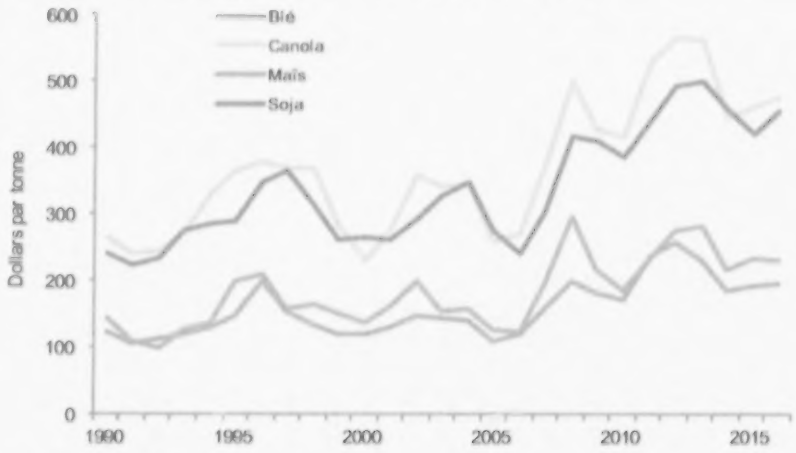
Au cours des cinq dernières années en particulier, la hausse du prix de certains produits agricoles a été le principal facteur de croissance des recettes agricoles issues du marché.

Récemment, les prix des céréales et des oléagineux ont connu une baisse, mais demeurent relativement élevés.

Entre 1990 et 2006, les prix des céréales et des oléagineux sont restés relativement stables. Toutefois, entre 2006 et 2013, les prix ont augmenté de manière importante en raison d'une demande accrue. Durant cette même période, le prix du maïs, du canola, du soja et du blé au Canada a augmenté de 91 %, de 107 %, de 109 % et de 131 % respectivement.

Depuis 2013, d'abondantes récoltes dans les principaux pays de production végétale, y compris le Canada, ont augmenté les inventaires à travers le monde. En conséquence, les prix des produits de base ont chuté entre 2014 et 2016, bien qu'ils soient restés au dessus de ceux qui étaient en vigueur au début des années 2000.

Graphique D1.5
Prix des principales cultures, Canada, 1990-2016



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

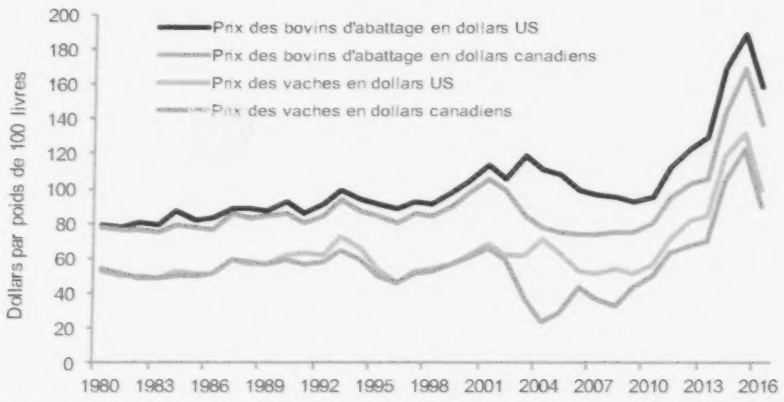
Au cours des cinq dernières années en particulier, la hausse du prix de certains produits agricoles a été le principal facteur de croissance des recettes agricoles issues du marché.

Les marchés canadien et américain du bétail sont fortement intégrés et historiquement, les prix du bétail ont évolué de façon similaire. Certains événements, dont les fluctuations du taux de change entre les devises canadienne et américaine, ont perturbé ce lien entre les prix.

L'interdiction imposée sur les échanges d'animaux par les États-Unis en 2003 à la suite de l'éclosion d'ESB et la mise en œuvre de la loi américaine COOL en 2008 ont exercé une pression à la baisse sur le prix du bétail au Canada, créant un grand écart entre les prix des deux pays.

En 2012, la période de sécheresse en Amérique du Nord a entraîné une hausse du prix des aliments. Les éleveurs ont alors vendu leurs troupeaux, ce qui a réduit la production bovine nord américaine entre 2012 et 2014. En conséquence, les prix ont atteint des sommets sans précédent en 2014 et en 2015. Toutefois, l'expansion des troupeaux survenue récemment a augmenté les inventaires de bovins autant au Canada qu'aux États-Unis, contribuant ainsi à la baisse de prix observée dans les deux pays en 2016.

Graphique D1.6
Cycle du prix des bovins, 1980-2016



Source : Departement de l'Agriculture des États-Unis, National Agricultural Statistics Service, Statistique Canada et AAC. Information sur le marché des viandes rouges.

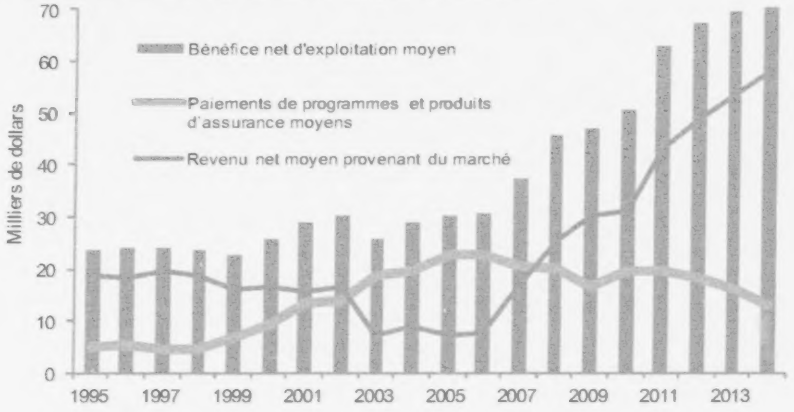
Le bénéfice net d'exploitation moyen a augmenté, surtout durant la dernière décennie, mais il varie selon la province.

Le bénéfice net d'exploitation moyen, qui comprend le revenu net moyen provenant du marché ainsi que les paiements de programmes et les produits d'assurance moyens, a augmenté en 2014, principalement en raison d'une croissance du revenu net provenant du marché.

Entre 1995 et 2014, le bénéfice net d'exploitation moyen a triplé, passant de 23 600 $ à 71 000 $ par exploitation agricole. Cela représente une augmentation de 6,0 % par année, ce qui dépasse le taux d'inflation moyen de 1,8 %.

Même si les paiements de programmes et les produits d'assurance moyens ont diminué depuis 2006, le revenu net moyen provenant du marché a augmenté pour représenter une proportion de 82 % du bénéfice net d'exploitation moyen en 2014.

Graphique D1.7
Bénéfice net d'exploitation moyen, 1995-2014



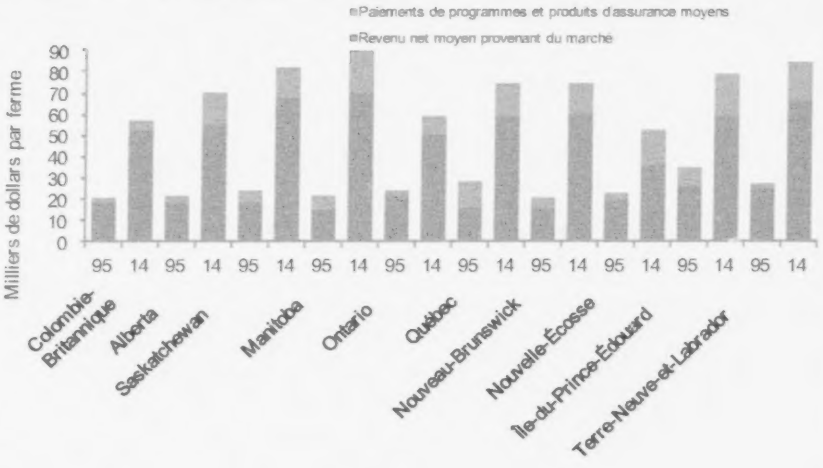
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Bénéfice net d'exploitation moyen = produit total (culture ou bétail) et autres recettes + paiements de programmes et produits d'assurance.

En 2014, le Manitoba a enregistré le bénéfice net d'exploitation moyen par ferme le plus élevé (89 600 $), suivi de Terre-Neuve-et-Labrador (83 900 $).

Entre 1995 et 2014, le Manitoba a aussi connu la croissance la plus élevée en matière de revenu net moyen provenant du marché.

L'apport du revenu net moyen provenant du marché au bénéfice net d'exploitation moyen varie selon la province. À 92 %, la Colombie-Britannique affichait le plus grand ratio entre le bénéfice net moyen provenant du marché et le bénéfice net d'exploitation en 2014. D'ailleurs, ce chiffre s'élevait à 80 % ou plus dans cinq autres provinces : l'Ontario (85 %), la Saskatchewan (83 %), le Nouveau-Brunswick (82 %), l'Alberta (80 %) et Terre-Neuve-et-Labrador (80 %).

Graphique D1.8
Bénéfice net d'exploitation moyen par province, 1995 et 2014



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Bénéfice net d'exploitation moyen = produit total (culture ou bétail) et autres recettes + paiements de programmes et produits d'assurance.

Le bénéfice net d'exploitation moyen varie également selon le type de ferme.

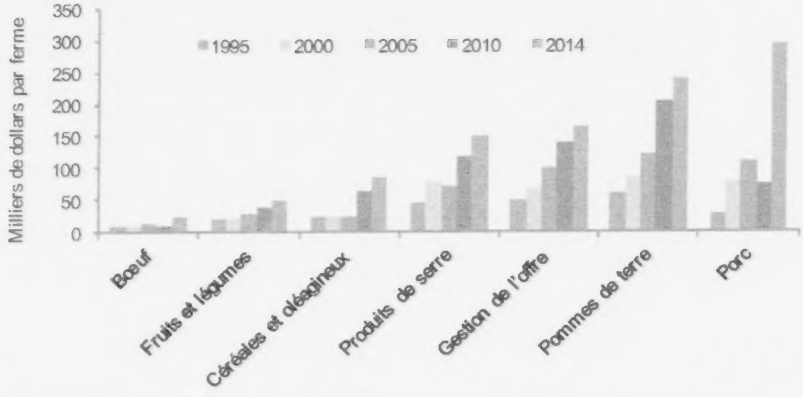
L'écart entre le bénéfice net d'exploitation moyen des différents types de fermes relèvent de nombreux facteurs, notamment l'écart de prix entre les produits, la taille des fermes et la variabilité des conditions du marché.

Les producteurs de porc et de pommes de terre, de même que les fermes sous gestion de l'offre, ont affiché les bénéfices nets d'exploitation moyens les plus élevés en 2014.

Les élevages bovins ainsi que les producteurs de légumes et de fruits ont affiché le bénéfice net d'exploitation moyen le plus faible.

Entre 1995 et 2014, les producteurs de porc ont connu la plus grande hausse de bénéfice net d'exploitation en raison d'une forte croissance des revenus nets provenant du marché au cours de cette période.

Graphique D1.9
Bénéfice net d'exploitation moyen par type de ferme, de 1995 à 2014



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Bénéfice net d'exploitation moyen = produit total (culture ou bétail) et autres recettes + paiements de programmes et produits d'assurance.

Le bénéfice net d'exploitation moyen varie également selon le type de ferme.

En général, le revenu total des familles agricoles non constituées en société est légèrement supérieur à celui de l'ensemble des familles canadiennes en moyenne.

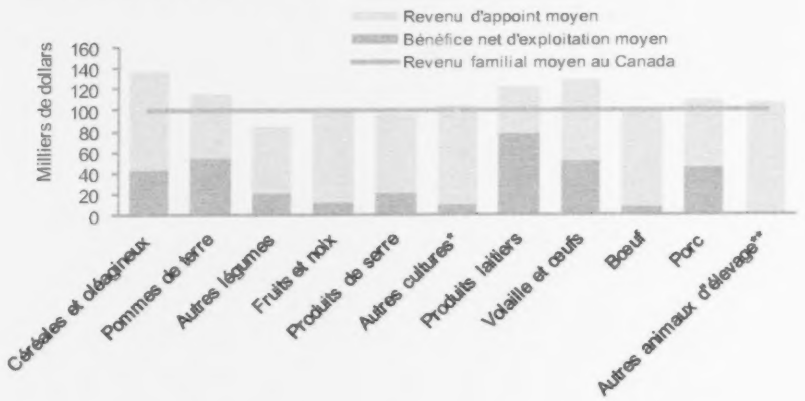
En 2013, le revenu moyen estimatif des familles agricoles était de 117 400 $, comparativement à celui du ménage canadien moyen constitué d'au moins deux personnes, dont le revenu était de 100 400 $. Cette tendance est surtout attribuable à la hausse récente du prix des produits.

En 2013, 23,7 % des bénéfices d'exploitation de toutes les fermes étaient générés par des fermes familiales non constituées en société.

Les revenus moyens des familles agricoles diffèrent grandement selon le type de ferme et le revenu d'appoint.

Le taux d'emploi d'appoint dépend en partie du type d'exploitation. En 2013, ce sont les producteurs laitiers qui déclaraient les plus faibles revenus d'appoint moyens. Parmi tous les types d'exploitations agricoles, les éleveurs d'autre bétail déclaraient les revenus d'appoint moyens les plus élevés en 2013, suivis des exploitations d'autres cultures, des éleveurs de bovins et des producteurs de céréales et d'oléagineux.

Graphique D1.10
Revenu moyen des familles d'agriculteurs, exploitations non constituées en société, Canada, 2013



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
* La catégorie « Autres cultures » englobe les établissements qui se consacrent principalement à la culture sur pied telle que la betterave à sucre, le foin, les graines de graminées et le tabac.
** La catégorie « Autres animaux d'élevage » englobe les établissements qui se consacrent principalement à l'élevage d'animaux tels que les moutons, les chèvres, les abeilles, les chevaux et les animaux à fourrure.

Le revenu monétaire net des fermes a augmenté de façon importante au cours des cinq dernières années, les recettes monétaires totales des fermes affichant une plus grande croissance que les dépenses nettes d'exploitation durant cette période.

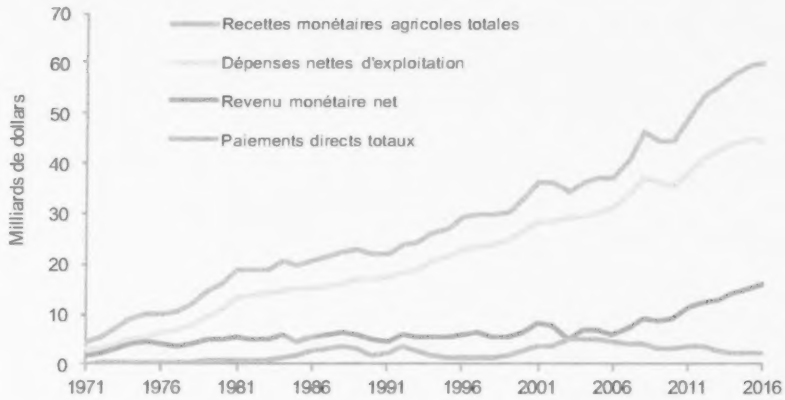
La hausse moyenne du revenu monétaire net a été de 5,1 % par année entre 1971 et 2016. Depuis 2010, elle s'est particulièrement accentuée.

Le revenu monétaire net représente la différence entre les recettes agricoles monétaires totales et les dépenses d'exploitation nettes.

De 1,7 milliard de dollars en 1971, le revenu monétaire net des exploitations agricoles est passé à 15,8 milliards de dollars en 2016. Depuis 2010, la croissance moyenne des recettes monétaires agricoles totales dépasse celle des dépenses nettes d'exploitation.

Les recettes monétaires agricoles totales comprennent les recettes provenant de la vente des produits agricoles ainsi que les paiements de programmes.

Graphique D1.11
Revenu monétaire net : tendances et éléments principaux, Canada, 1971-2016



Source : Statistique Canada.

De 4,7 milliards de dollars en 1971, les recettes monétaires totales des fermes se sont élevées à 60,0 milliards de dollars en 2016. De plus, les dépenses d'exploitation nettes sont passées de 3,0 milliards de dollars en 1971 à 44,2 milliards de dollars en 2016.

Les paiements au titre des programmes octroyés directement aux producteurs, lesquels servent à stabiliser le revenu agricole et à compenser les pertes de production, se sont élevés à 2,42 milliards de dollars en 2016, par rapport à 0,13 milliard de dollars en 1971.

En moyenne, les paiements directs totaux ont augmenté de 6,7 % par année entre 1971 et 2016. En raison de la crise financière, les paiements directs ont augmenté rapidement dans les années 80. Par la suite, ils ont atteint un sommet en 2005, après plusieurs années où les prix des céréales et des oléagineux étaient faibles et où on a connu des difficultés liées à la sécheresse et aux maladies, dont la crise de l'ESB.

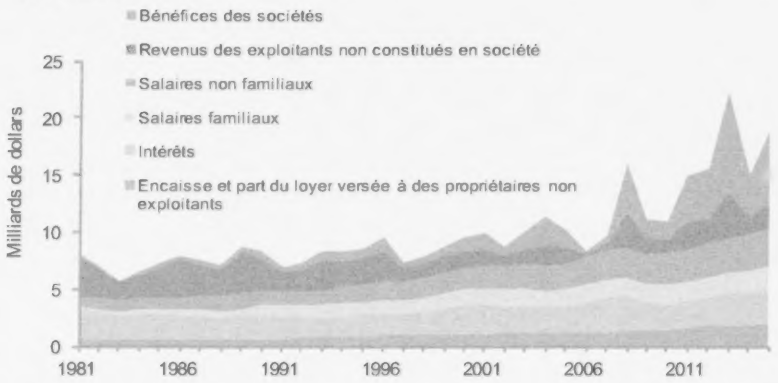
La valeur nette ajoutée agricole a atteint son deuxième sommet de l'histoire en 2015.

En 2015, la valeur nette ajoutée agricole s'élevait à 18,7 milliards de dollars, le plus haut sommet de son histoire après celui de 22,2 milliards de dollars atteint en 2013.

La valeur nette ajoutée représente la valeur nette de la production après avoir tenu compte des achats d'intrants, des impôts payés par les entreprises et de l'amortissement.

Elle est ensuite répartie aux principaux facteurs de production : le loyer versé à des propriétaires non exploitants, les intérêts versés aux prêteurs, les salaires versés à des membres de la famille et à des personnes autres que des membres de la famille ainsi que les bénéfices des sociétés et des exploitants non constitués en société.

Graphique D1.12
Répartition de la valeur nette ajoutée en agriculture, Canada, 1981-2015



Source : Statistique Canada.
Remarque : Des changements ont été apportés au calcul de la valeur ajoutée nette en 2005. Les reventes ne sont plus incluses dans les ventes agricoles à d'autres fermes ni dans les achats d'intrants d'autres fermes.

En moyenne, la valeur nette ajoutée agricole a augmenté de 6,4 % par année depuis 2005. Cette croissance s'est accélérée depuis 2012, puisque les prix élevés des produits ainsi que la croissance du rendement des cultures ont contribué à des niveaux record des recettes agricoles provenant du marché. La récolte record de 2013 a permis à la valeur nette ajoutée d'atteindre des sommets historiques en raison de la grande augmentation de la valeur des stocks de cultures.

En 1981, les bénéfices des entreprises et les revenus des exploitants non constitués en société représentaient 1,6 % et 45,9 % de la valeur nette ajoutée, respectivement. Depuis 2004, la proportion des profits des entreprises dépasse celle des revenus des exploitants non constitués en société. En 2015, les bénéfices des entreprises et les revenus des exploitants non constitués en société représentaient 32,8 % et 12,7 % de la valeur nette ajoutée, respectivement.

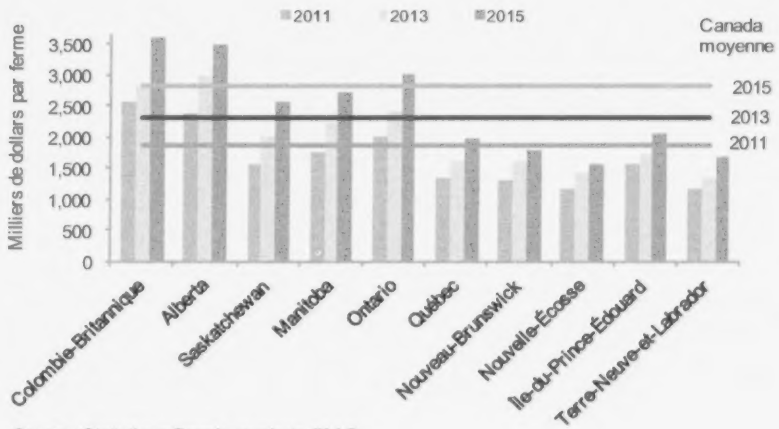
En 2015, la valeur nette moyenne a augmenté au Canada, malgré les écarts observés entre les différentes provinces et le type d'exploitations agricoles.

En 2015, la valeur nette moyenne par ferme s'élevait à 2,8 millions de dollars, un sommet inégalé.

Ce chiffre s'inscrit dans une tendance nationale de croissance de la valeur nette des fermes depuis 2003. En général, les fermes canadiennes affichent un bilan solide, puisque la croissance de la valeur des actifs agricoles a largement compensé la hausse des dettes des fermes dans toutes les provinces. La croissance des actifs agricoles s'explique en partie par un optimisme général au sein de l'industrie.

À l'échelle provinciale, la plus grande croissance entre 2011 et 2015 en ce qui concerne la valeur nette moyenne a été observée en Saskatchewan (63 %), suivie du Manitoba (55 %) et de l'Ontario (51 %). L'Île-du-Prince-Édouard (31 %) a enregistré la hausse la moins élevée, suivie de près par la Nouvelle-Écosse (32 %) et le Nouveau-Brunswick (33 %).

Graphique D1.13
Valeur nette moyenne des fermes par province, 2011 à 2015



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

En 2015, la valeur nette moyenne a augmenté au Canada, malgré les écarts observés entre les différentes provinces et le type d'exploitations agricoles.

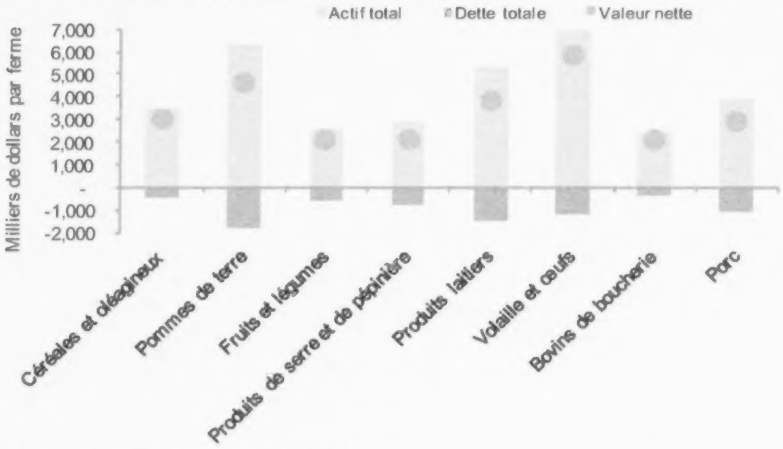
La valeur nette des fermes varie selon leur type. Cela se traduit par des écarts en ce qui concerne l'intensité de capital et la taille moyenne des divers types de fermes.

Pour la plupart des types de fermes, les terres agricoles et les bâtiments représentent une part importante des actifs agricoles, des producteurs de fruits (82 %) aux producteurs de pommes de terre (64 %) en 2015. Les exploitations soumises à la gestion de l'offre, soit les producteurs de produits laitiers et les producteurs de volaille et d'œufs, comptent moins d'actifs liés aux terres agricoles et aux bâtiments (47 % et 33 %, respectivement), mais elles reçoivent des actifs supplémentaires provenant de la valeur des quotas : 35 % et 54 %, respectivement.

Les exploitations bovines sont principalement de petite taille. Elles déclarent donc une valeur nette et des passifs (ou dettes) moins élevés.

Par contre, les exploitations de volaille et d'œufs sont principalement de grande taille et déclarent généralement une valeur nette et des passifs plus élevés.

D1.14
Valeur nette par type de ferme, 2015



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

SECTION D2

Intrants agricoles

Introduction :

Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles soutiennent le secteur de l'agriculture primaire en plus d'acheter des produits d'industries en aval, comme des aliments pour animaux provenant de moulins à grains et d'oléagineux. Les fournisseurs d'intrants et de services sont très diversifiés; ils comprennent des multinationales, des courtiers en marchandises et des petites entreprises.

Depuis 2006, le taux de croissance annuel moyen des recettes agricoles a pris une avance considérable sur les dépenses nettes d'exploitation des fermes, d'où l'importante augmentation du revenu net.

En 2016, les dépenses d'exploitation les plus importantes des producteurs agricoles se rapportent aux aliments industriels, à la main-d'œuvre salariée ainsi qu'à l'engrais et à la chaux.

Les aliments industriels représentent la proportion la plus élevée des dépenses agricoles en 2016 en raison de troupeaux légèrement plus gros et des prix des cultures qui sont supérieurs à la moyenne.

En 2016, les dépenses nettes d'exploitation des fermes sont passées à 44,2 milliards de dollars, ce qui représente une diminution de 0,9 % par rapport à l'année précédente. Cette diminution, attribuable à la baisse des prix de l'engrais, du carburant pour la machinerie et des bovins, a été observée pour la première fois en six ans.

Les dépenses liées aux aliments industriels sont passés à 6,3 milliards de dollars en 2016, une hausse de 2,1 % par rapport à 2015. Elles représentent 14,2 % des dépenses nettes d'exploitation des fermes.

Après les dépenses liées aux aliments pour animaux, la main-d'œuvre salariée (5,4 milliards de dollars), l'engrais et la chaux (4,6 milliards de dollars), les paiements d'intérêt (3,0 milliards de dollars) et les impôts fonciers et le loyer (3,0 milliards de dollars) sont les dépenses les plus élevées des producteurs agricoles.

Graphique D2.1
Dépenses nettes d'exploitation des fermes, 2016

Source : Statistique Canada.
Remarque : *La catégorie des autres dépenses correspond à la somme des catégories de moins grande valeur, par exemple : frais juridiques et comptables, réparations des bâtiments et des clôtures, irrigation, cordes, fils métalliques et contenants, frais d'insémination artificielle et frais vétérinaires, assurance des entreprises et primes de stabilisation.

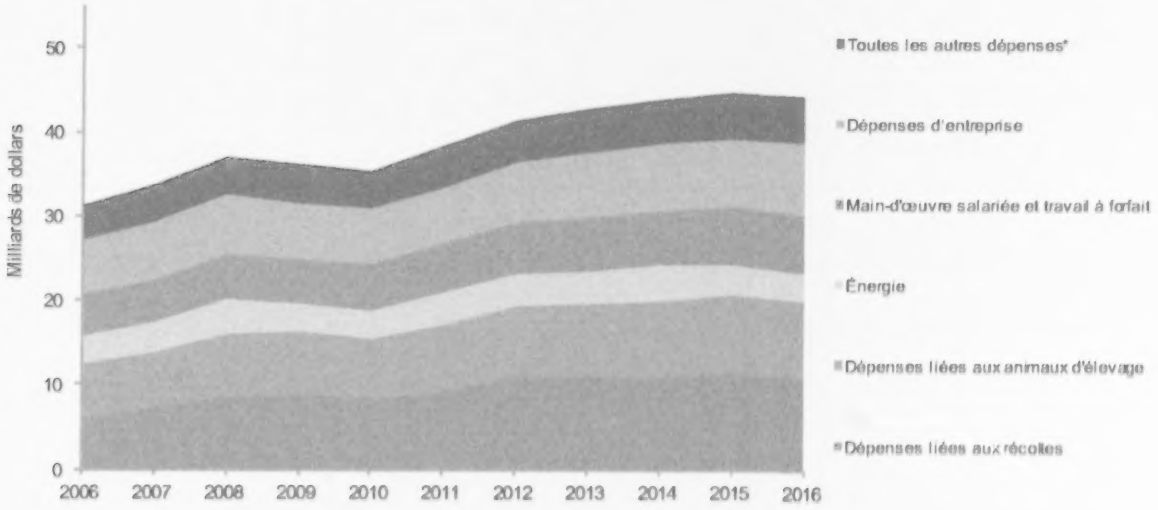
La tendance à la hausse des dépenses d'exploitation totales des fermes s'est poursuivie au cours des dix dernières années, en partie en raison de la croissance continue des prix des intrants.

L'ensemble des frais d'exploitation des producteurs a augmenté de 41,9 % de 2006 à 2016, malgré la légère baisse observée en 2016 par rapport à 2015.

Les dépenses nettes en aliments industriels, qui sont les plus élevées, ont augmenté de 53,5 % de 2006 à 2016, ce qui a contribué à la hausse constante des dépenses liées aux animaux d'élevage.

D'un autre côté, les dépenses liées aux cultures sont celles qui ont le plus augmenté, puisque la superficie ensemencée s'est agrandie en même temps que les jachères ont diminué. Les dépenses en engrais, qui constituent la plus grande proportion des dépenses liées aux cultures, ont augmenté de 76,1 % depuis 2006. Parmi toutes les dépenses, les dépenses liées aux semences commerciales sont celles qui ont le plus augmenté (111,2 % de 2006 à 2016). Au cours de la même période, les primes d'assurance-récolte ont également subi une nette augmentation, passant de 505 millions de dollars à 1 018 millions de dollars en 2016.

Graphique D2.2
Dépenses nettes d'exploitation des fermes, 2006-2016



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarques : 1) Les dépenses liées aux récoltes comprennent l'engrais, les pesticides, les semences, l'assurance-récolte et l'irrigation; 2) les dépenses liées aux animaux d'élevage comprennent les aliments pour animaux, les achats de bétail et les frais de vétérinaire; 3) les dépenses en énergie comprennent le carburant pour la machinerie, l'huile de chauffage et l'électricité; 4) la catégorie de la main-d'œuvre salariée et du travail à forfait comprend le salaire en espèces et le travail à forfait; 5) les dépenses d'entreprise comprennent les taxes, le loyer, les intérêts, l'assurance des entreprises, le téléphone et les frais juridiques et comptables; 6) toutes les autres dépenses comprennent les réparations de la machinerie et des bâtiments, les cordes, fils métalliques et contenants et autres dépenses d'exploitation.

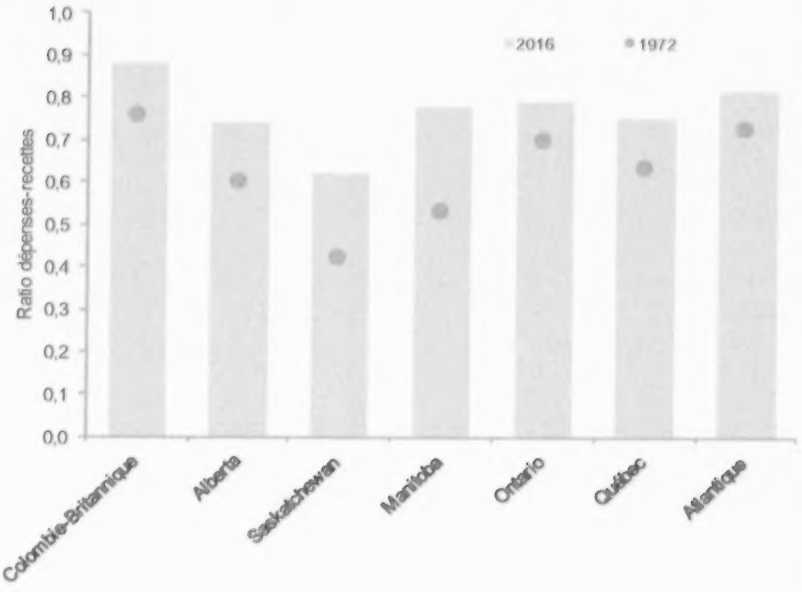
Au cours des dernières décennies, le ratio dépenses-recettes a augmenté dans toutes les provinces canadiennes.

Le ratio dépenses-recettes varie selon la province et le type d'exploitation agricole. Le ratio des fermes laitières et des exploitations de céréales et d'oléagineux tend à être plus favorable que celui des exploitations bovines, porcines et ovines.

En moyenne, pour chaque dollar de recettes agricoles, les exploitations de la Colombie-Britannique ont dépensé 88 cents en 2016, comparativement à 62 cents en Saskatchewan. L'écart est en grande partie attribuable aux types d'exploitation qui prédominent dans ces provinces. La Colombie-Britannique a une forte concentration d'exploitations floricoles et d'exploitations de fruits et de noix, dont le ratio dépenses-recettes est plus élevé que celui des exploitations de céréales et d'oléagineux, plus courantes en Saskatchewan.

De 1972 à 2016, le ratio dépenses-recettes a augmenté dans chaque province.

Graphique D2.3
Ratio dépenses-recettes par province, 1972 et 2016



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

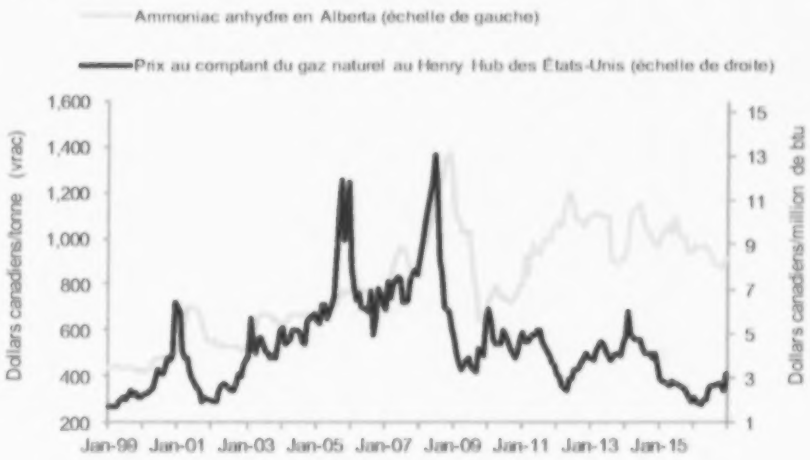
Les coûts du transport et de l'engrais sont des éléments importants des dépenses d'exploitation des fermes.

Au cours des dernières années, le prix des engrais a été davantage lié aux facteurs de la demande et de l'offre mondiales qu'au prix du gaz naturel.

Le prix de l'engrais azoté n'a donc pas suivi le prix du gaz naturel d'aussi près depuis 2007.

La Chine est le plus grand consommateur ainsi qu'un important fournisseur d'engrais à l'échelle mondiale. Toute fluctuation dans l'équilibre de l'offre et de la demande de la Chine a généralement une incidence importante sur les marchés et les prix de l'engrais à l'échelle internationale.

Graphique D2.4
Prix au comptant de l'ammoniac anhydre et du gaz naturel, 1999-2016



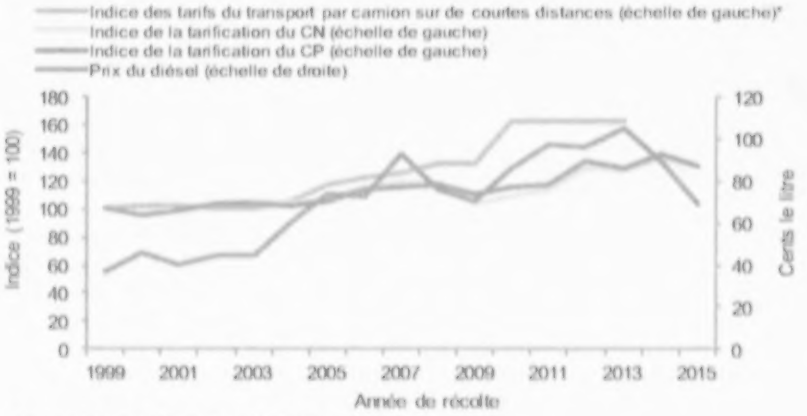
Source : Alberta Agricultural Input Monitoring System (AIMS).
United States Energy Information Administration et calculs dAAC.

Le coût du diésel a considérablement diminué par rapport aux niveaux de 2013.

La baisse des prix du pétrole brut a entraîné une diminution des prix du diésel, ce qui a réduit l'ensemble des dépenses des agriculteurs en carburant pour la machinerie. De 2014 à 2015, les dépenses en carburant pour la machinerie ont diminué de 18,6 %, puis ont à nouveau diminué de 11,3 % de 2015 à 2016.

Les frais d'expédition du grain par train ont diminué en 2015 après avoir augmenté en 2014. Les prix du transport du CN et du CP ont diminué de 3,9 % et de 5,6 %, respectivement.

Graphique D2.5
Indice du tarif du transport routier et ferroviaire dans l'Ouest canadien, 1999-2015



Source : Quorum Corporation, Kent Group Ltd.
*Les données de 2014 et de 2015 ne sont pas accessibles.

SECTION E

Production en aval de la ferme

SECTION E1

Transformation des aliments et des boissons

Introduction :

L'industrie de la transformation des aliments et des boissons utilise comme intrants des produits primaires et des produits transformés pour en faire des produits agroalimentaires transformés, qui sont ensuite distribués aux transformateurs d'aliments, aux détaillants en alimentation, aux établissements de services alimentaires et, en bout de ligne, aux consommateurs. Afin d'approvisionner le marché en produits alimentaires les plus recherchés, l'industrie s'est de mieux en mieux intégrée tout au long de la chaîne d'approvisionnement, tant sur les marchés intérieurs que sur les marchés étrangers.

Au Canada, l'industrie des aliments et des boissons est confrontée à des difficultés liées à l'instabilité des prix des produits de base, à la fluctuation du taux de change, à un marché du travail restreint, à l'augmentation des coûts des intrants et à des changements sur le plan de la concurrence et des structures, notamment l'arrivée de nouveaux détaillants, l'expansion de détaillants existants ainsi que la fermeture ou la fusion de certains établissements de transformation.

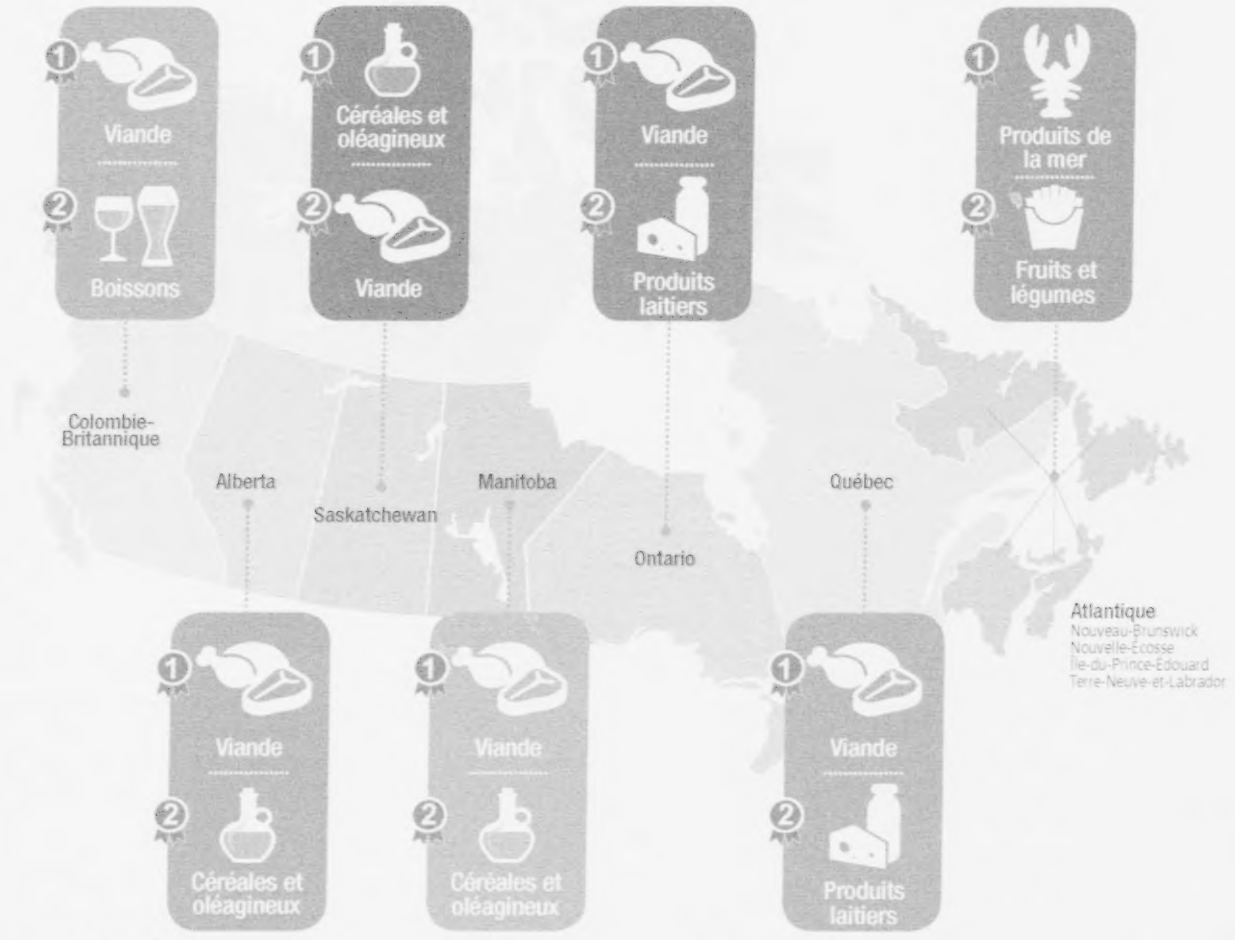
Malgré de telles pressions, l'industrie de la transformation des aliments et des boissons se maintient parmi les meneurs dans le secteur manufacturier à l'égard du PIB et de l'emploi.

L'industrie canadienne de transformation des aliments et des boissons est géographiquement diversifiée.

La valeur des expéditions (ou revenus provenant des biens fabriqués) de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons varie selon les provinces, mais dans chacune d'entre elles, la transformation de la viande se classe parmi les trois principales sous-industries de transformation des aliments et des boissons.

La transformation des produits de la mer est la principale sous-industrie dans les provinces de l'Atlantique, alors que les sous-industries de la viande et des céréales et oléagineux sont les plus importantes dans les Prairies. Les autres sous-industries importantes au Canada en fonction de la valeur totale des expéditions sont celles des produits laitiers, des boissons et de la transformation des fruits et légumes.

Graphique E1.1
Livraisons de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons (catégories principales) par province et par région, 2015



Source : Statistique Canada.

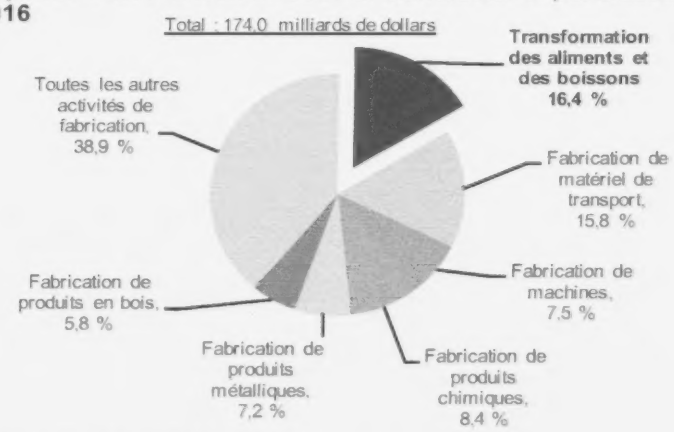
L'industrie de la transformation des aliments et des boissons est encore la plus grande industrie manufacturière au Canada.

En 2016, l'industrie de la transformation des aliments et des boissons représentait la part la plus importante (16,4 %) du PIB total de 174,0 milliards de dollars du secteur manufacturier.

Avec un PIB de 28,5 milliards de dollars, l'industrie de la transformation des aliments et des boissons représentait la part la plus importante (16,4 %) du PIB total du secteur manufacturier, alors que l'industrie de la fabrication de matériel de transport arrivait au deuxième rang (15,8 %) avec un PIB de 27,5 milliards de dollars.

Depuis 1997, l'industrie de la transformation des aliments et des boissons se classe constamment première ou deuxième quant à la part du PIB du secteur manufacturier. Elle s'est maintenue dans le peloton de tête en mettant à profit des améliorations technologiques, en développant de nouveaux produits et processus et en améliorant l'intégration de la chaîne d'approvisionnement.

Graphique E1.2
Répartition du PIB total du secteur manufacturier par industrie, 2016



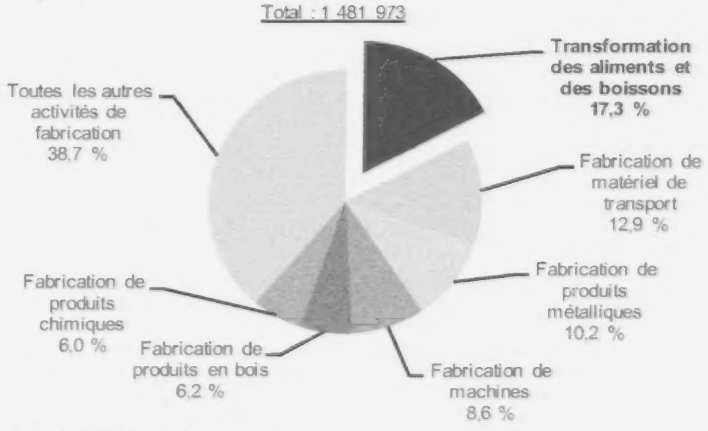
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Les données sont provisoires et pourraient être révisées.

L'industrie de la transformation des aliments et des boissons se classe constamment parmi les meneurs au titre des emplois manufacturiers.

La part de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons dans le nombre total d'emplois manufacturiers est passée de 17,1 % en 2015 à 17,3 % en 2016, pour un total de 256 456 emplois. Le secteur manufacturier dans son ensemble a subi une baisse de 1,1 % du nombre d'emplois par rapport à l'année précédente, avec des chutes marquées en fabrication de machinerie (3,9 %) et de produits métalliques (2,5 %). L'industrie de la transformation des aliments et des boissons a subi la baisse la plus faible entre 2015 et 2016, soit 1,9 %.

Au fil des années, l'industrie de la transformation des aliments et des boissons a augmenté son recours à des travailleurs étrangers par l'intermédiaire du Programme des travailleurs étrangers temporaires.

Graphique E1.3
Répartition du total des emplois du secteur manufacturier par industrie, 2016



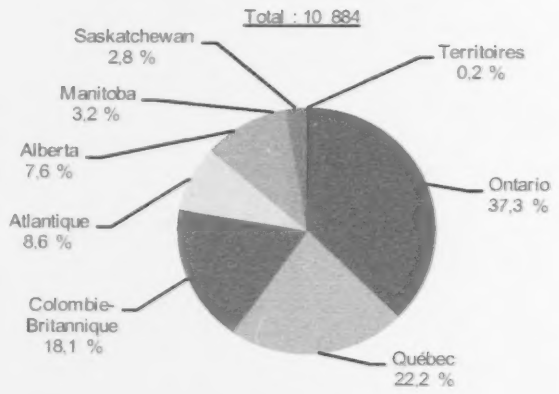
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

L'industrie de la transformation des aliments et des boissons compte plusieurs établissements œuvrant dans l'ensemble des provinces canadiennes et dans plusieurs sous-industries.

L'industrie de la transformation des aliments et des boissons est présente dans toutes les provinces. Plus de la moitié des établissements sont situés en Ontario (37,3 %) et au Québec (22,2 %).

Plus du quart des établissements en Ontario et au Québec étaient des boulangeries et des fabricants de tortillas. La Colombie-Britannique (18,1 %), les provinces de l'Atlantique (8,6 %) et l'Alberta (7,6 %) comptaient également un nombre élevé d'établissements de transformation d'aliments et de boissons.

Graphique E1.4
Répartition des établissements de transformation des aliments et des boissons par province et par région, 2016

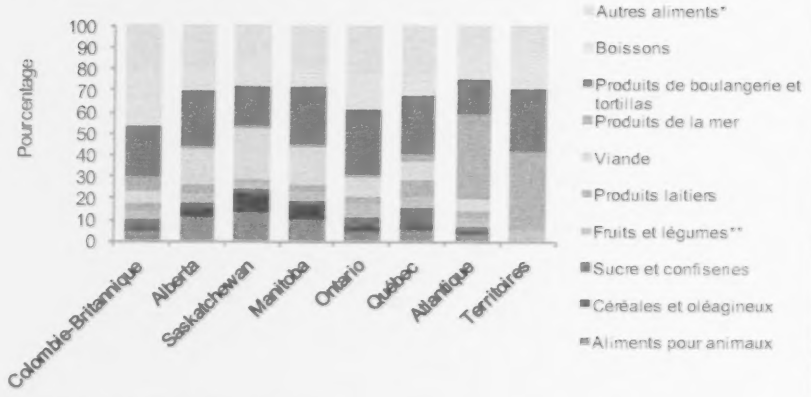


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les établissements de transformation des aliments et des boissons démontrent une diversité de produits alimentaires dans l'ensemble des provinces.

À l'exception des produits de la mer, la plupart des produits proviennent de l'Ontario et du Québec. La majorité des établissements de la sous industrie des produits de la mer sont situés dans le Canada atlantique (57,4 %) et en Colombie-Britannique (21,0 %). Plus des deux tiers des établissements transformateurs de boissons sont situés en Ontario (39,6 %) et en Colombie-Britannique (29,5 %).

Graphique E1.5
Établissements de transformation des aliments et des boissons par province et région et par sous-industrie, 2016



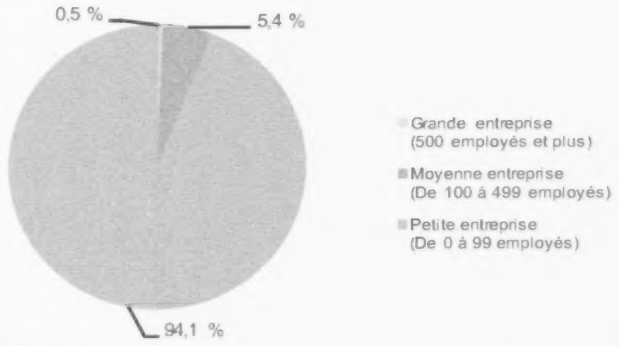
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Les données sont provisoires et pourraient être révisées.
*Cette catégorie comprend les grignotines, le café et le thé, le sirop et les concentrés aromatisés, les assaisonnements et les vinaigrettes, et toutes les autres fabrications de produits alimentaires.
**Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires.

Au Canada, la majorité des établissements de transformation des aliments et des boissons sont petits quant au nombre d'employés.

En 2016, la majorité des établissements de transformation des aliments et des boissons au Canada étaient petits quant au nombre d'employés.

Les petites entreprises (moins de 100 employés) représentaient 94,1 % de tous les établissements de transformation d'aliments et de boissons au Canada. Seulement 0,5 % de ces établissements étaient de grandes entreprises (500 employés ou plus). Les entreprises de taille moyenne (100 à 499 employés) représentaient les 5,4 % restants.

Graphique E1.6
Proportion des établissements de transformation des aliments et des boissons selon les effectifs, 2016

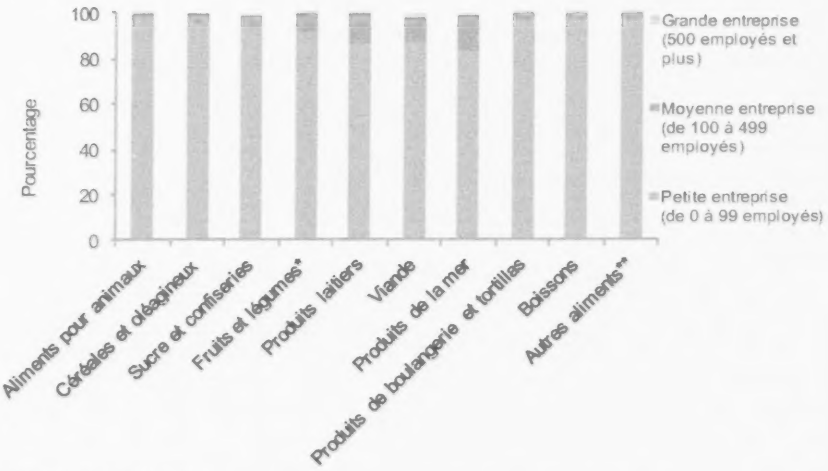


Source : Statistique Canada.
Remarque : Selon la définition d'une petite et moyenne entreprise d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada.

Les établissements de transformation des aliments et des boissons sont classés de manière prédominante dans les petites entreprises, avec peu de variation dans l'ensemble des sous-industries.

En 2016, les transformateurs de produits laitiers, de viande et de produits de la mer présentaient une proportion plus élevée d'entreprises de taille moyenne que les autres sous-industries. La proportion de grandes entreprises était aussi plus grande chez les transformateurs de viande et de produits de la mer. Les transformateurs de produits de la mer affichaient la plus grande proportion d'entreprises moyennes avec 15,7 %, et les transformateurs de viande, la plus grande proportion de grandes entreprises avec 2,5 %.

Graphique E1.7
Proportion des établissements de transformation des aliments et des boissons selon les effectifs et les sous-industries, 2016



Source : Statistique Canada.
Remarque : Selon la définition d'une petite et moyenne entreprise d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada.
*Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires.
**Cette catégorie comprend les grignotines, le café et le thé, le sirop et les concentrés aromatisés, les assaisonnements et les vinaigrettes, et toutes les autres fabrications de produits alimentaires.

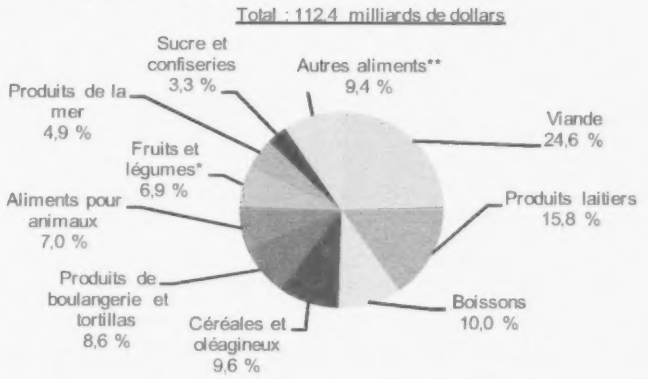
L'industrie de la transformation des aliments et des boissons produit une vaste gamme de produits, et la valeur des expéditions est en hausse constante.

En 2016, la valeur totale des expéditions de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons était de 112,4 milliards de dollars, dont plus de la moitié provenait des sous-industries de la viande, des produits laitiers et des boissons.

Les expéditions de produits de viande représentaient à elles seules près du quart (24,6 %) de ce montant, alors que les expéditions de produits laitiers et de boissons représentaient 15,8 % et 10,0 % respectivement.

Les expéditions en mouture de céréales et de graines oléagineuses et en boulangerie et fabrication de tortillas représentaient quant à elles 9,6 % et 8,6 % de ce montant respectivement.

Graphique E1.8
Répartition des expéditions d'aliments et de boissons par sous-industrie, 2016



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Les données sont provisoires et pourraient être révisées.
*Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires.
**Cette catégorie comprend les grignotines, le café et le thé, le sirop et les concentrés aromatisés, les assaisonnements et les vinaigrettes, et toutes les autres fabrications de produits alimentaires.

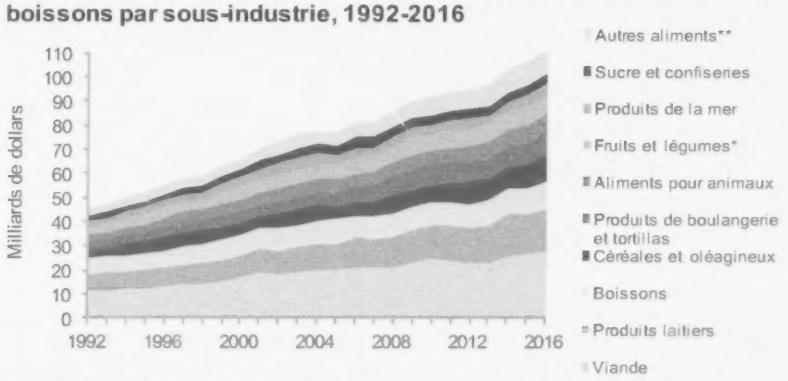
Depuis 1992, la valeur des expéditions d'aliments et de boissons a augmenté de manière constante, sauf en 2005, pour atteindre 112,4 milliards de dollars en 2016.

Depuis 1992, la valeur des expéditions a plus que doublé dans presque toutes les sous-industries de transformation d'aliments et de boissons.

La valeur des expéditions des produits de viande demeure la plus élevée parmi toutes les sous-industries de transformation d'aliments et de boissons pour la période de 1992 à 2016.

Au cours de cette période, la sous-industrie des autres aliments et celle des céréales et oléagineux ont affiché les taux de croissance les plus élevés, soit 234,4 % et 204,9 % respectivement.

Graphique E1.9
Livraisons de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons par sous-industrie, 1992-2016



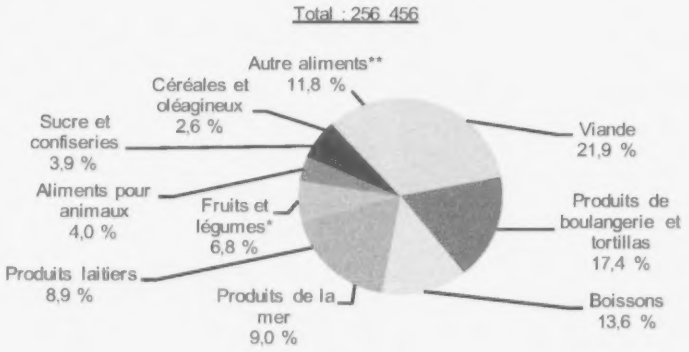
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Les données sont provisoires et pourraient être révisées.
*Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires.
**Cette catégorie comprend les grignotines, le café et le thé, le sirop et les concentrés aromatisés, les assaisonnements et les vinaigrettes, et toutes les autres fabrications de produits alimentaires.

Réparti dans différentes sous-industries, le nombre d'emplois dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons a fluctué au fil des ans, enregistrant une baisse de manière générale.

Plus de la moitié des emplois dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons se retrouvent dans les sous-industries de la viande, des produits de boulangerie et tortillas et des boissons.

Les produits de viande représentaient la part la plus importante de l'emploi (21,9 %) dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons. La sous-industrie de la boulangerie et de la fabrication de tortillas suivait avec 17,4 % de tous les emplois, puis celle des boissons avec 13,6 %.

Graphique E1.10
Emplois dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons par sous-industrie, 2016

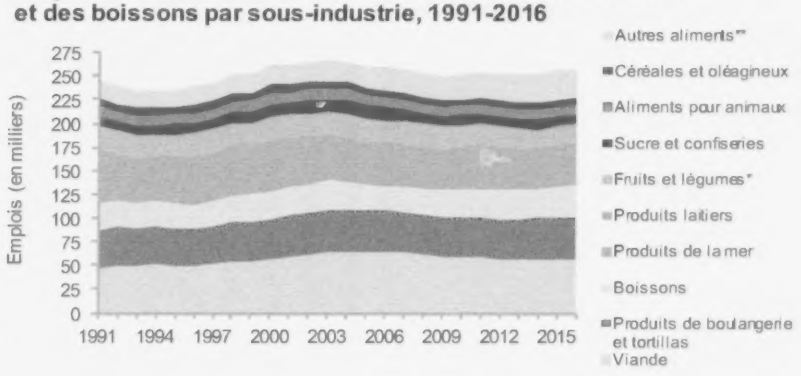


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Voir la définition d'« emploi » dans le glossaire.
*Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires.
**Cette catégorie comprend les grignotines, le café et le thé, le sirop et les concentrés aromatisés, les assaisonnements et les vinaigrettes, et toutes les autres fabrications de produits alimentaires.

Au cours de la période de 2001 à 2016, le nombre d'emplois dans les sous-industries de transformation des aliments et des boissons a fluctué et a enregistré une baisse générale de 1,9 %, passant de 261 318 à 256 456 emplois.

Cette période a été marquée par des hausses importantes du nombre d'emplois dans la catégorie des autres aliments (50,2 %), des boissons (15,0 %) et des produits laitiers (9,4 %). Cependant, ces gains n'ont pas suffi à compenser les pertes dans les sous-industries des produits de la mer (25,5 %), des fruits et légumes (24,1 %), du sucre et des confiseries (17,7 %) et des céréales et des oléagineux (15,0 %).

Graphique E1.11
Emplois dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons par sous-industrie, 1991-2016



Source : Statistique Canada.
Remarque : Voir la définition d'« emploi » dans le glossaire.
*Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires.
**Cette catégorie comprend les grignotines, le café et le thé, le sirop et les concentrés aromatisés, les assaisonnements et les vinaigrettes, et toutes les autres fabrications de produits alimentaires.

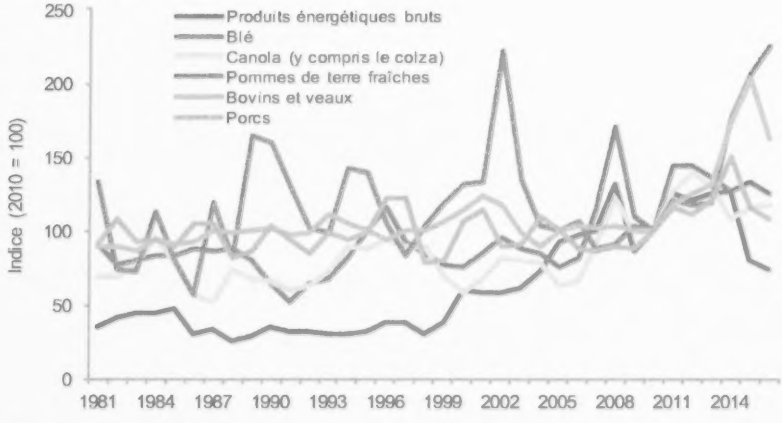
Les coûts des matières premières et de la main-d'œuvre ont des répercussions sur la compétitivité des coûts dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons.

Depuis 1981, le prix des matières premières, notamment celui des produits agricoles de base et de l'énergie, a augmenté de 59,9 %, ce qui a eu des répercussions sur le coût des intrants matériels.

L'Indice des prix des matières brutes (IPMB), qui mesure les variations des prix d'achat des matières premières par les industries canadiennes en vue d'une transformation subséquente, affiche une tendance à la hausse depuis plusieurs années, avec des pointes d'augmentation en 2008 (21,1 %) et en 2011 (24,9 %).

En 2016, l'IPBM a augmenté pour le canola (1,4 %) et les pommes de terre fraîches (9,1 %). Il a diminué pour les produits énergétiques bruts (8,0 %), le blé (4,8 %), les bovins et les veaux (20,4 %) et les porcs (7,2 %), mais s'est néanmoins maintenu au-dessus de la moyenne dans ces catégories pour la période de 1981 à 2016.

Graphique E1.12
Indice des prix des matières premières pour certains produits de base, 1981-2016



Source : Statistique Canada.

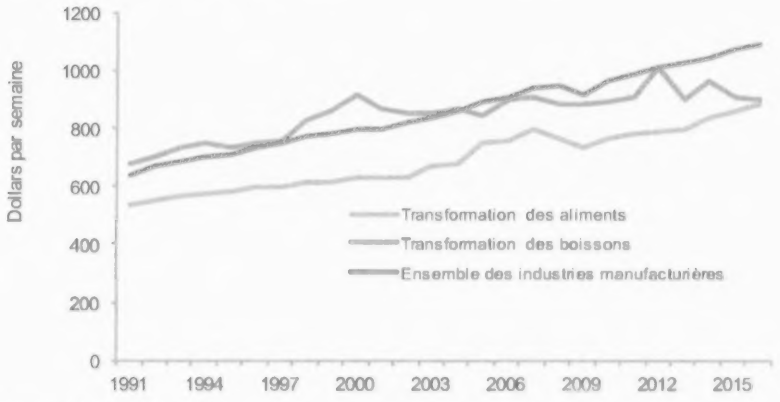
Les coûts des matières premières et de la main-d'œuvre ont des répercussions sur la compétitivité des coûts dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons.

Les coûts de la main-d'œuvre dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons et dans l'ensemble du secteur manufacturier n'ont cessé d'augmenter au cours des 25 dernières années, à l'exception de l'année 2009, marquée par une récession économique.

Depuis les années 1990, la rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie de la transformation des aliments est restée généralement inférieure à celle de l'ensemble du secteur manufacturier et de l'industrie de la transformation des boissons.

Après plus d'une décennie d'augmentations successives de l'écart salarial entre l'ensemble du secteur manufacturier et les industries de fabrication des aliments, cet écart s'est légèrement rétréci au cours de la période de 2002 à 2007. Lors de la récession de 2008-2009, la rémunération hebdomadaire moyenne a subi une baisse beaucoup plus importante dans la transformation des aliments que dans l'ensemble du secteur manufacturier, mais elle s'est progressivement rétablie depuis.

Graphique E1.13
Rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons et dans le secteur de la fabrication, 1991-2016



Source : Statistique Canada.

Les fournitures et les approvisionnements représentaient le coût variable le plus important dans l'industrie de la transformation des aliments.

Bien que le coût des fournitures et de l'approvisionnement ait baissé légèrement de 0,2 % en 2015 (par rapport à 2014), il est demeuré le coût variable le plus important dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, avec une part de 83,8 % du coût total des intrants variables.

En 2015, le coût de la main-d'œuvre (traitements et salaires) représentait 13,7 % du coût des intrants variables, soit une augmentation de 1,8 % par rapport à 2014.

L'énergie, approvisionnement en eau, carburant pour véhicules représentaient collectivement un autre 2,5 % du coût des intrants variables, soit une diminution de 2,0 % par rapport à l'année précédente.

Graphique E1.14
Coûts variables des intrants dans l'industrie de la transformation des aliments, 2015

Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

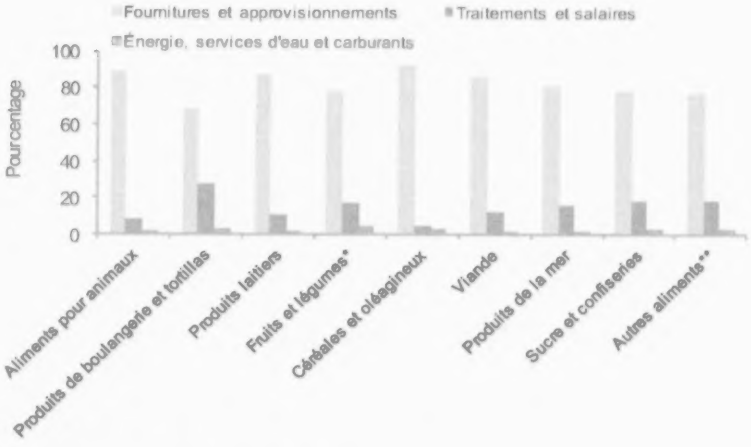
La composition de l'ensemble du coût des intrants variables variait selon les sous-industries.

Le coût des fournitures et des approvisionnements occupait la plus grande part des coûts variables dans toutes les sous-industries, s'établissant au plus bas à 68,4 % pour la boulangerie et les tortillas, et au plus haut à 92,2 % pour les céréales et les oléagineux.

La part des traitements et salaires dans les coûts variables s'établissait au plus haut à 27,9 % pour la boulangerie et les tortillas, et au plus bas à 4,9 % pour les céréales et les oléagineux.

Le coût de l'énergie, des services d'eau et du carburant pour les véhicules représentait la plus petite part des coûts variables dans toutes les sous-industries, s'établissant au plus bas à 1,8 % pour la viande, et au plus haut à 4,3 % pour les fruits et légumes.

Graphique E1.15
Répartition des coûts variables totaux par sous-industrie de la transformation des aliments, 2015



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
*Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires.
**Cette catégorie comprend les grignotines, le café et le thé, le sirop et les concentrés aromatisés, les assaisonnements et les vinaigrettes, et toutes les autres fabrications de produits alimentaires.

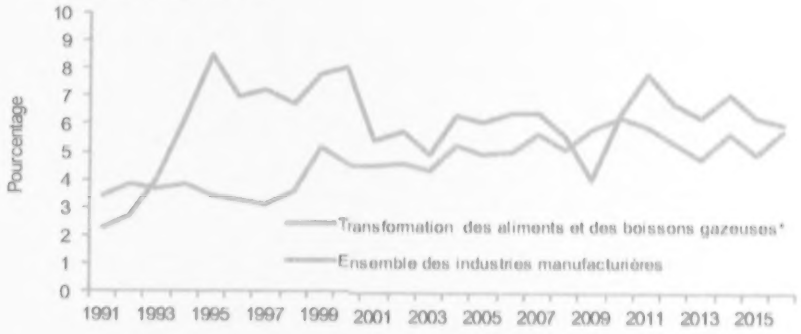
Les transformateurs d'aliments et de boissons continuent de présenter des marges bénéficiaires faibles mais stables ainsi que des ratios d'endettement plus bas que d'autres fabricants.

En 2016, la marge bénéficiaire dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons gazeuses a augmenté à 5,8 %.

En comparaison avec l'année précédente, la marge bénéficiaire dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons gazeuses a augmenté de 16,6 % en 2016, alors qu'elle a diminué de 4,4 % dans l'ensemble du secteur manufacturier.

Du point de vue de la marge bénéficiaire, l'industrie de la transformation des aliments et des boissons gazeuses a moins subi les répercussions de la récession que le reste du secteur manufacturier.

Graphique E1.16
Marges bénéficiaires dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons gazeuses et dans le secteur manufacturier en général, 1991-2016

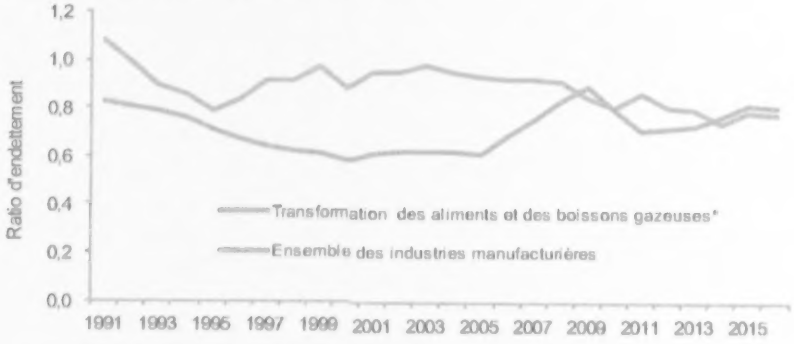


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
*L'industrie de la transformation des aliments et des boissons gazeuses comprend toutes les sous-industries de la transformation des aliments; toutefois, dans la sous-industrie de la transformation des boissons, seule la transformation des boissons gazeuses est comprise.

La santé financière d'une industrie se reflète dans son ratio d'endettement. De faibles ratios indiquent une bonne santé financière. Dans le cas de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons gazeuses, ce ratio a diminué légèrement à 0,77 en 2016, demeurant ainsi bien en deçà de la moyenne de 0,88 sur 25 ans et en deçà également de la moyenne pour l'ensemble du secteur manufacturier.

Le ratio d'endettement pour l'ensemble du secteur manufacturier a diminué entre 2015 et 2016, passant de 0,82 à 0,81, ce qui rend compte d'une amélioration marginale des conditions financière dans ce secteur.

Graphique E1.17
Ratio d'endettement dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons gazeuses et dans le secteur manufacturier en général, 1991-2016



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
*L'industrie de la transformation des aliments et des boissons gazeuses comprend toutes les sous-industries de la transformation des aliments; toutefois, dans la sous-industrie de la transformation des boissons, seule la transformation des boissons gazeuses est comprise.

La croissance économique réelle de l'industrie de la transformation des aliments a été en grande partie attribuable à la croissance des intrants plutôt qu'à celle de la productivité.

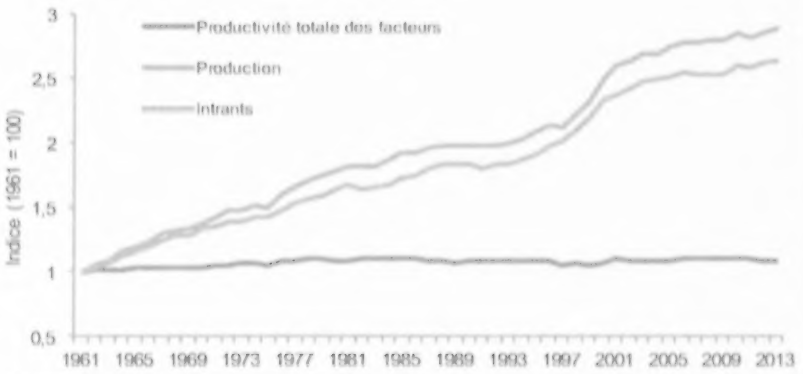
Bien que l'industrie de la transformation des aliments ait affiché une croissance de productivité marginale, sa production a considérablement augmenté depuis 1961 sous l'angle de la productivité totale des facteurs (PTF).

La croissance de la PTF est l'augmentation de la production qui n'est pas reflétée dans la croissance combinée de tous les intrants.

Entre 1961 et 2013, la production brute réelle de l'industrie de la transformation des aliments a augmenté à un taux annuel moyen de 2,1 %, alors que les intrants combinés (main-d'œuvre, capital et intrants intermédiaires) ont augmenté de 1,9 %. Durant cette période, la productivité s'est accrue à un taux moyen de 0,2 % par an.

Dans l'industrie canadienne de la transformation des aliments, c'est la croissance des intrants, et non celle de la productivité, qui a été le principal moteur d'une croissance soutenue de la production sur plusieurs décennies.

Graphique E1.18
Intrants, production et productivité totale des facteurs dans l'industrie de la transformation des aliments, 1961-2013



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Dans les données ci-dessus, la productivité totale des facteurs (PTF) est calculée en production brute.

La croissance économique réelle de l'industrie de la transformation des aliments a été en grande partie attribuable à la croissance des intrants plutôt qu'à celle de la productivité.

L'industrie canadienne de la transformation des aliments a affiché une croissance de productivité moindre que l'ensemble du secteur manufacturier.

Pour la période de 1961 à 2013, la croissance annuelle moyenne de la productivité de l'industrie de la transformation des aliments est de 0,2 %, alors qu'elle est de 0,5 % pour l'ensemble du secteur manufacturier.

Si la croissance de la productivité a été plus faible dans l'industrie de la transformation des aliments que dans l'ensemble du secteur manufacturier, il faut noter que ce dernier englobe des industries marquées par des progrès technologiques considérables au cours des 50 dernières années. C'est le cas de l'industrie de la fabrication de produits informatiques et électroniques, qui a contribué à la hausse du taux annuel de croissance de la productivité. Par sa nature, l'industrie de la transformation des aliments est une grande consommatrice de matières, et elle n'a pas bénéficié de percées technologiques d'une ampleur comparable à celles d'autres industries manufacturières.

Graphique E1.19
Productivité totale des facteurs dans l'industrie de la transformation des aliments et le secteur manufacturier, 1961-2013

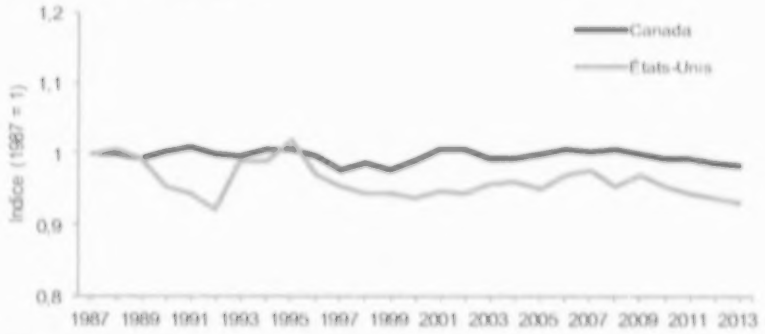
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Dans les données ci-dessus, la productivité totale des facteurs (PTF) est calculée en production brute.

L'industrie canadienne de la transformation des aliments a profité d'une hausse substantielle des dépenses consacrées par le secteur privé en R et D, mais la croissance de la productivité a été plutôt lente, quoique plus élevée qu'aux États-Unis.

Pour la majorité des années entre 1987 et 2013, l'industrie canadienne de la transformation des aliments et des boissons a affiché une plus forte croissance de productivité que l'industrie américaine.

Cependant, les industries de transformation des aliments et des boissons du Canada et des États-Unis ont toutes deux affiché une baisse de croissance annuelle entre 1987 et 2013, de 0,1 % et 0,2 % respectivement.

Graphique E1.20
Productivité totale des facteurs dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons* au Canada et aux États-Unis, 1987-2013



Source : Statistique Canada, United States Bureau of Labor Statistics et calculs d'AAC.
*Y compris la transformation du tabac.

En 2015, les dépenses réelles consacrées par le secteur privé à la recherche et au développement (R et D) dans l'industrie de la transformation des aliments ont été estimées à 121,8 millions de dollars, soit une légère baisse (3,3 %) par rapport à l'année précédente.

Entre 2001 et 2015, la moyenne annuelle des dépenses réelles consacrées par le secteur privé en R et D a été de 138,5 millions de dollars, alors qu'elle était de 92,1 millions entre 1981 et 2000.

Dans la dernière décennie, l'industrie de la transformation des aliments a tiré parti d'innovations dans divers domaines, y compris la production allégée, la réduction des déchets à la source et de nouvelles utilisations des sous-produits. De plus, les produits sont constamment améliorés grâce à l'utilisation de nouveaux ingrédients (p. ex., des ingrédients d'origine végétale) et d'emballages novateurs (p. ex., l'étiquetage nutritionnel), alors que les transformateurs tirent profit d'innovations provenant d'autres segments de la chaîne d'approvisionnement.

Graphique E1.21
Dépenses réelles consacrées par le secteur privé à la R et D dans la transformation d'aliments, 1981-2015

Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

SECTION E2

Vente au détail d'aliments et services alimentaires

Introduction :

La vente d'aliments au détail ainsi que les services alimentaires sont des éléments essentiels du système agricole et agroalimentaire canadien. Les détaillants en alimentation s'adaptent constamment aux nouvelles demandes des consommateurs, au marché très dynamique et aux nouveaux concurrents. Ils doivent souvent restructurer leur réseau de magasins et leur canal de distribution pour conserver ou augmenter leur part de marché, tout en nouant des alliances et en établissant des réseaux tout au long de la chaîne d'approvisionnement pour veiller à ce que les exigences des consommateurs en matière de salubrité et de qualité des aliments et autres attributs soient satisfaites.

Les établissements de services alimentaires veillent de plus à modifier et à actualiser fréquemment leurs produits et services selon les goûts et préférences des consommateurs. L'industrie de la restauration, secteur férocement compétitif, doit dorénavant composer avec la concurrence du secteur de la vente d'aliments au détail. La vaste gamme d'aliments préparés et de repas à emporter offre aux consommateurs la commodité que seuls les repas pris au restaurant leur permettaient auparavant.

En dépit de cette concurrence accrue, les ventes de services alimentaires commerciaux ont continué de grimper pour atteindre 61,1 milliards de dollars en 2015, une augmentation de 5,2 % par rapport à 2014.

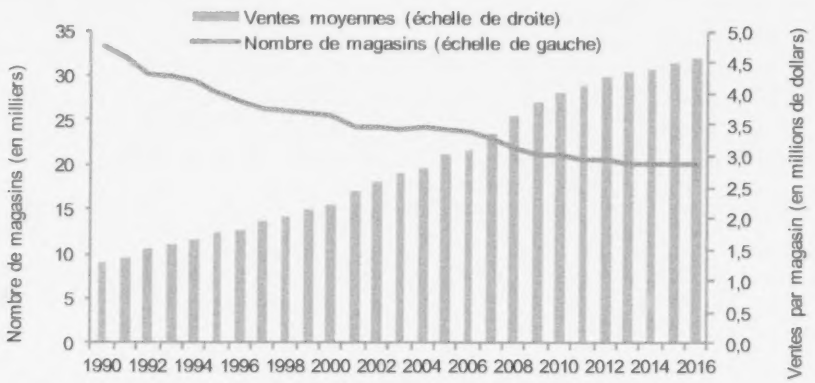
Les détaillants d'aliments ont continué de regrouper leurs activités en 2016.

La concurrence accrue a mené à une importante rationalisation et à un important regroupement des magasins d'alimentation au cours des vingt dernières années, et la tendance va dorénavant vers les grandes exploitations.

En 2016, les trois principaux détaillants en alimentation au Canada totalisaient des ventes de 83,8 milliards de dollars réparties entre leurs 3 190 magasins. Le plus important de ces détaillants représentait environ 55,4 % de ces ventes et 34,4 % du nombre total de magasins. Entre 1990 et 2016, le nombre de magasins a chuté de 871 par année en moyenne, tandis que les ventes totales ont connu une hausse annuelle moyenne de 3,1 %.

On s'attend à ce que la tendance du regroupement se poursuive, les chaînes de supermarchés rivalisant avec les détaillants d'aliments non traditionnels pour augmenter leurs parts de marchés et leurs marges bénéficiaires.

Graphique E2.1
Nombre de magasins d'alimentation au Canada et ventes moyennes, 1990-2016



Source : Canadian Grocer, Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Les données de 2016 sont des estimations.

Les détaillants d'aliments ont continué de regrouper leurs activités en 2016.

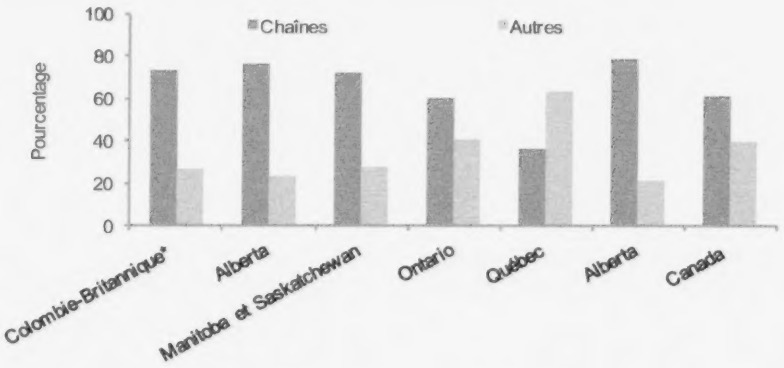
Les chaînes d'épiceries représentent plus de 60 % des ventes d'aliments dans toutes les provinces, sauf au Québec.

En 2015, les chaînes de magasins d'alimentation, composées des chaînes de supermarchés et d'épiceries, représentaient 60,9 % de toutes les ventes d'aliments au détail.

Les parts de marché des chaînes de magasins d'alimentation varient de région en région. Les ventes des chaînes de magasins d'alimentation sont très importantes dans les provinces de l'Atlantique (78,6 %) et en Alberta (76,4 %), mais sont nettement moins importantes au Québec (36,4 %).

La part des ventes des chaînes de magasins d'alimentation a légèrement augmenté en 2016 par rapport à l'année précédente, sauf au Québec, où elle a diminué de 0,4 %.

Graphique E2.2
Part des ventes des chaînes de supermarchés canadiens par rapport aux autres magasins, par région, 2015



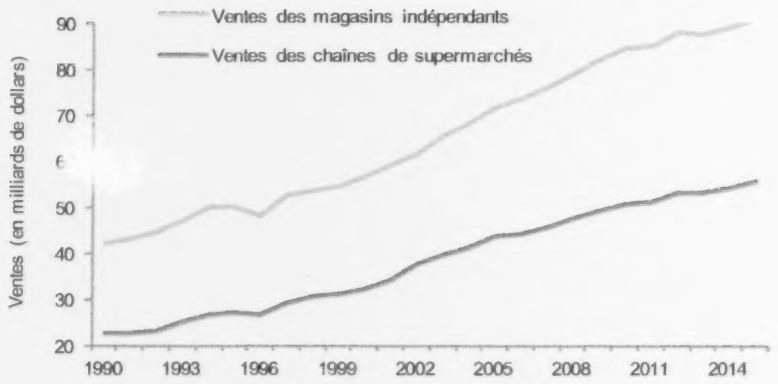
Source : Canadian Grocer Magazine, mars 2017.
*Y compris les territoires.

La croissance des ventes est légèrement plus rapide dans les chaînes d'épiceries que dans les épiceries indépendantes.

En 2015, les ventes des chaînes ont connu une hausse de 2,4 % par rapport à l'année précédente, tandis que celles des magasins indépendants ont augmenté de 1,5 %.

Entre 2010 et 2015, les ventes des chaînes ont connu une hausse de 8,7 %, tandis que celles des magasins indépendants ont augmenté de 6,1 %.

Graphique E2.3
Ventes des épiceries, chaînes de supermarchés et magasins indépendants, 1990-2015



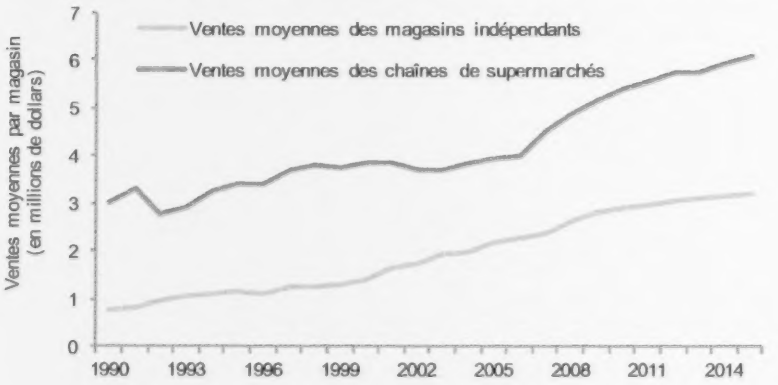
Source : Canadian Grocer, Statistique Canada et calculs d'AAC.

Au cours de la dernière décennie, la croissance des ventes moyennes par magasin a été beaucoup plus rapide dans les chaînes que dans les magasins indépendants.

En 2015, les ventes moyennes par magasin de chaîne ont connu une hausse de 2,1 % par rapport à l'année précédente, tandis que celles des magasins indépendants ont augmenté de 1,7 %.

Au cours des dix dernières années, les ventes moyennes des chaînes ont augmenté de 52 %, tandis que celles des magasins indépendants ont connu une hausse de 39,6 %.

Graphique E2.4
Ventes moyennes des épiceries, chaînes de supermarchés et magasins indépendants, 1990-2015



Source : Canadian Grocer, Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les marges bénéficiaires des détaillants d'aliments et de boissons sont à la hausse depuis quelques années.

En 2016, la marge bénéficiaire moyenne des détaillants d'aliments et de boissons a augmenté de 3,2 % le deuxième plus haut taux depuis 2000.

Cette hausse est supérieure à la moyenne annuelle de 2,7 % entre 2007 et 2016, mais légèrement inférieure à la moyenne de tous les détaillants en 2016, qui s'établissait à 3,3 %.

Les marges bénéficiaires des détaillants d'aliments et de boissons sont passées de 3,2 % en 2011 à un creux de 1,5 % en 2014, puis à un nouveau pic de 3,2 % en 2016. Une concurrence féroce entre les détaillants d'aliments a mené en 2014 à une déflation des prix, qui a à son tour eu une incidence sur le ratio de marge bénéficiaire des transformateurs d'aliments et de boissons.

Graphique E2.5
Ratio moyen des marges bénéficiaires des détaillants d'aliments et de boissons, 2000-2016

Source : Statistique Canada.

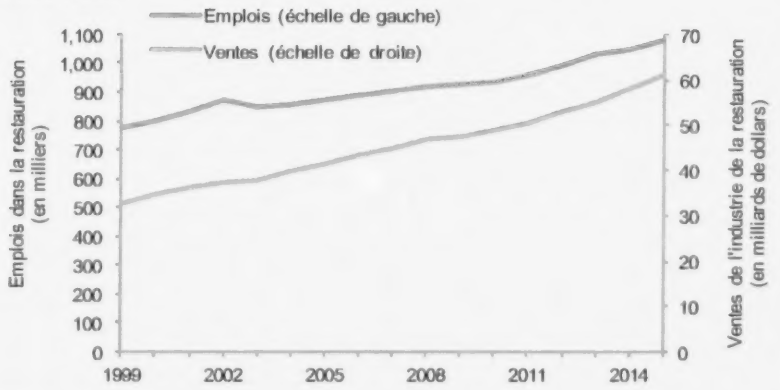
Les ventes et les marges bénéficiaires du secteur des services alimentaires poursuivent leur tendance à la hausse.

Les ventes de services alimentaires commerciaux ont augmenté au cours des vingt dernières années.

Les ventes des établissements de services alimentaires commerciaux étaient évaluées à 61,1 milliards de dollars en 2015, soit une hausse de 5,2 % par rapport à l'année précédente. En 2015, la main-d'œuvre dans le secteur des services alimentaires était chiffrée à 1 083 515 employés, soit 6,6 % plus qu'en 2014.

Entre 2010 et 2015, les ventes des services alimentaires commerciaux ont connu une hausse de 25,2 %, tandis que l'emploi dans le secteur a augmenté de 15,4 %.

Graphique E2.6
Emplois et ventes dans la restauration commerciale, 1999-2015

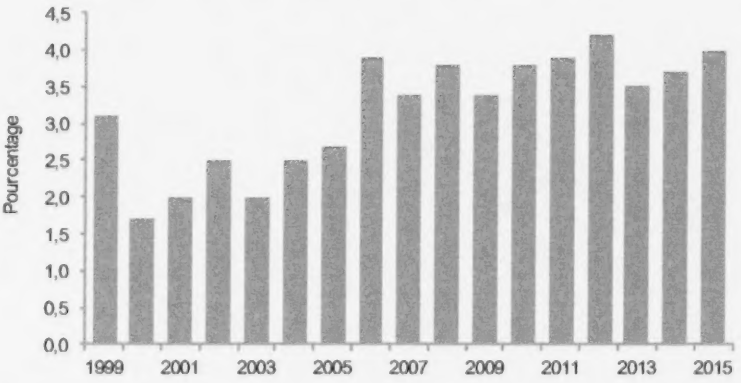


Source : Statistique Canada.

En 2015, les marges bénéficiaires des établissements de services alimentaires et des débits de boissons sont demeurées relativement élevées, à 4 %, malgré une légère baisse en 2013.

Les marges bénéficiaires des établissements de services alimentaires et des débits de boissons ont généralement connu une croissance au cours de la dernière décennie, passant d'un creux de 1,7 % en 2000 à 3,9 % en 2006, pour atteindre un pic de 4,2 % en 2012.

Graphique E2.7
Marge bénéficiaire des établissements de services alimentaires et de débits de boissons, 1999-2015



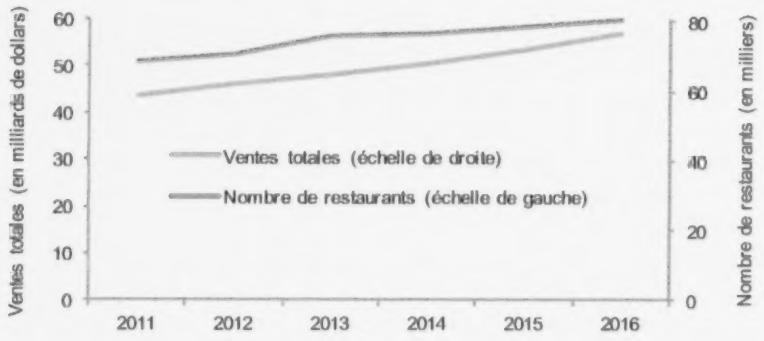
Source : Statistique Canada.

La restructuration du secteur a également entraîné une diminution du nombre de restaurants, mais une augmentation de leurs ventes au fil du temps.

Les ventes totales des restaurants étaient évaluées à 57,1 milliards de dollars en 2016, soit une hausse de 6,6 % par rapport à l'année précédente.

Entre 2011 et 2016, les ventes totales des restaurants ont connu une hausse de 30,7 %, tandis que celles des détaillants en alimentation ont augmenté de 7,7 %. Durant la même période, le nombre de restaurants a augmenté de 17 %, tandis que le nombre de magasins d'alimentation a diminué de 2,3 %.

Graphique E2.8
Nombre de restaurants* et ventes totales, 2011-2016

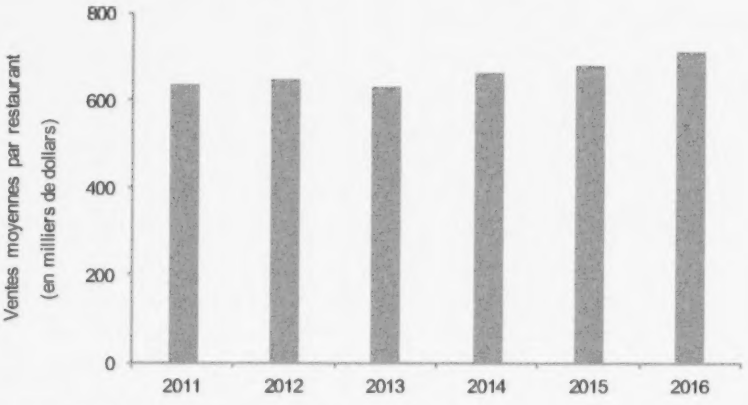


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
*Y compris les restaurants à service complet et les établissements de restauration à service restreint.

Les ventes moyennes des restaurants ont augmenté de 11,7 % entre 2011 et 2016, notamment en raison d'une croissance plus rapide des ventes que du nombre d'établissements.

Les ventes moyennes des restaurants sont demeurées stables entre 2011 et 2013. Elles ont par la suite connu une hausse de 4,7 % entre 2013 et 2014, tandis que le nombre de restaurants a augmenté de 0,5 %. Les ventes moyennes des restaurants ont ensuite connu une nouvelle hausse de 4,7 % entre 2015 et 2016.

Graphique E2.9
Ventes moyennes par restaurant*, 2011-2016



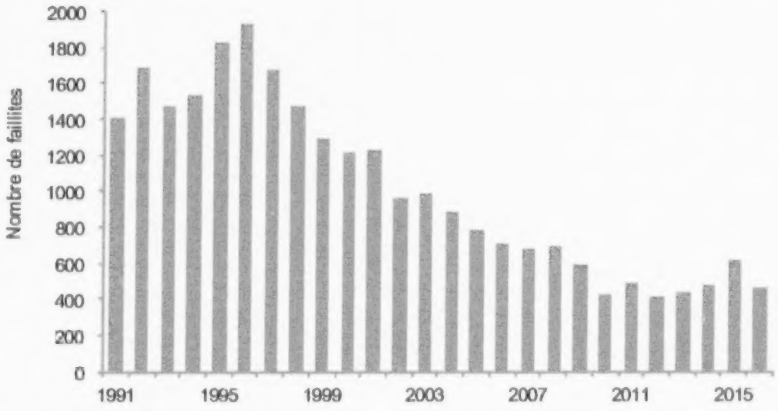
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
*Y compris les restaurants à service complet et les établissements de restauration à service restreint.

La tendance à la restructuration a notamment entraîné un taux de faillite des restaurants historiquement bas dans les dernières années.

Les faillites des restaurants étaient à la baisse en 2016 et demeurent à des niveaux historiquement bas.

Le nombre de faillites de restaurants commerciaux est passé d'un pic de 1 933 en 1996 à un creux record de 415 en 2012. Entre 2015 et 2016, le nombre de faillites a diminué de 3,6 %, pour s'établir à 459. Ce nombre est inférieur à la moyenne annuelle de 476 entre 2010 et 2015.

Graphique E2.10
Faillites de restaurants commerciaux, 1991-2016



Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires. Quarterly InfoStats et Industrie Canada, Bureau du surintendant.

SECTION F

Dépenses alimentaires des ménages, prix des aliments et modes de consommation alimentaire

SECTION F

Dépenses alimentaires des ménages, prix des aliments et modes de consommation alimentaire

Introduction :

Les dépenses alimentaires, tant au magasin qu'au restaurant, se sont accrues en 2016, mais beaucoup moins qu'en 2015. L'inflation des prix au détail des aliments a augmenté, mais, pour la première fois depuis 2010, elle était inférieure au taux d'inflation de l'ensemble de l'économie.

Les dépenses alimentaires des ménages canadiens, en pourcentage des dépenses totales des ménages, demeurent faibles par rapport à la plupart des autres pays développés.

À l'épicerie, au-delà des aliments de première nécessité, les consommateurs canadiens recherchent toujours des produits offrant des attributs qui reflètent leurs préférences et leurs valeurs.

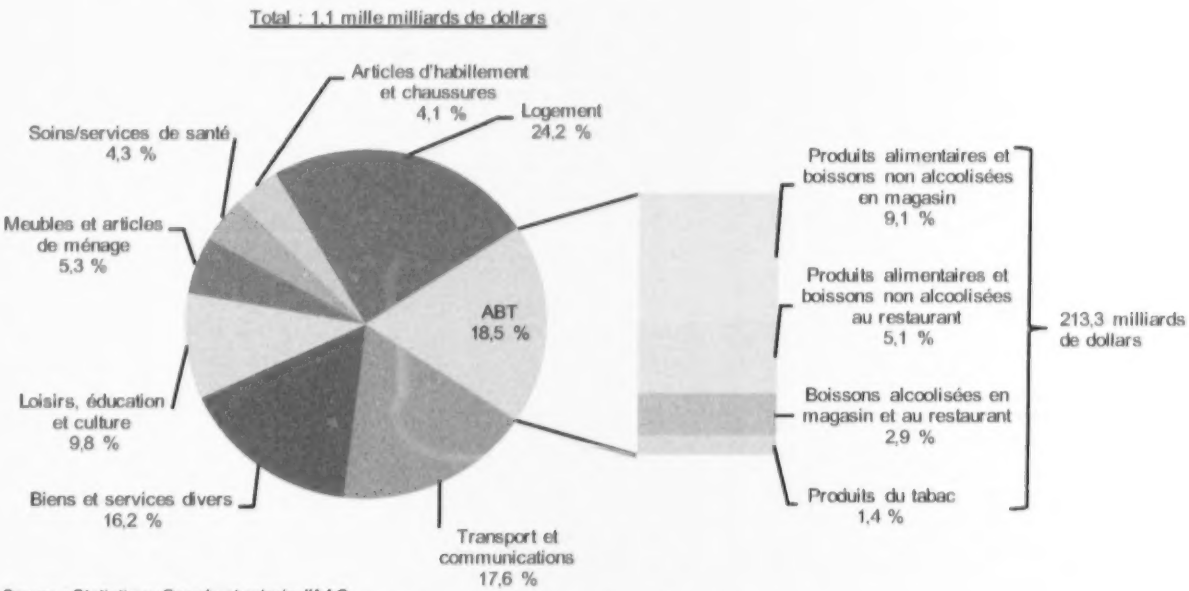
En 2016, les dépenses des ménages pour les produits alimentaires, les boissons et le tabac ont représenté la deuxième catégorie de dépenses en importance.

Les dépenses des ménages canadiens consacrées aux produits alimentaires, aux boissons et au tabac (ABT) ont représenté une part de 18,5 %, soit 213,3 milliards de dollars, des dépenses totales des ménages canadiens en biens et services en 2016 (1,1 mille milliards de dollars). Cette part de 18,5 % est supérieure à celle de l'année précédente (18,4 %).

Sur le total dépensé en biens et services, les aliments et les boissons non alcoolisées achetées dans les magasins ont représenté 9,1 %, soit 105,5 milliards de dollars, en 2016. En 2015, les aliments et les boissons non alcoolisées achetés dans les magasins représentaient 9,2 %, soit 102,2 milliards de dollars. Les dépenses consacrées aux aliments achetés dans les restaurants représentaient 5,1 %, soit 58,6 milliards de dollars, en 2016. Les dépenses consacrées aux boissons alcoolisées et aux produits du tabac ont respectivement représenté 2,9 % et 1,4 % en 2016, pour un total de 49,3 milliards de dollars.

La plus grande dépense des ménages en 2016 fut le logement, représentant 278,6 milliards de dollars, soit 24,2 % de toutes les dépenses en biens et services. Les autres catégories qui ont représenté des parts importantes des dépenses des ménages ont été le transport et les communications (17,6 %); les biens et services divers (16,2 %); et les loisirs, l'éducation et la culture (9,8 %).

Graphique F.1
Répartition des dépenses des ménages en biens et en services, 2016



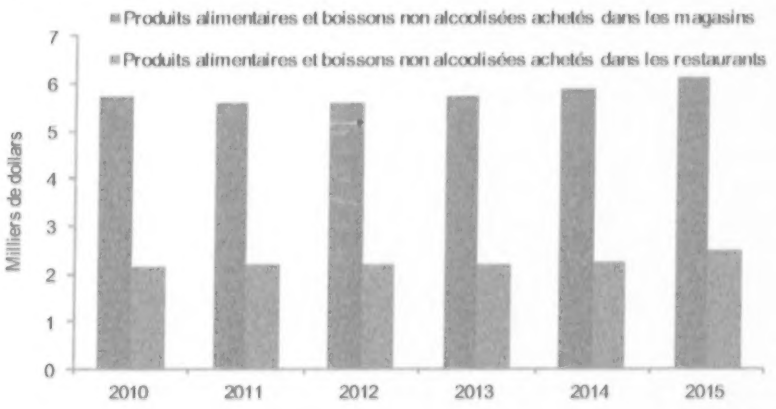
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Les pourcentages ne totaliseront peut-être pas 100 % en raison de l'arrondissement.

Les ménages canadiens répartissent leurs dépenses en aliments et boissons dans un large éventail de produits alimentaires.

Les dépenses moyennes consacrées aux aliments et aux boissons non alcoolisées par les ménages ont augmenté de 9,9 %, passant de 7 850 $ en 2010 à 8 629 $ en 2015.

Les dépenses moyennes des ménages pour les aliments et les boissons non alcoolisées provenant des magasins sont passées de 5 709 $ en 2010 à 6 126 $ en 2015, soit une augmentation de 7,3 %. Les dépenses moyennes des ménages sur les aliments provenant des restaurants ont augmenté de 16,9 %, passant de 2 141 $ en 2010 à 2 502 $ en 2015.

Graphique F.2
Dépenses moyennes des ménages canadiens en produits alimentaires et en boissons non alcoolisées dans les magasins et les restaurants, 2010-2015



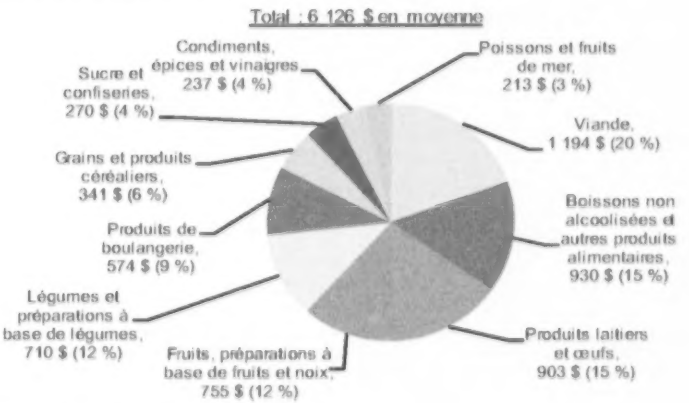
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les dépenses en aliments et en boissons non alcoolisées achetés dans les magasins correspondent en moyenne à 6 126 $ par ménage en 2015, soit une augmentation de 4,2 % par rapport à 2014. Plus des deux tiers de la moyenne des dépenses alimentaires totales des ménages vont à des achats dans les magasins (71 %).

La part la plus grande des dépenses alimentaires effectuées dans les magasins correspondait à des achats de viande (20 %). Au deuxième rang viennent les boissons non alcoolisées et d'autres produits alimentaires (15 %), comme les huiles, les graisses et les mets préparés; puis viennent les produits laitiers et les œufs (15 %).

La part des dépenses alimentaires faites en magasin a été la plus faible pour les poissons et les fruits de mer (3 %), les condiments, les épices et les vinaigres (4 %) et le sucre et la confiserie (4 %).

Graphique F.3
Valeur moyenne et répartition des dépenses des ménages canadiens en produits alimentaires et en boissons non alcoolisées dans les magasins, 2015



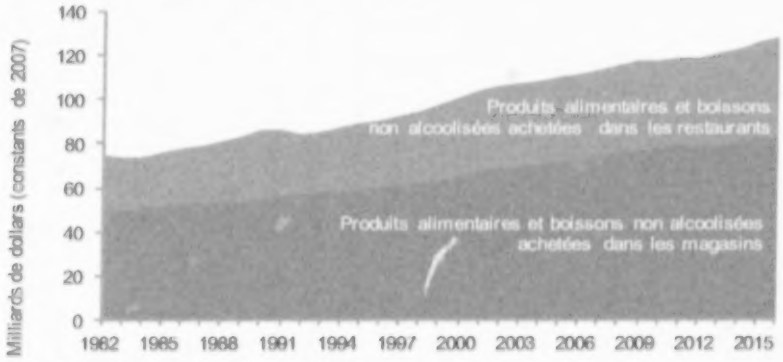
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les dépenses en aliments et en boissons non alcoolisées ont augmenté légèrement en 2016, mais représentent encore une faible proportion des dépenses totales des ménages.

Les dépenses réelles (ajustées en fonction de l'inflation) sur les aliments et les boissons non alcoolisées ont augmenté de 1,6 %, passant de 125,7 milliards de dollars en 2015 à 127,7 milliards de dollars en 2016.

Les dépenses réelles des ménages consacrées aux aliments et aux boissons non alcoolisées provenant des magasins sont passées d'environ 81,5 milliards de dollars en 2015 à 82,3 milliards de dollars en 2016, une hausse de 0,9 %. Les dépenses réelles des ménages consacrées aux aliments et aux boissons non alcoolisées provenant des restaurants, en revanche, ont augmenté de 2,8 %, passant de 44,2 milliards de dollars en 2015 à 45,4 milliards de dollars en 2016.

Graphique F.4
Dépenses réelles des ménages en produits alimentaires et en boissons alcoolisées, 1982-2016



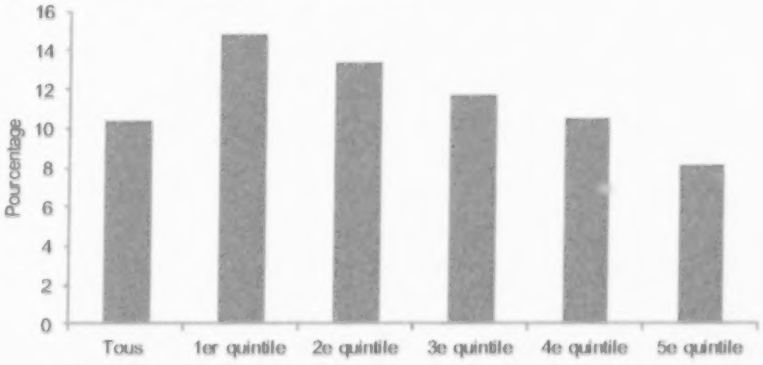
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Ne comprennent pas les dépenses en boissons alcoolisées et en produits du tabac.

Bien que les dépenses réelles des ménages pour les aliments et les boissons non alcoolisées aient augmenté au cours des 34 dernières années, la part qu'elles représentent est demeurée relativement constante. Depuis 1982, les Canadiens ont constamment consacré environ un tiers (34 %) de leurs dépenses alimentaires annuelles aux aliments et aux boissons non alcoolisées provenant des restaurants, et deux tiers (66 %) pour les produits de même catégorie qui sont vendus dans les magasins.

Sur le total des dépenses moyennes des ménages consacrées aux biens et aux services en 2015, les dépenses en aliments et en boissons non alcoolisées représentaient 10,4 %.

Cependant, les chiffres varient selon le quintile de revenus. Les aliments et les boissons non alcoolisées ont représenté 8,1 % des dépenses moyennes sur les biens et les services pour les 20,0 % des ménages canadiens faisant partie du quintile supérieur (cinquième quintile) et 14,8 % pour les ménages dont les revenus sont les plus bas (premier quintile).

Graphique F.5
Part moyenne des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées dans les dépenses des ménages par quintile de revenu au Canada, 2015



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Ne comprennent pas les dépenses en boissons alcoolisées et en produits du tabac.

Au Canada, les dépenses des ménages consacrées aux aliments et aux boissons non alcoolisées provenant des magasins se comparent bien avec celles des pays de l'OCDE.

Les ménages canadiens ont consacré une part plus petite de leurs dépenses pour les aliments et les boissons non alcoolisées provenant des magasins en 2015 comparativement à de nombreux autres pays de l'OCDE.

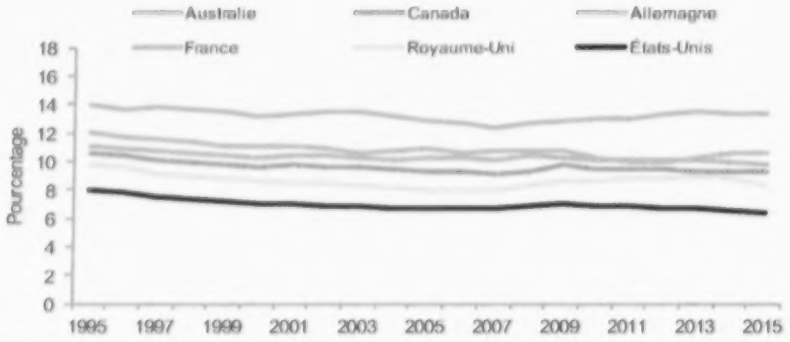
Au cours des 20 dernières années, 10 % des dépenses des ménages en moyenne ont été consacrées à des aliments et à des boissons non alcoolisées provenant des magasins.

Parmi les pays sélectionnés de l'OCDE en 2015, les ménages en France ont consacré la majeure partie (13,3 %) de leurs dépenses aux aliments et aux boissons non alcoolisées provenant de magasins, suivie de l'Allemagne (10,5 %), de l'Australie (9,8 %), du Canada (9,3 %) et du Royaume-Uni (8,4 %). Les ménages aux États-Unis ont consacré la part la plus petite de leurs dépenses aux aliments et aux boissons non alcoolisées provenant de magasins (6,4 %).

Toutefois, il est important de noter que les consommateurs budgètent leurs dépenses différemment dans les pays de l'OCDE sélectionnés pour la comparaison. Par conséquent, on doit s'attendre à ce que la part des dépenses des ménages consacrée à l'épicerie connaisse des variations attribuables à la disponibilité relative des biens et des services et aux différences culturelles.

En moyenne cependant, les ménages dans les pays développés ont un niveau de vie élevé et consacrent un pourcentage relativement faible de leurs dépenses à l'alimentation.

Graphique F.6
Dépenses des ménages en produits alimentaires et en boissons non alcoolisées dans les magasins dans certains pays de l'OCDE, 1995-2015



Source : OCDE.
Remarque : Ne comprend pas les dépenses en produits alimentaires ni en boissons non alcoolisées dans les restaurants.

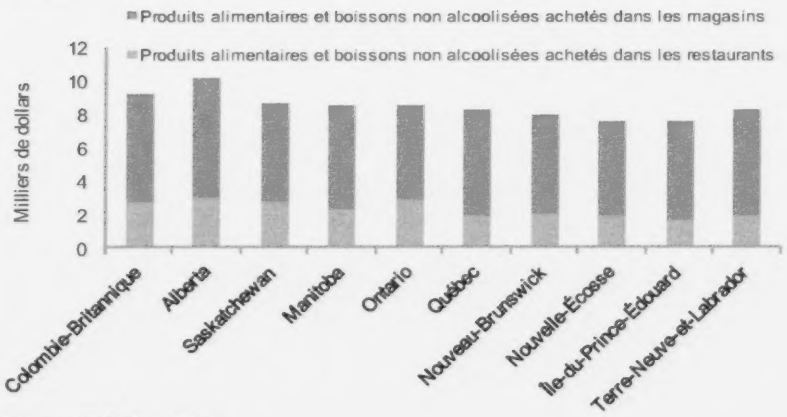
Les dépenses moyennes des ménages en aliments et en boissons non alcoolisées varient considérablement d'une province à l'autre.

Les ménages canadiens ont dépensé en moyenne 8 629 $ en aliments et en boissons non alcoolisées en 2015.

Ce sont les ménages albertains qui ont dépensé le plus en aliments en 2015, y consacrant en moyenne 10 171 $, suivis des habitants de la Colombie-Britannique (9 168 $). Les ménages de la Nouvelle-Écosse avaient les dépenses moyennes les plus faibles (7 478 $ en 2015), suivi par l'Île-du-Prince-Édouard (7 546 $) et le Nouveau-Brunswick (8 011 $).

Il existe des variations entre les provinces pour les achats alimentaires effectués en magasin par rapport aux repas au restaurant. En 2015, les ménages en Alberta et en Ontario ont consacré une part plus grande de leurs dépenses alimentaires sur des repas pris au restaurant que dans toute autre province. C'est dans le Canada atlantique que les ménages ont dépensé le moins pour des repas pris au restaurant.

Graphique F.7
Valeur moyenne des dépenses des ménages en produits alimentaires et en boissons non alcoolisées par province, 2015



Source : Statistique Canada.

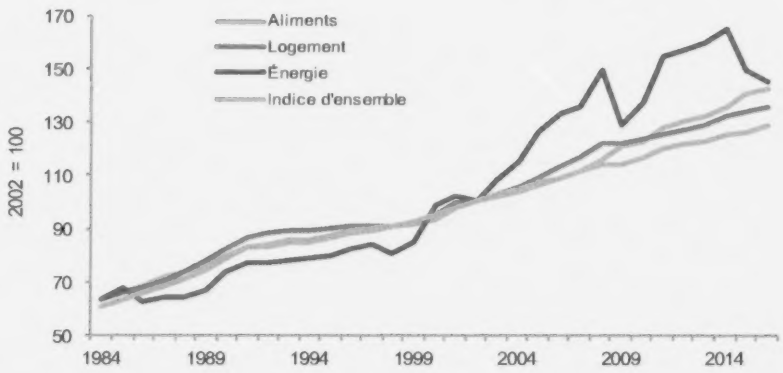
L'inflation des prix des produits alimentaires au détail a légèrement augmenté au Canada en 2016, mais moins que durant les années précédentes.

Les taux d'inflation des prix de détail pour l'alimentation, le logement et l'énergie ont légèrement augmenté en 2016. Cela a contribué à une hausse de l'inflation globale des prix de 1,4 % en 2016, supérieure à celle de 1,1 % en 2015.

Toutefois, le taux d'inflation des prix de détail pour les aliments a été inférieur à celui du logement, mais plus élevé que celui de l'énergie. En 2016, les prix des denrées alimentaires au détail ont augmenté de 1,5 %, après avoir augmenté de 3,7 % en 2015. Les prix de l'énergie ont diminué de 3,0 % en 2016, après avoir diminué de 9,6 % l'année précédente. Le coût du logement a augmenté de 1,6 % en 2016.

Au cours de la dernière décennie, l'inflation des prix de détail pour l'alimentation a généralement suivi le taux d'inflation dans son ensemble et a beaucoup moins fluctué que celle de l'énergie.

Graphique F.8
Indices des prix à la consommation (IPC) pour les aliments, le logement, l'énergie et indice d'ensemble, 1984-2016



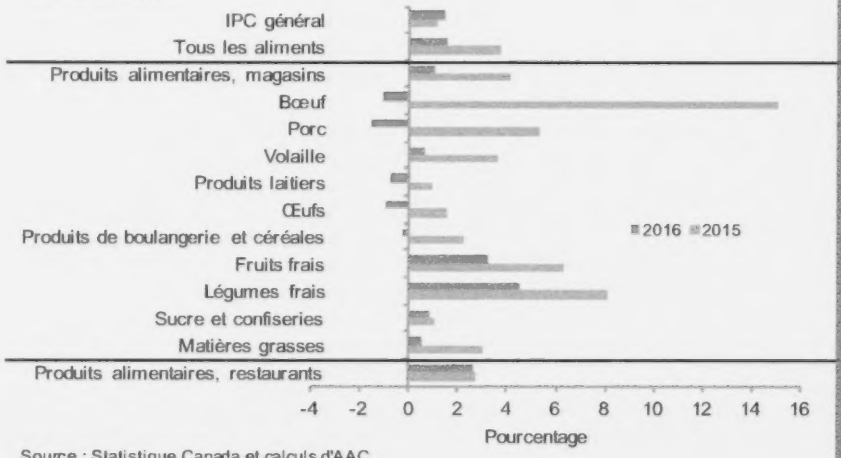
Source : Statistique Canada.

Les hausses des prix des produits au détail ont été atténuées en partie par la baisse des prix du porc (-1,6 %) et du bœuf (-1,1 %) en 2016.

En plus du bœuf et du porc, les prix de détail des produits laitiers, des œufs et des produits de boulangerie et de céréales ont diminué en 2016 par rapport à 2015. Cependant, les prix de détail des fruits et légumes frais ont augmenté en 2016, mais à un taux nettement inférieur à celui de 2015.

Les prix ont augmenté plus rapidement pour les aliments provenant des restaurants (2,6 %) que pour les aliments des magasins (1,0 %) en 2016.

Graphique F.9
Inflation des prix de détail des aliments au Canada par catégorie, 2015 et 2016



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

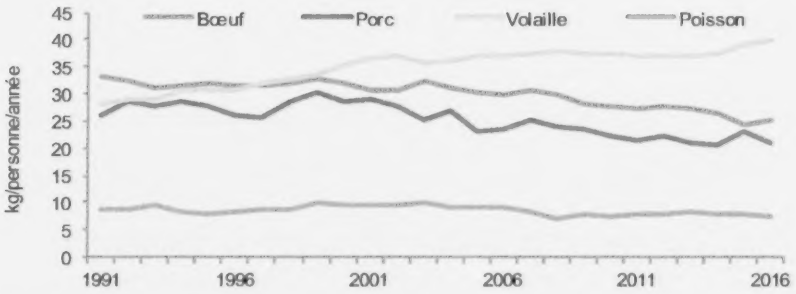
La disponibilité des viandes rouges et des produits laitiers au Canada a diminué légèrement avec le temps, tandis que celle de la volaille a continué d'augmenter.

La disponibilité alimentaire sert d'approximation de la consommation et représente la quantité totale d'aliments offerts à la consommation humaine dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

La disponibilité du bœuf a inversé sa récente tendance à la baisse et a augmenté de 2,8 %, atteignant 25,0 kg par personne en 2016. La disponibilité du porc a tendance à diminuer après avoir rebondi en 2015. Elle a diminué de 9,2 % pour atteindre 20,9 kg par personne en 2016.

La disponibilité de la volaille a dépassé celle du bœuf, du porc et du poisson depuis 1997. La quantité offerte par habitant a atteint 39,9 kg par personne en 2016, une augmentation de 1,9 % par rapport l'année précédente.

Graphique F.10
Disponibilité du bœuf, du porc, de la volaille et du poisson estimée par habitant, 1991-2016



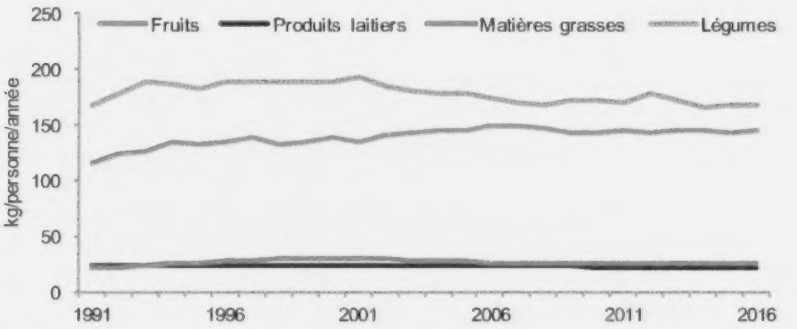
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Représente les aliments offerts à la consommation et non pas les quantités réelles d'aliments consommés. Les données ne tiennent pas compte des pertes, comme le gaspillage et l'altération des aliments dans les magasins, les foyers, les établissements privés ou les restaurants ni des pertes pendant la préparation des aliments.

En 2016, la disponibilité des produits de fruits, des produits laitiers et des graisses et huiles a augmenté, tandis que la disponibilité des produits de légumes a légèrement diminué.

La disponibilité des produits de fruits a augmenté de 1,0 % pour s'établir à 143,8 kg par personne en 2016.

La disponibilité des produits laitiers a augmenté de 0,9 % (21,6 kg par personne), tandis que celle des graisses et des huiles a augmenté de 1,9 % (25,4 kg par personne). La disponibilité des produits de légumes a diminué de 0,9 % en 2016 pour atteindre 166,4 kg par personne et a généralement diminué au cours des 10 dernières années.

Graphique F.11
Disponibilité des produits laitiers, des fruits, des légumes et des matières grasses estimée par habitant, 1991-2016



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Représente les aliments offerts à la consommation et non pas les quantités réelles d'aliments consommés. Ne tient pas compte des pertes dues au gaspillage et à la détérioration dans les magasins, les ménages, les établissements privés ou les restaurants ni des pertes au cours de la préparation.

SECTION G

Dépenses publiques et soutien de l'État

SECTION G

Dépenses publiques et soutien de l'État

Introduction :

Les dépenses publiques (fédérales et provinciales) correspondent aux montants que les gouvernements dépensent pour le secteur agricole et agroalimentaire. Elles couvrent une vaste gamme d'activités comme les paiements de programme versés aux producteurs, la recherche, l'innovation, les mesures de sécurité et de contrôle, le développement rural et le développement des marchés. Ces dépenses varient grandement d'une province à l'autre.

Bien que les dépenses publiques aient diminué au cours des dernières décennies, elles demeurent historiquement élevées. Exprimées en dollars, les dépenses publiques à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire devraient atteindre 5,4 milliards de dollars en 2016-17. Cela devrait correspondre à 24,2 % du PIB agricole pour ce même exercice.

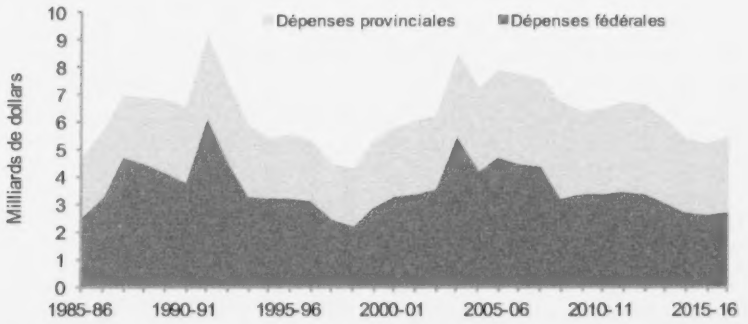
Les politiques agricoles au Canada et ailleurs dans le monde ont évolué au fil des ans et des modifications ont été apportées afin de réduire ce soutien, mais aussi d'en changer la nature.

Les dépenses publiques à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire ont diminué lentement après avoir atteint un sommet en 2003-2004.

Au cours des trois dernières décennies, le gouvernement fédéral a dépensé, en moyenne, 3,6 milliards de dollars par an pour soutenir le secteur agricole et agroalimentaire. Les gouvernements provinciaux, quant à eux, ont dépensé en moyenne 2,7 milliards de dollars par an sur la même période.

Les dépenses publiques ont suivi une tendance à la baisse depuis 2003-2004. Cependant, les dépenses des gouvernements fédéral et provinciaux devraient légèrement augmenter en 2016-2017. La part du gouvernement fédéral devrait diminuer et passer de 50,5 % en 2015-2016 à 49,3 % en 2016-2017, ce qui est bien inférieur à la moyenne des trois dernières décennies (56,9 %).

Graphique G.1
Dépenses publiques totales (fédérales et provinciales) à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, 1985-1986 à 2016-2017

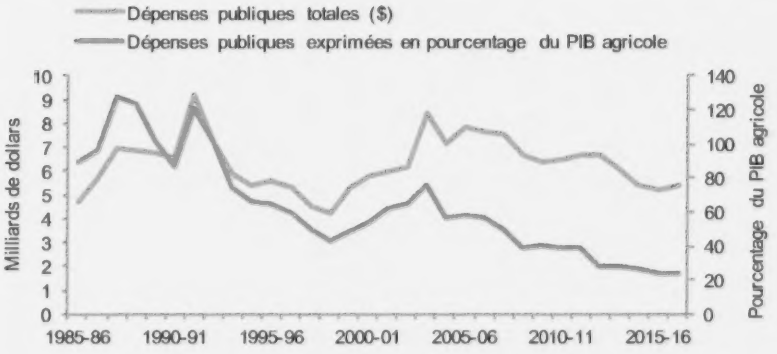


Source : AAC.
Remarque : Les données de 2016-17 sont des estimations.

Les dépenses publiques à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire devraient atteindre 5,4 milliards de dollars en 2016-2017, soit 24,2 % du PIB agricole.

Durant la majeure partie des années 1990, les dépenses publiques ont fléchi, tant en valeur qu'en pourcentage du PIB agricole. Toutefois, ces deux indicateurs ont commencé à croître en 1998-1999, pour atteindre un sommet en 2003-2004 découlant de la mise en place des programmes en réaction à la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) de 2003. Depuis 2003, les dépenses publiques en dollars et en pourcentage du PIB agricole ont suivi une tendance à la baisse.

Graphique G.2
Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, et exprimées en pourcentage du PIB agricole, 1985-1986 à 2016-2017



Source : AAC.
Remarque : Les données de 2016-17 sont des estimations.

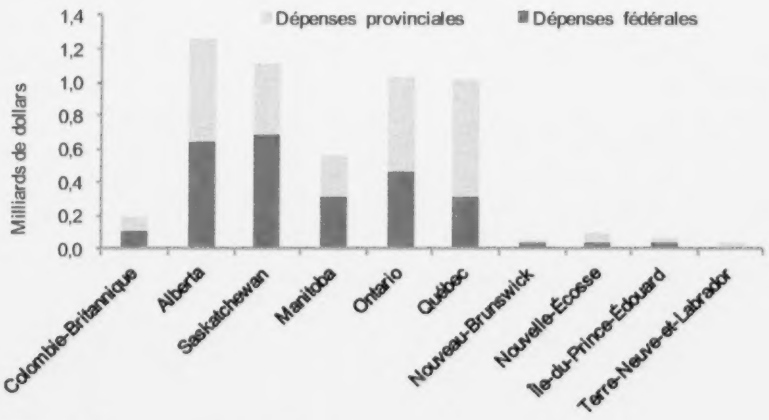
Les dépenses publiques à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire varient considérablement selon la province.

Au cours de l'exercice 2016-17, les dépenses publiques totales pour soutenir le secteur agricole et agroalimentaire ont varié de 32 millions de dollars à Terre-Neuve-et-Labrador à presque 1,3 milliard de dollars en Alberta.

La part du gouvernement fédéral est plus élevée que celle du gouvernement provincial en Colombie-Britannique, en Saskatchewan, au Manitoba, au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard.

La Saskatchewan a la plus forte proportion de dépenses fédérales par rapport aux dépenses totales (61,8 %), alors que Terre-Neuve-et-Labrador a la proportion la plus élevée de dépenses provinciales (69,5 %).

Graphique G.3
Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire par province, 2016-2017

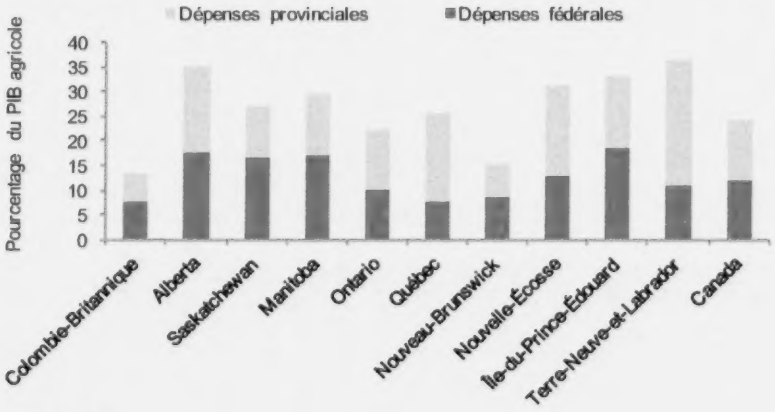


Source : AAC.
Remarque : Les données de 2016-2017 sont des estimations.

Les dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, exprimées en pourcentage du PIB agricole, varient d'une province à l'autre.

Les dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, exprimées en pourcentage du PIB agricole, étaient les plus basses en Colombie-Britannique (13,2 %) et les plus élevées à Terre-Neuve-et-Labrador (36,5 %), en 2016-17.

Graphique G.4
Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, exprimées en pourcentage du PIB agricole, pour le Canada et par province, 2016-2017



Source : AAC.
Remarque : Les données de 2016-2017 sont des estimations.

Les paiements de programmes versés aux producteurs représentent la majeure partie des dépenses publiques à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire.

Pour l'exercice 2016-2017, les paiements de programmes aux producteurs sont estimés à plus d'un milliard de dollars, gouvernements fédéral et provinciaux confondus. Cela représente 39,2 % des dépenses publiques totales.

En ce qui concerne le gouvernement fédéral, les dépenses relatives aux mesures de sécurité et de contrôle, et celles portant sur la recherche et l'innovation occupent les deuxième et troisième places (1,2 milliard de dollars).

La répartition des dépenses provinciales diffère de celle au niveau fédéral. D'autres dépenses, notamment au niveau des taxes, en vulgarisation et en éducation, ont été mineures pour le gouvernement fédéral (69 millions de dollars), mais bien plus importantes pour les provinces (771 millions de dollars).

Graphique G.5
Dépenses publiques fédérales et provinciales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire par grande catégorie, 2016-2017

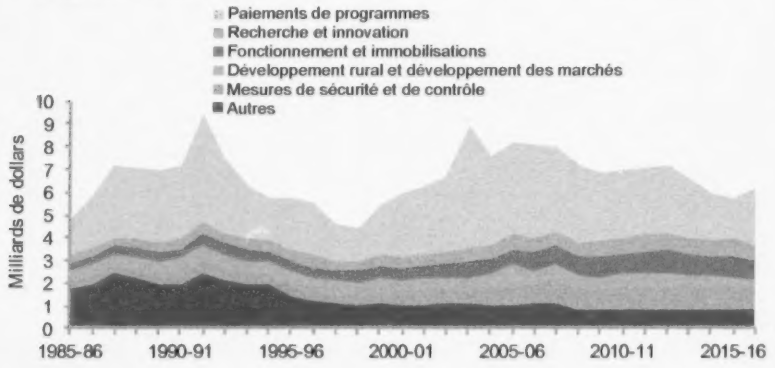
Source : AAC.
Remarque : Les données de 2016-2017 sont des estimations.

Les paiements de programmes continuent de représenter la part la plus importante du soutien au secteur agricole et agroalimentaire, même si la répartition de ce soutien a évolué au fil du temps.

Les parts les plus importantes des dépenses en 2016-2017 sont attribuables aux paiements de programmes (39,2 %) et aux mesures de sécurité et de contrôle (15,1 %).

Le montant et la part des dépenses relatives aux paiements de programmes devraient augmenter en 2016-2017, mais ils devraient baisser pour les mesures de sécurité et de contrôle.

Graphique G.6
Dépenses publiques fédérales et provinciales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire par grande catégorie, 1985-1986 à 2016-2017



Source : AAC.
Remarque : Les données de 2016-2017 sont des estimations.

Exprimées en dollars, les dépenses publiques canadiennes consacrées à la recherche ont augmenté au fil du temps, mais leur pourcentage par rapport aux recettes agricoles brutes a diminué.

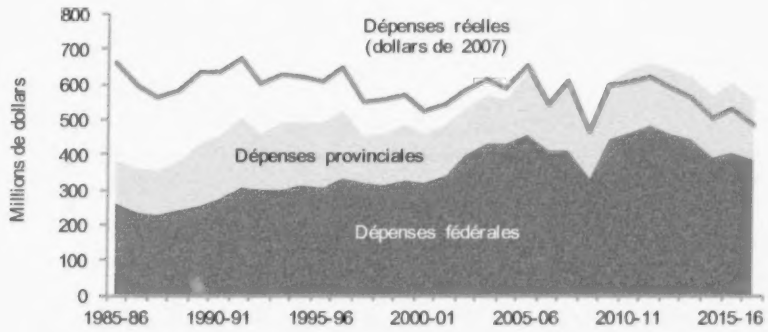
Le financement public de la recherche à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire est estimé à 557 millions de dollars pour l'exercice 2016-2017.

Les dépenses fédérales pour la recherche devraient diminuer et passer de 404,5 millions de dollars en 2015-2016 à 387,7 millions de dollars en 2016-2017. Les dépenses provinciales devraient également baisser et passer de 195,2 millions de dollars à 169,6 millions de dollars.

En dollars constants de 2007, les dépenses publiques totales pour la recherche ont suivi une tendance à la baisse entre 2012-2013 et 2016-2017, passant de 590,2 millions de dollars à 483,8 millions de dollars.

La part du gouvernement fédéral a constamment été plus importante que celle des provinces pour le financement de la recherche, avec des moyennes respectives de 69 % et 31 % entre 1985-1986 et 2016-2017.

Graphique G.7
Dépenses publiques consacrées à la R et D à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, Canada, 1985-1986 à 2016-2017

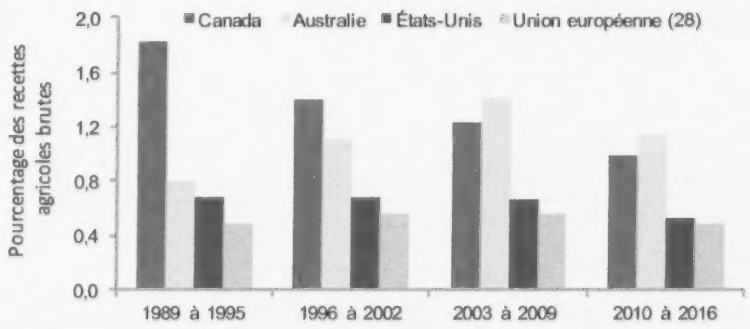


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarques : 1) Les données de 2016-2017 sont des estimations. 2) Les dépenses publiques réelles consacrées à la R et D dans dans le secteur agricole et agroalimentaire sont exprimées en dollars de 2007.

Le pourcentage des dépenses publiques canadiennes en recherche et développement (R et D) pour le secteur agricole par rapport aux recettes agricoles brutes a continué à diminuer. Il est actuellement plus bas que celui de l'Australie, mais plus élevé que celui des États-Unis et de l'Union européenne (28).

Entre 2010 et 2016, les dépenses publiques du Canada en R et D ont représenté en moyenne 1,0 % des recettes agricoles brutes, ce qui est un recul par rapport à la moyenne de 1,2 % enregistrée entre 2003 et 2009.

Graphique G.8
Dépenses publiques en R et D à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire en pourcentage des recettes agricoles brutes dans certains pays, 1989 à 2016



Source : OCDE.
Remarque : Dans ce tableau, la sous-catégorie H1 (création de connaissances dans le secteur agricole) de l'Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) est utilisée.

Le soutien total aux producteurs canadiens a diminué au cours des dernières années, en partie en raison du prix plus élevé des produits agricoles.

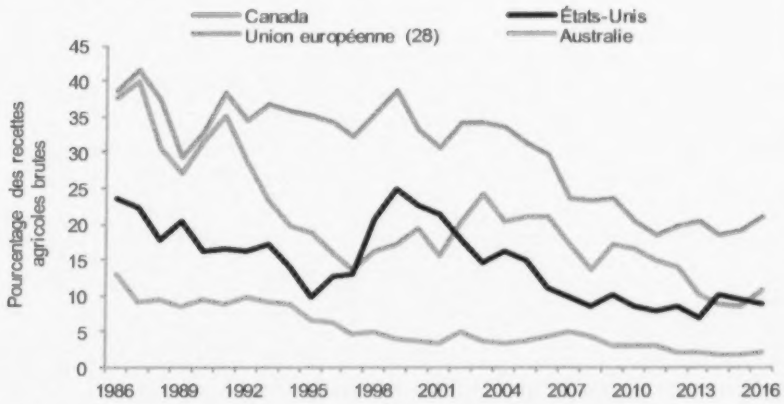
En 2016, l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) au Canada correspondait à 11 % des recettes agricoles brutes.

L'ESP correspond à la somme des transferts qui découlent de politiques octroyant des paiements aux producteurs (transferts budgétaires) ou assurant le maintien des prix des produits agricoles sur le marché national à des niveaux supérieurs à ceux de l'étranger (soutien des prix du marché ou SPM).

Les réformes des politiques et des prix mondiaux élevés ont entraîné une baisse de l'ESP au Canada, en Australie, dans l'Union européenne et aux États-Unis entre 1986 et 2016.

En 2015, l'ESP au Canada atteignait son plus bas niveau exprimé en pourcentage des recettes agricoles brutes. Elle était même inférieure à celle des États-Unis (10 %). Elle a augmenté au Canada en 2016 (11 %), et a dépassé de nouveau celle des États-Unis (9 %).

Graphique G.9
Pourcentage de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) dans certains pays, 1986-2016



Source : OCDE.

Le soutien total aux producteurs canadiens a diminué au cours des dernières années, en partie en raison du prix plus élevé des produits agricoles.

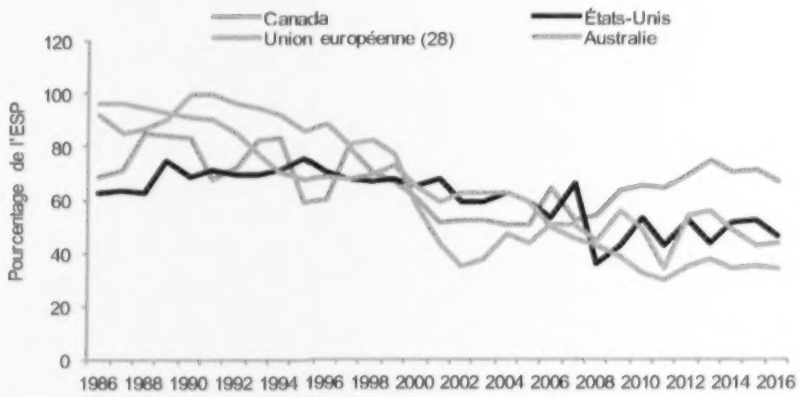
Le soutien pouvant créer le plus de distorsions en matière de production et de commerce demeure un important élément de soutien aux producteurs dans certains pays de l'OCDE.

Le soutien pouvant créer le plus de distorsions découle de politiques susceptibles d'influencer les décisions des producteurs quant à ce qu'ils produisent.

Même si les niveaux de soutien agricole dans certains pays de l'OCDE ont diminué au fil du temps, le soutien pouvant créer le plus de distorsions représentait, en 2016, toujours 67 % du soutien aux producteurs au Canada, 34 % dans l'Union européenne (28), 46 % aux États-Unis et 44 % en Australie.

Au Canada, le soutien des prix du marché (SPM) pour les producteurs laitiers est le principal élément de ce type de soutien. Ce dernier a tendance à diminuer dans l'Union européenne (28) en raison de la réduction des prix de soutien.

Graphique G.10
Soutien pouvant créer le plus de distorsions dans certains pays de l'OCDE, 1986-2016



Source : OCDE.

Bien que l'Union européenne (28) et les États-Unis aient connu un véritable changement quant au soutien pouvant créer le moins de distorsions, cette tendance ne s'est pas manifestée au Canada.

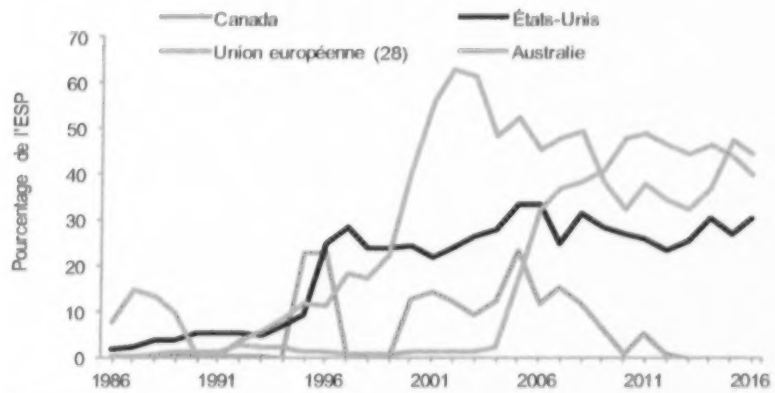
Le soutien pouvant créer le moins de distorsions a augmenté au fil du temps dans l'Union européenne (28) et aux États-Unis, mais il représente toujours moins de 50 % du soutien aux producteurs dans ces pays en 2016.

Le soutien pouvant créer le moins de distorsions est celui qui découle de politiques ayant le moins d'influence sur les décisions des producteurs, car elles ne sont pas liées à la production de produits en particulier.

Depuis 1986, le soutien pouvant créer le moins de distorsions suit une tendance à la hausse dans l'Union européenne (28) et aux États-Unis.

Le soutien créant le moins de distorsions dans l'Union européenne (28) résulte de la mise en œuvre du régime de paiement unique qui a éliminé le lien entre les subventions et la production de produits en particulier. Aux États-Unis, l'introduction en 1996 de programmes prévoyant des paiements fondés sur la production historique de l'ensemble de l'exploitation agricole explique l'augmentation du soutien pouvant créer le moins de distorsions. Il n'existe pas de véritable tendance pour ce type de soutien au Canada, car il découle uniquement de programmes ponctuels.

Graphique G.11
Soutien pouvant créer le moins de distorsions dans certains pays de l'OCDE, 1986-2016



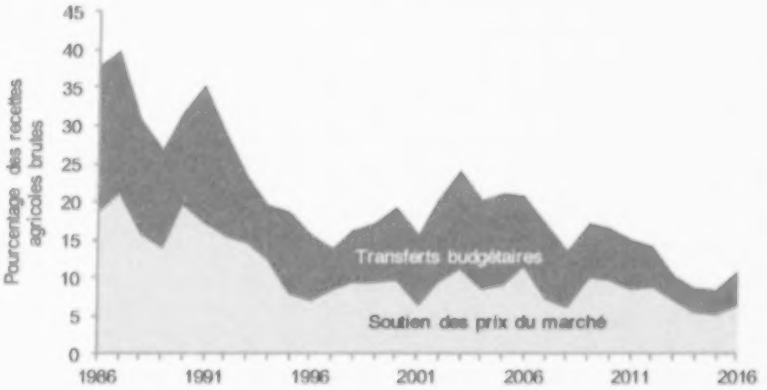
Source : OCDE.

Bien que le SPM occupe toujours une place importante au Canada, il est devenu moins important dans l'Union européenne (28).

En 2016, 60 % de l'ensemble du soutien aux producteurs au Canada était fourni sous la forme d'un soutien des prix du marché, alors que cette proportion n'était en moyenne que de 40 % entre 1986 et 2016.

L'élimination des subventions au transport accordées aux chemins de fer de même que les mesures de réduction du déficit expliquent la baisse du soutien dans les années 1990 au Canada. La diminution graduelle des transferts budgétaires en proportion des recettes agricoles brutes, au cours des dix dernières années, peut s'expliquer par les conditions favorables du marché, la réduction des paiements provenant des programmes de gestion des risques de l'entreprise et l'augmentation des recettes agricoles. Les fluctuations du SPM au cours des dernières années ont été principalement dues aux variations des prix sur les marchés national et mondial, et non pas à des politiques.

Graphique G.12
Composition du soutien aux producteurs (ESP), Canada, 1986-2016



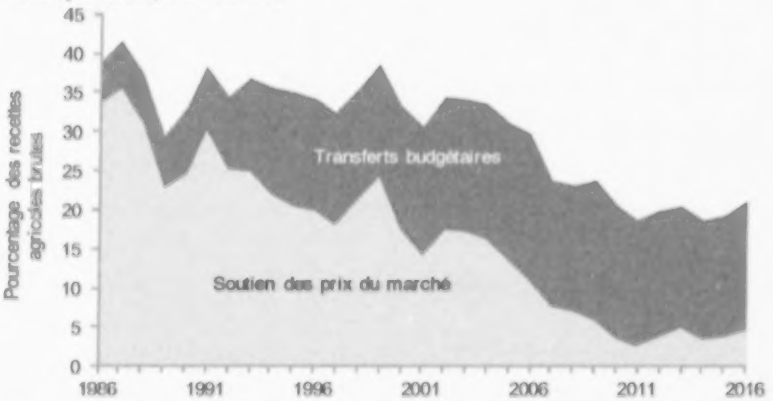
Source : OCDE.

En 2016, 78 % de l'ensemble du soutien aux producteurs dans l'Union européenne (28) provenait de transferts budgétaires, alors que cette proportion n'était en moyenne que de 50 % entre 1986 et 2016.

En 1986, 87 % de l'ensemble du soutien aux producteurs dans l'Union européenne (28) était fourni sous la forme d'un soutien des prix du marché, alors que cette proportion n'était que de 22 % en 2016.

Des réformes importantes de la Politique agricole commune (PAC) ont entraîné une augmentation des paiements aux producteurs sous la forme de transferts budgétaires et un déclin du SPM.

Graphique G.13
Composition du soutien aux producteurs (ESP), Union européenne, 1986-2016



Source : OCDE.

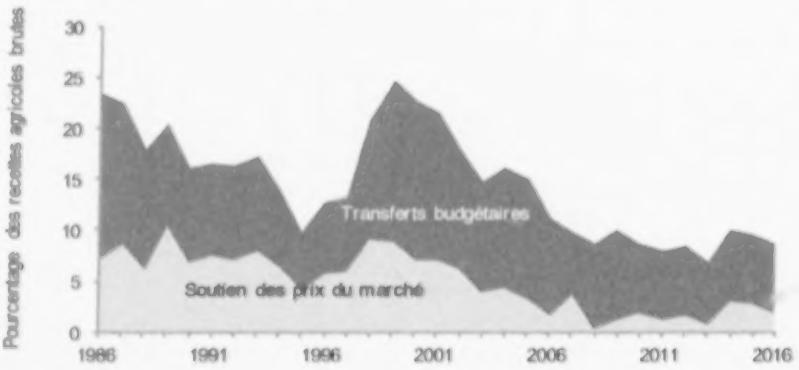
Au fil du temps, l'importance du SPM a diminué, et ce dernier ne correspond plus qu'à une très petite part du soutien total aux États-Unis et en Australie.

En 2016, 79 % de l'ensemble du soutien aux producteurs aux États-Unis provenait de transferts budgétaires, alors que cette proportion n'était en moyenne que de 69 % entre 1986 et 2016.

Aux États-Unis, tant le SPM que les transferts budgétaires, en pourcentage des recettes agricoles brutes, ont suivi une tendance à la baisse entre 1986 et 2016. Depuis 2002, la diminution de l'ESP des États-Unis est principalement attribuable aux prix plus élevés des produits agricoles dans le monde qui ont entraîné une baisse du SPM.

L'augmentation de l'ESP de 2014 en proportion des recettes agricoles brutes était due à un nouveau financement en vertu de la loi agricole américaine qui s'ajoutait aux dépenses reportées de la précédente loi.

Graphique G.14
Composition du soutien aux producteurs (ESP), États-Unis, 1986-2016



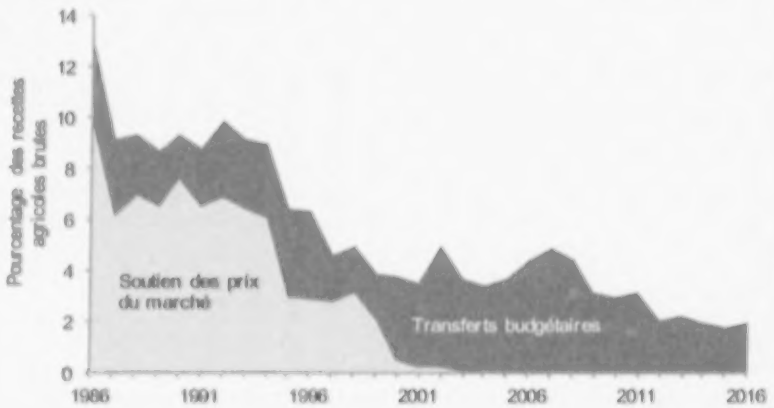
Source : OCDE.

En 2016, 100 % de l'ensemble du soutien aux producteurs en Australie provenait de transferts budgétaires, alors que cette proportion était en moyenne de 70 % entre 1986 et 2016.

Après plusieurs réformes successives dans le secteur laitier en Australie dans les années 1980 et 1990, le SPM exprimé en pourcentage des recettes agricoles brutes a diminué pour s'établir à zéro depuis 2003.

Les transferts budgétaires ont augmenté en 2007 et sont passés à 5 %, mais ils ont diminué depuis pour s'établir à 2 % en 2016. L'augmentation des transferts budgétaires peut être expliquée par la mise en place du *Dairy Structural Adjustment Package* (programme d'ajustement structurel relatif au secteur laitier) qui aide les producteurs à surmonter les baisses de revenus agricoles importantes et durables dues à des événements rares et graves.

Graphique G.15
Composition du soutien aux producteurs (ESP), Australie, 1986-2016



Source : OCDE.

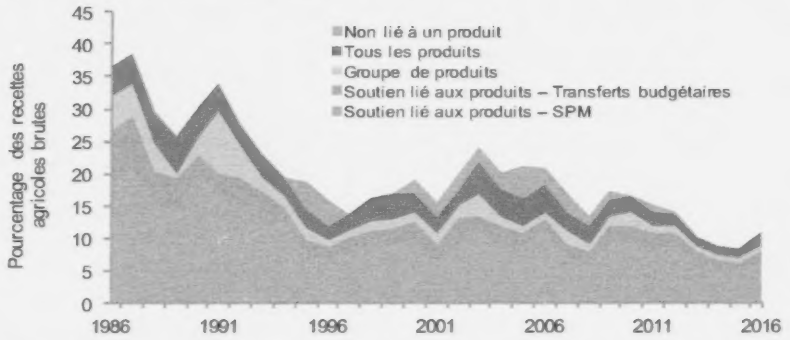
Le soutien lié à un produit a diminué au fil des ans au Canada et dans l'Union européenne. Contrairement aux producteurs canadiens, les producteurs de l'Union européenne ont reçu plus de soutien non lié à un produit au cours des dernières années.

Le soutien lié à un produit a toujours été le plus important type de soutien aux producteurs au Canada.

De 1986 à 2016, la totalité du soutien lié à un produit représentait 67 % de l'ensemble du soutien aux producteurs au Canada. Pendant la même période, le SPM représentait en moyenne 53 % de tout le soutien lié à un produit.

Depuis peu, le soutien lié à un produit provenant de transferts budgétaires découle principalement du programme Agri-protection et de certains programmes provinciaux, comme le Programme de gestion des risques de l'Ontario et l'Assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA).

Graphique G.16
Soutien du Canada aux producteurs en fonction du degré de spécificité des produits, 1986-2016



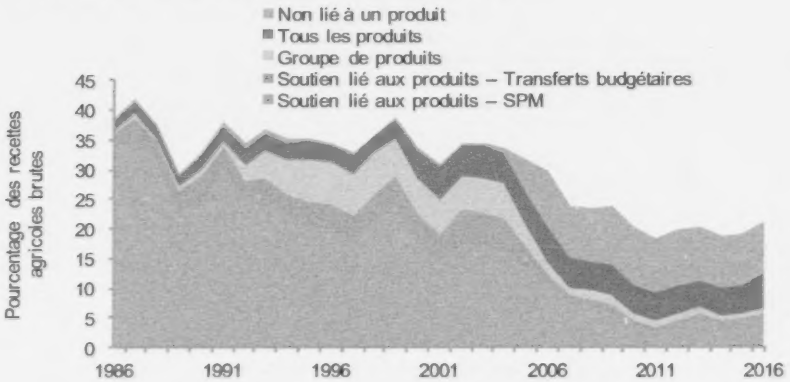
Source : OCDE.
Remarque : Les ESP peuvent être réparties en indicateurs de soutien distincts fondés sur la façon dont les paiements sont versés aux producteurs, en fonction du degré de spécificité des produits. Voir la définition de chaque indicateur dans le glossaire.

Le soutien lié à un produit a diminué au fil des ans dans l'Union européenne, alors que le soutien non lié à un produit a augmenté.

De 1986 à 2016, le soutien lié à un produit représentait en moyenne 59 % de l'ensemble du soutien aux producteurs dans l'Union européenne (28), alors que le soutien non lié à un produit représentait 40 % de l'ensemble du soutien en 2016.

La mise en œuvre du régime de paiement unique dans l'Union européenne en 2003 a entraîné un véritable changement d'un soutien lié à un produit vers un soutien non lié à un produit.

Graphique G.17
Soutien de l'Union européenne aux producteurs en fonction du degré de spécificité des produits, 1986-2016



Source : OCDE.
Remarque : Les ESP peuvent être réparties en indicateurs de soutien distincts fondés sur la façon dont les paiements sont versés aux producteurs, en fonction du degré de spécificité des produits. Voir la définition de chaque indicateur dans le glossaire.

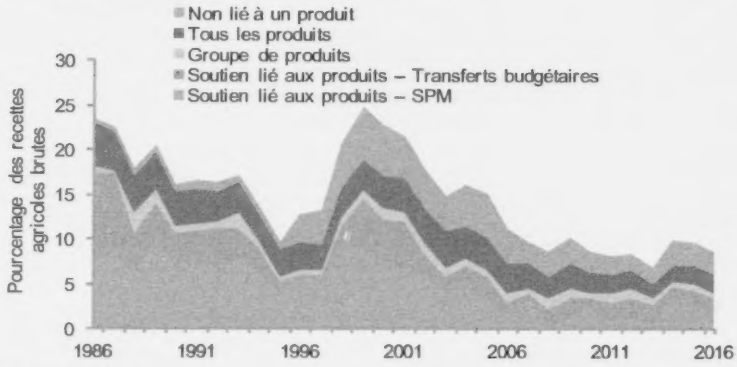
Le soutien lié à un produit a également diminué au fil du temps aux États-Unis et en Australie.

Le soutien lié à un produit et le soutien non lié à un produit sont les plus importants types de soutien aux producteurs aux États-Unis.

De 1986 à 2016, le soutien lié à un produit représentait environ 51 % de l'ensemble du soutien aux producteurs aux États-Unis, alors que le soutien non lié à un produit représentait 20 % du soutien pendant la même période. En 2016, le soutien lié et non lié à un produit représentaient respectivement 39 % et 30 % de l'ensemble du soutien. En moyenne, le soutien lié à un produit pour les céréales et les oléagineux est plus élevé aux États-Unis qu'au Canada.

Avec la mise en place des *Production Flexibility Contracts* (contrats de production flexible) en 1996, qui ont remplacé le *Deficiency Payments Program* (programme des paiements compensatoires), les États-Unis ont amorcé une transition vers un soutien non lié à un produit.

Graphique G.18
Soutien des États-Unis aux producteurs en fonction du degré de spécificité des produits, 1986-2016



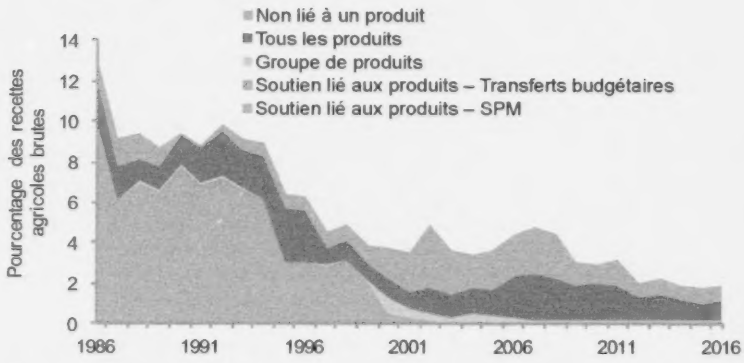
Source : OCDE.
Remarque : Les ESP peuvent être réparties en indicateurs de soutien distincts fondés sur la façon dont les paiements sont versés aux producteurs, en fonction du degré de spécificité des produits. Voir la définition de chaque indicateur dans le glossaire.

Au fil du temps, le soutien lié à un produit a diminué pour atteindre presque zéro en Australie, alors que le soutien non lié à un produit est devenu le plus important type de soutien pendant la première moitié des années 2000.

De 1986 à 2016, le soutien lié à un produit en Australie représentait en moyenne 32 % de l'ensemble du soutien aux producteurs. En 2016, le soutien non lié à un produit et le soutien lié à un produit représentaient respectivement 45 % et 2 % de l'ensemble du soutien. Au cours de la même année, le soutien associé à tous les produits représentait en moyenne 47 % de l'ensemble du soutien.

Les réformes du secteur laitier ont entraîné un changement d'un soutien lié à un produit vers un soutien non lié aux produits. Depuis 2009, le soutien à l'ensemble des produits est le plus important type de soutien en Australie.

Graphique G.19
Soutien de l'Australie aux producteurs en fonction du degré de spécificité des produits, 1986-2016



Source : OCDE.
Remarque : Les ESP peuvent être réparties en indicateurs de soutien distincts fondés sur la façon dont les paiements sont versés aux producteurs, en fonction du degré de spécificité des produits. Voir la définition de chaque indicateur dans le glossaire.

GLOSSAIRE

SECTION A1 : TENDANCES DANS LE SECTEUR AGRICOLE AU CANADA

Agriculture primaire
Ferme, ranch ou toute autre exploitation agricole (pépinières, champignonnières, parcs d'engraissement et autres) qui produit des produits agricoles en vue d'en faire la vente.

Croissance de la productivité totale des facteurs (PTF)
Il s'agit du rapport entre un indice des extrants totaux et un indice des intrants totaux. La croissance de la PTF correspond au taux d'augmentation ou de diminution de ce rapport. Dans le cas de l'agriculture au Canada, on utilise les données sur les récoltes et le bétail pour calculer l'indice des extrants, et les données sur le capital, les terres, le travail et les intrants intermédiaires servent à calculer l'indice des intrants.

Exploitant agricole
Personne chargée de prendre les décisions de gestion nécessaires au bon fonctionnement d'une exploitation agricole. Depuis le Recensement de l'agriculture de 1991, il est possible de désigner jusqu'à trois exploitants agricoles par exploitation.

Ferme constituée en société
Entité juridique commerciale distincte des personnes qui la possèdent, la gèrent ou l'exploitent. Les propriétaires ou les actionnaires ne sont pas personnellement responsables des dettes de l'entreprise, autres que la valeur de leurs investissements dans celle-ci, car l'entreprise est une entité juridiquement indépendante.

Prélèvements
Les prélèvements effectués par les associations de producteurs sont des sources courantes de financement de la R-D, de l'innovation et de la promotion et du développement des produits agricoles. Les prélèvements comportent habituellement une évaluation annuelle des mises en marché et des ventes, où les revenus des producteurs sont mis en commun par leur organisation et un pourcentage ou un montant fixe de ces revenus est prélevé aux fins susmentionnées.

Propriétaire unique
Type d'entreprise exploitée par une personne qui agit seule et qui en est l'unique propriétaire; il n'existe pas de distinction juridique entre le propriétaire et l'entreprise.

Société de personnes
Entité commerciale dont les partenaires partagent les profits ou les pertes de l'entreprise et où il n'y a pas de distinction juridique entre les propriétaires et l'entreprise. Tous les partenaires gèrent l'entreprise et sont personnellement responsables de ses dettes, sauf dans le cas d'une société en commandite où certains partenaires peuvent renoncer à leur capacité de gérer l'entreprise en échange d'une responsabilité limitée dans l'endettement de la société.

SECTION A2 : PRODUCTION ET DÉVELOPPEMENT DE BIOPRODUITS AU CANADA

Biomasse
Matériaux provenant de la foresterie, de l'agriculture (plantes, produits ou sous-produits du bétail), des produits marins et de l'aquaculture, ainsi que des déchets industriels et municipaux.

Bioproduits
Produits (autres que les aliments, les aliments pour animaux ou les médicaments) faits à partir d'intrants biologiques renouvelables (souvent appelés biomasse). Le terme englobe les nouveaux produits biologiques ainsi que les produits traditionnels qui ont été adaptés pour remplacer les intrants non renouvelables. Les produits industriels de fabrication conventionnelle (comme le bois d'œuvre) sont exclus.

SECTION B : PIB ET EMPLOI

Emploi
Les données sur l'emploi à la section B sont tirées de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada, qui fournit des estimations du nombre de personnes occupant un emploi (les personnes ayant plusieurs emplois ne sont comptabilisées qu'une seule fois). Les données sont recueillies auprès des ménages.

Prix constants
Les prix constants désignent une valeur à partir de laquelle l'incidence générale de l'inflation a été supprimée.

Produit intérieur brut (PIB)
Le produit intérieur brut d'un pays ou une province est la valeur totale sans double compte des produits et des services produits dans ce pays ou dans cette province pendant une période donnée.

Secteur agricole et agroalimentaire
Le secteur agricole et agroalimentaire englobe toutes les industries dont l'activité principale consiste essentiellement à fabriquer des produits alimentaires et agricoles. Il inclut l'agriculture primaire et les transformateurs d'aliments et de boissons.

Système agricole et agroalimentaire canadien
Le système agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne de valeur formée d'industries qui produisent des denrées agricoles et alimentaires. Il regroupe les fournisseurs d'intrants et de services agricoles, l'agriculture primaire, les transformateurs d'aliments et de boissons, les détaillants et grossistes en alimentation et les établissements de restauration.

SECTION C : COMMERCE INTERNATIONAL

Commerce de produits agroalimentaires transformés
Utilise la définition de commerce agricole de l'Organisation mondiale du commerce et repose sur la structure de codification du SCIAN, et définit les produits agricoles transformés par les codes de 311 et 3121, à l'exclusion de la plupart des produits de la catégorie Préparation et conditionnement de produits de la mer (3117 du SCIAN), et inclut certains produits agricoles transformés provenant des industries de fabrication ne produisant pas d'aliments et de boissons.

Commerce de produits de l'agriculture primaire
Repose sur la structure de codification du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN); l'agriculture primaire est définie selon les codes 111 et 112.

Commerce intrarégional
Commerce entre deux régions à un point donné, par exemple, le commerce entre provinces canadiennes ou entre pays membres de l'Union européenne.

Entreprise
Unité commerciale pour laquelle des états financiers consolidés sont maintenus.

Exportations agricoles et agroalimentaires
Les exportations agricoles et agroalimentaires comprennent l'exportation des produits agricoles, des aliments (à l'exception du poisson et des produits du poisson), des boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), des boissons alcoolisées, des produits du tabac, et des produits de la floriculture et de pépinières.

Importations agricoles et agroalimentaires
Les importations agricoles et agroalimentaires comprennent les produits agricoles, les aliments (sauf le poisson et les produits du poisson), les boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), les boissons alcoolisées les produits du tabac, de la floriculture et des pépinières.

Part estimative de la production agricole primaire canadienne exportée directement sous forme de produits agricoles primaires
Ratio d'exportations de produits agricoles primaires par rapport à la part du total des recettes du marché agricole.

Part estimative de la production agricole primaire canadienne exportée indirectement sous forme de produits agricoles transformés
Estimation du ratio de la proportion de produits agricoles primaires dans les exportations de produits alimentaires transformés par rapport au total des recettes du marché agricole. Le ratio de la proportion de produits agricoles primaires dans les exportations de produits alimentaires transformés est estimé en fonction du total des recettes du marché agricole multiplié par la part des produits alimentaires transformés qui sont exportés.

SECTION D : SECTEUR PRIMAIRE DE L'AGRICULTURE

Campagne agricole
Période de douze mois utilisée pour recueillir des données sur une culture en particulier qui correspond généralement au cycle naturel de la plantation à la commercialisation pour celle-ci. Habituellement, une campagne agricole commence au cours d'un mois autre que janvier.

Dépenses d'exploitation nettes des fermes
Les dépenses d'exploitation des fermes représentent les coûts assumés par les exploitants agricoles pour les biens et services utilisés pour produire les produits agricoles. Tous les renseignements sur les dépenses sont fournis sur la base d'une année civile. Si des rabais directs sont versés aux producteurs pour réduire le coût d'intrants en particulier, alors les estimations des dépenses nettes sont utilisées dans le calcul du revenu net. Puisque l'objectif est de produire des estimations provinciales du revenu net, les flux d'une ferme à l'autre sont exclus des estimations. La province peut être considérée comme une seule grande ferme.

Gestion de l'offre
Il s'agit d'un régime de commercialisation dans le cadre duquel les producteurs contrôlent la production (l'offre) d'une denrée particulière. Le fondement qui sous-tend la gestion de l'offre est de faire en sorte que la demande intérieure soit satisfaite, tout en procurant un rendement raisonnable aux producteurs et des prix stables aux consommateurs.

Paiements directs
Montants payés aux termes de programmes agricoles gouvernementaux et de programmes agricoles financés par le secteur privé. Ces derniers sont des programmes d'assurance financés entièrement par les primes versées par les producteurs agricoles. Ne sont compris que les paiements qui se rapportent à la production agricole courante et qui sont versés directement aux personnes participant à celle-ci.

Recettes agricoles
Revenus tirés de la vente des produits agricoles, les paiements versés par des organismes gouvernementaux au titre des programmes ainsi que les paiements des programmes d'assurance privés et d'assurance du bétail. Les recettes sont comptabilisées dans l'année civile où l'argent est versé (méthode de comptabilité de caisse) aux agriculteurs.

Recettes du marché agricole
Les recettes du marché agricole correspondent aux recettes agricoles moins les paiements de programmes.

Revenu net
Mesure les mouvements de l'encaisse d'une entreprise agricole (les recettes agricoles moins les dépenses d'exploitation) découlant de la production de produits agricoles. Le revenu net représente le montant disponible pour le remboursement des dettes, l'investissement ou les retraits par le propriétaire.

Bénéfice net d'exploitation
Le bénéfice net d'exploitation désigne la différence entre le revenu agricole brut et les charges totales de l'exploitation agricole.

Bénéfice net d'exploitation moyen
Le bénéfice net d'exploitation moyen correspond au niveau de revenu obtenu en divisant le bénéfice net d'exploitation par le nombre d'exploitations agricoles.

Revenu net du marché
Le revenu net du marché correspond à la somme du total des revenus d'exploitation moins le total des dépenses d'exploitation moins les paiements de programmes nets.

Valeur nette ajoutée
La valeur nette ajoutée mesure la contribution de l'agriculture à la production par l'économie nationale de biens et de services créés au cours d'une année donnée. On obtient cette valeur en calculant la valeur totale de la production du secteur agricole, y compris les paiements de programmes, et en soustrayant les coûts liés à la production (dépenses en intrants, taxes d'affaires et dépréciation). La valeur nette ajoutée est répartie entre les divers facteurs de production, dont le loyer payé aux propriétaires fonciers non exploitants, l'intérêt versé aux prêteurs et les salaires versés aux employés qui ne sont pas membres de la famille.

Valeur nette de la ferme
L'actif total de la ferme calculé d'après sa valeur marchande actuelle, moins le passif total.

SECTION E : PRODUCTION EN AVAL DE LA FERME

Chaînes de supermarchés
Les détaillants en alimentation sont répartis entre les chaînes de magasins et les magasins indépendants. Les chaînes de magasins sont définies comme l'exploitation de quatre emplacements ou plus au Canada (même secteur d'activité et même appartenance juridique).

Emploi
Les données sur l'emploi de la section E sont tirées de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, qui donne une estimation du nombre d'emplois, et où les personnes ayant plusieurs emplois sont comptabilisées pour chacun de leurs emplois salariés non agricoles. Les données sont tirées des données administratives des entreprises.

Prix réels
Les prix réels (constants) désignent une valeur à partir de laquelle l'incidence générale de l'inflation a été supprimée.

Production à valeur ajoutée
La production à valeur ajoutée désigne les produits qui ont fait l'objet d'une certaine transformation.

Ratio d'endettement
Le ratio d'endettement à l'échelle de l'industrie est l'endettement total divisé par le total des capitaux propres.

Ratio d'endettement passif-actif
Le ratio d'endettement passif-actif à l'échelle de l'exploitation agricole est l'endettement total divisé par le total de l'actif.

Stock de capital
Le capital fixe est constitué des bâtiments, des ouvrages de génie civil, de la machinerie et des équipements. L'investissement total dans le capital fixe correspond aux achats requis pour compenser la dépréciation (besoins de remplacement) et aux achats requis pour accroître le stock de capital. Lorsque les besoins de remplacement sont supérieurs à l'investissement, le stock de capital diminue parce que le stock existant n'est pas maintenu. Lorsque l'investissement est supérieur aux besoins de remplacement, le stock augmente.

SECTION F : DÉPENSES ALIMENTAIRES DES MÉNAGES, PRIX DES ALIMENTS ET MODES DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE

Aliments consommés à l'extérieur
Les aliments achetés au restaurant comprennent les aliments achetés dans les restaurants offrant le service aux tables, les restaurants à service rapide, les cafétérias et les autres points de vente (comptoirs-rafraîchissements, casse-croûte, machines distributrices, voitures à patates frites, traiteurs et cantines mobiles). On trouve généralement ces établissements dans les supermarchés, les cinémas, les expositions, les manifestations sportives, les parcs, etc.

Boissons alcoolisées
Les boissons alcoolisées incluent les boissons achetées au magasin et au restaurant. Cette catégorie inclut aussi les dépenses en matière de fournitures et les coûts associés à la bière, au vin ou à la liqueur faits maison. Les achats de boissons alcoolisées peuvent être sous-estimés.

Dépenses des ménages en biens et services
Indique les dépenses engagées pour la nourriture, le logement, les meubles et accessoires de maison, l'habillement, le transport, les communications, les soins et les services de santé, les loisirs, l'éducation et la culture, les produits du tabac et les boissons alcoolisées, les jeux de hasard et un groupe d'éléments divers.

Dépenses personnelles en biens et services de consommation
Dépenses des ménages en biens de consommation neufs et en services de consommation, et marges sur biens usagés. Les dépenses réelles des particuliers représentent les dépenses des particuliers ajustées à l'inflation.

Prix constants
Les prix constants désignent une valeur à partir de laquelle l'incidence générale de l'inflation a été supprimée.

Produits alimentaires et boissons non alcoolisées achetés dans les magasins
Les aliments achetés au magasin comprennent les aliments achetés dans les supermarchés, les magasins d'alimentation spécialisés (boucheries, magasins de fruits et légumes frais, boulangeries, poissonneries, boutiques de mets fins, magasins d'aliments de santé, marchés ou étals, achats directs auprès des producteurs et des fournisseurs de produits surgelés, marchés et comptoirs de producteurs en plein air et tous les autres établissements sans service), les dépanneurs et les autres magasins (tout autre type de magasin qui vend des produits alimentaires, comme les grands magasins, les entrepôts-club, les pharmacies, etc.).

Quintiles
Les quintiles sont des classifications des ménages en ordre croissant de revenu total et organisés en cinq groupes de nombre égal.

SECTION G : DÉPENSES PUBLIQUES ET SOUTIEN DE L'ÉTAT

Autres dépenses
Comprennent les dépenses publiques consacrées à l'aide alimentaire et à l'aide internationale, à la vulgarisation et à l'éducation, ainsi que les paiements au titre de programmes sociaux et les dépenses fiscales.

Dépenses de fonctionnement et d'investissement
Comprennent les dépenses publiques en administration générale et en gestion, et les dépenses consacrées à l'information sur les politiques et les services statistiques.

Dépenses de paiements de programmes
Comprennent les paiements de programmes de soutien et de stabilisation du revenu, de programmes spéciaux et de réduction des coûts, d'Agri-protection et de programmes d'aide financière.

Dépenses liées à la recherche
Comprennent les dépenses d'administration et d'immobilisation engagées par l'État pour les activités de recherche et d'inspection, ainsi que les subventions et contributions accordées par le gouvernement pour le travail consacré à ces activités.

Dépenses publiques
Sommes versées directement ou indirectement par les gouvernements (fédéral et provinciaux) à l'agriculture et à la transformation des aliments dans une année, au profit de particuliers, d'organismes ou d'associations.

Dépenses publiques totales
Dépenses totales des gouvernements fédéral et provinciaux.

Estimation du soutien aux producteurs (ESP)
Mesure annuelle de soutien aux producteurs agricoles qui est la somme du soutien des prix du marché et des dépenses budgétaires sous forme de paiements aux producteurs, exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes.

Indicateurs du soutien en fonction du degré de spécificité des produits
Le soutien aux producteurs peut être réparti en quatre indicateurs de soutien distincts fondés sur la façon dont les paiements sont versés aux producteurs et en fonction du degré de spécificité des produits. L'indicateur de soutien « soutien lié aux produits » exige la production de ce produit désigné pour recevoir les paiements. L'indicateur de soutien « groupe de produits » signifie que le producteur peut produire à partir d'un ensemble de produits admissibles pour recevoir un paiement. L'indicateur de soutien « tous les produits » signifie qu'il n'y a aucune restriction sur le produit qui sera produit, mais que l'obligation de produire demeure. L'indicateur de soutien « non lié aux produits » signifie qu'il n'y a aucune obligation de produire afin de recevoir un paiement. Ces types de soutien sont exprimés sous forme de part de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) (équivalente à 100 %) ou de part de recettes agricoles brutes (RAB) (équivalentes à un pourcentage de l'ESP).

Recettes agricoles brutes (RAB)
La valeur de la production des produits de base plus les transferts directs reçus par les producteurs dans l'année en cours.

Soutien ayant potentiellement le moins d'effet de distorsion
Type de soutien découlant de politiques qui ne sont pas liées à la production de produits.

Soutien ayant potentiellement le plus d'effet de distorsion
Type de soutien découlant de politiques fondées sur la production de produits et les intrants variables utilisés sans contraintes sur les intrants.

Soutien des prix du marché (SPM)
Transferts aux producteurs agricoles découlant de mesures de politique qui créent un écart entre les prix du marché intérieur et les prix à la frontière pour un produit agricole particulier.

Transferts budgétaires
Dépenses budgétaires des gouvernements sous forme de paiements directs aux producteurs agricoles.

DÉFINITIONS DE L'INDUSTRIE DU SAAC

A moins d'indication contraire, les composantes du système agricole et agroalimentaire sont définies en fonction du System de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Une liste détaillée des industries constituant chaque segment du système figure ci-après.

Fournisseurs d'intrants et des services

Les fournisseurs d'intrants et de services comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des quatre chiffres

1151	Activités de soutien aux cultures agricoles
1152	Activités de soutien à l'élevage
3253	Fabrication de pesticides, d'engrais et d'autres produits chimiques agricoles
4171	Grossistes-marchands de machines et matériel pour l'agriculture, l'entretien des pelouses et le jardinage
4183	Grossistes-marchands de fournitures agricoles

Au niveau des cinq chiffres

33311	Fabrication de machines agricoles

Agriculture primaire

L'agriculture primaire comprend les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres

111	Cultures agricoles
112	Élevage et aquaculture

Au niveau des quatre chiffres

1100	Exploitation agricole non classée ailleurs

Les culture agricoles et l'élevage et aquaculture comprennent les industries suivantes au niveau des quarte chiffres :

1111	Culture de plantes oléagineuses et de céréales
1112	Culture de légumes et de melons
1113	Culture de fruits et de noix
1114	Culture en serre et en pépinière, et floriculture
1119	Autres cultures agricoles
1121	Élevage de bovins
1122	Élevage de porcs
1123	Élevage de volailles et production d'oeufs
1124	Élevage de moutons et de chèvres
1125	Aquaculture
1129	Autres types d'élevage

Transformation des aliments et des boissons

La transformation des aliments et des boissons comprend les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres

311 Fabrication d'aliments

Au niveau des quatre chiffres

3121 Fabrication de boissons

La fabrication des aliments comprend les industries suivant au niveau des quatre chiffres :

3111 Fabrication d'aliments pour animaux
3112 Mouture de grains céréaliers et de graines oléagineuses
3113 Fabrication de sucre et de confiseries
3114 Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires
3115 Fabrication de produits laitiers
3116 Fabrication de produits de viande
3117 Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer
3118 Boulangeries et fabrication de tortillas
3119 Fabrication d'autres aliments

La fabrication des boissons comprend les industries suivantes au niveau des cinq chiffres :

31211 Fabrication de boissons gazeuses et de glace
31212 Brasseries
31213 Vineries
31214 Distilleries

Détaillants et grossistes en alimentation

Les détaillants et grossistes en alimentation comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres

411 Grossistes-marchands de produits agricoles
413 Grossistes-marchands de produits alimentaires, de boissons et de tabac
445 Magasins d'alimentation

Services alimentaires

Les établissements de services alimentaires comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres

722 Services de restauration et débits de boissons

Au niveau des quatre chiffres

4542 Exploitants de distributeurs automatiques

SOURCES DE DONNÉES ET RÉFÉRENCES

SECTION A1 : TENDANCES DANS LE SECTEUR AGRICOLE AU CANADA

A1.1 Statistique Canada. Recensement de l'agriculture.
A1.2 Statistique Canada. Recensement de l'agriculture.
A1.3 Statistique Canada. Recensement de l'agriculture.
A1.4 AAC, Compte sur la productivité agricole primaire au Canada.
A1.5 AAC, Base de données des dépenses publiques, (Revenue agricole, recueil de données, 2016).

1. BISHOP, C. A. *Autochtones : les forêts de l'Est*, L'encyclopédie canadienne, 2011 http://encyclopediecanadienne.ca/fr/article/autochtones-les-forets-de-lest/.

2. CARTER, S. *Two Acres and a Cow: 'Peasant' Farming for the Indians of the Northwest, 1889-97*, The Canadian Historical Review, 1989 http://www.utpjournals.press/doi/abs/10.3138/CHR-070-01-02.

3. GAGNON, E., et coll. *S'installer dans l'Ouest : l'immigration dans les Prairies, de 1867 à 1914*, Musée canadien de l'immigration du Quai 21, https://www.quai21.ca/recherche/histoire-d-immigration/s-installer-dans-l-ouest-l-immigration-dans-les-prairies-de-1867-a-1914.

4. DICK, L., et coll. *Histoire de l'agriculture jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale*, L'encyclopédie canadienne, 2007 http://encyclopediecanadienne.ca/fr/article/histoire-de-lagriculture/.

5. PARSON, H. E. *Regional Trends of Agricultural Restructuring in Canada*, Revue canadienne des sciences régionales, 1999, http://cjrs-rcsr.org/archives/22-3/Parson.pdf.

6. Statistique Canada. *Un portrait des exploitations agricoles au XXIe siècle*, publication no 95-640-X, mai 2017, http://www.statcan.gc.ca/pub/95-640-x/2016001/article/14811-fra.pdf.

7. MACLACHLAN, I. *The Historical Development of Cattle Production in Canada, 1996*, https://www.uleth.ca/dspace/bitstream/handle/10133/303/Historical_cattle_Canada.pdf;sequence=3.

8. BREEN, D. H. *Histoire du ranch, L'encyclopédie canadienne*, 2009, http://encyclopediecanadienne.ca/fr/article/ranch-histoire-du/.

9. Agriculture et Agroalimentaire Canada. *Matériel génétique laitier du Canada*, 2015, http://www.agr.gc.ca/fra/industrie-marches-et-commerce/achat-de-produits-alimentaires-canadiens/materiel-genetique-laitier-du-canada/?id=1425928406920.

10. Statistique Canada. *Annuaire du Canada*, 2011, publication no 11-402-X, http://www.statcan.gc.ca/pub/11-402-x/2011000/chap/ag/ag-fra.htm.

11. Statistique Canada. *Données sur les exploitants agricoles de 2011*, publication no 95-640-XWF, http://www.statcan.gc.ca/pub/95-640-x/2011001/p1/p1-04-fra.htm.

12. Canfax Research Services. CRS Special Edition: The Price Cycle Evolving Cycle Drivers, Fact Sheet, Septembre 2016, http://www.canfax.ca/samples/The%20Price%20Cycle%20and%20Evolving%20Cycle%20Drivers.pdf.

13. Agriculture et Agroalimentaire Canada. Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien, 2013, p. 71.

14. HEDLEY, D. D. *The Evolution of Agricultural Support Policy in Canada*, CEAS Fellows Paper, 2015, https://caes.usask.ca/meetings/the-evolution-of-agricultural-support-policy-in-canada.pdf.

SECTION A2 : PRODUCTION ET DÉVELOPPEMENT DE BIOPRODUITS AU CANADA

A2.1-A2.12 Statistique Canada, L'Enquête sur la production et le développement de bioproduits de 2015.

SECTION B : PIB ET EMPLOI

B.1 Calculs d'AAC fondées sur les données de Statistique Canada.

B.2-B.4 Statistique Canada. *Tableau 379-0031 - Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), mensuel (dollars)*, CANSIM (base de données); Statistique Canada. *Tableau 301-0008 - Statistiques principales pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel*, CANSIM (base de données); Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau spécial; calculs d'AAC.

B.5-B.6 Statistique Canada. *Tableau 379-0030 - Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), provinces et territoires, annuel (dollars)*, CANSIM (base de données) ; calculs d'AAC.

B.7-B.11 Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau spécial; calculs d'AAC.

B.12 Statistique Canada. *Tableau 285-0002 - Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS), postes vacants, taux de postes vacants et moyenne du salaire horaire offert selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), non désaisonnalisées, trimestriel (nombre sauf indication contraire)*, CANSIM (base de données).

B.13 Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, requête spéciale; calculs d'AAC.

SECTION C : COMMERCE INTERNATIONAL

C.1-C.2 Global Trade Tracker; calculs d'AAC.

C.3 Calculs d'AAC à partir de divers produits de Statistique Canada.

C.4 Calculs d'AAC à partir de divers produits de Statistique Canada.

C.5-C.16 Statistique Canada. Base de données sur le commerce international canadien de marchandises par le système de traitement des données commerciales; calculs d'AAC.

C.17 Statistique Canada. *Tableau 228-0073 - Commerce selon les caractéristiques des exportateurs - Biens ; valeur des exportations nationales et nombre d'entreprises exportatrices, selon le niveau d'emploi de l'entreprise et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), Canada, annuel (dollars sauf indication contraire)*, CANSIM (base de données); calculs d'AAC.

C.18 Statistique Canada. *Tableau 228-0071 - Commerce selon les caractéristiques des exportateurs - Biens ; valeur des exportations nationales et nombre d'entreprises exportatrices, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et le nombre de pays partenaires, Canada, annuel (dollars sauf indication contraire)*, CANSIM (base de données) ; calculs d'AAC.

SECTION D : SECTEUR PRIMAIRE DE L'AGRICULTURE
SECTION D1 : RENDEMENT DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

D1.1-D1.2 Statistique Canada. *Tableau 002-0001 - Recettes monétaires agricoles, annuel (dollars),* CANSIM (base de données).

D1.3-D1.4 Statistique Canada. *Tableau 002-0001 - Recettes monétaires agricoles, annuel (dollars),* CANSIM (base de données) ; calculs d'AAC.

D1.5 Statistique Canada. *Tableau 002-0001 - Recettes monétaires agricoles, annuel (dollars),* CANSIM (base de données); Statistique Canada. *Tableau 001-0041 - Bilan des grains au Canada au 31 mars, au 31 juillet, au 31 août (soya seulement) et au 31 décembre, occasionnel (tonnes métriques),* CANSIM (base de données); Statistique Canada. *Tableau 001-0042 - Bilan du maïs au Canada et certaines provinces au 31 mars, au 31 août et au 31 décembre, occasionnel (tonnes métriques),* CANSIM (base de données); calculs d'AAC.

D1.6 United States Department of Agriculture, National Agricultural Statistics Service; Statistique Canada; AAC, Information sur le marché des viandes rouges.

D1.7-D1.9 Statistique Canada. Programme des données fiscales agricoles; calculs d'AAC.

D1.10 Statistique Canada. *Tableau 002-0025 - Revenu hors ferme total et moyen selon la source et bénéfice net d'exploitation total et moyen des familles agricoles selon le type d'exploitation agricole, secteur non constitué en société, annuel (dollars sauf indication contraire),* CANSIM (base de données); Statistique Canada. *Tableau 206-0011 - Revenu du marché, transferts gouvernementaux, revenu total, impôt sur le revenu et revenu après impôt, selon le type de famille économique, Canada, provinces et certaines régions métropolitaines de recensement (RMR), annuel,* CANSIM (base de données); calculs d'AAC.

D1.11 Statistique Canada. *Tableau 002-0001 - Recettes monétaires agricoles, annuel (dollars),* CANSIM (base de données); Statistique Canada. *Tableau 002-0009 - Revenu agricole net, annuel (dollars),* CANSIM (base de données); calculs d'AAC.

D1.12 Statistique Canada. *Tableau 002-0004 - Compte de la valeur ajoutée agricole, annuel (dollars),* CANSIM (base de données).

D1.13 Statistique Canada. Enquête financière sur les fermes, tableau spécial; calculs d'AAC.

D1.14 Statistique Canada. *Tableau 002-0072 - Enquête financière sur les fermes, structure financière selon les types d'exploitations, moyenne par ferme (revenu agricole brut égal ou supérieur à 25 000 $), occasionnel (dollars sauf indication contraire),* CANSIM (base de données); calculs d'AAC.

SECTION D2 : INTRANTS AGRICOLES

D2.1-D2.2 Statistique Canada. *Tableau 002-0005 - Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, annuel (dollars),* CANSIM (base de données).

D2.3 Statistique Canada. *Tableau 002-0009 - Revenu agricole net, annuel (dollars),* CANSIM (base de données); calculs d'AAC.

D2.4 Alberta Agricultural Input Monitoring System (AIMS), Alberta Agriculture and Forestry, Economics and Competitiveness Branch, Statistics and Data Development Section; the United States Energy Information Administration.

D2.5 Quorom Coproration; Kent Group Ltd.

SECTION E : PRODUCTION EN AVAL DE LA FERME
SECTION E1 : TRANSFORMATION DES ALIMENTS ET DES BOISSONS

E1.1 Statistique Canada. *Tableau 301-0008 - Statistiques principales pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel,* CANSIM (base de données).

E1.2 Statistique Canada. *Tableau 379-0031 - Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), mensuel (dollars),* CANSIM (base de données) ; Statistique Canada. *Tableau 301-0008 - Statistiques principales pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel,* CANSIM (base de données) ; calculs d'AAC

E1.3 Statistique Canada. *Tableau 281-0024 - Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), emploi selon le type de salariés et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) détaillé, annuel (personnes),* CANSIM (base de données); calculs d'AAC.

E1.4 Statistique Canada, requête spéciale; calculs d'AAC.

E1.5 Statistique Canada, requête spéciale; calculs d'AAC.

E1.6 Statistique Canada, requête spéciale; calculs d'AAC.

E1.7 Statistique Canada, requête spéciale; calculs d'AAC.

E1.8-E.1.9 Statistique Canada. *Tableau 304-0014 - Stocks, ventes, commandes et rapport des stocks sur les ventes pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), Canada, mensuel (dollars sauf indication contraire),* CANSIM (base de données); calculs d'AAC.

E1.10-E1.11 Statistique Canada. *Tableau 281-0024 - Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), emploi selon le type de salariés et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) détaillé, annuel (personnes),* CANSIM (base de données); calculs d'AAC.

E1.12 Statistique Canada. *Tableau 330-0008 - Indices des prix des matières brutes, selon le Système de classification des produits de l'Amérique du Nord (SCPAN), mensuel (indice, 2010=100),* CANSIM (base de données).

E1.13 Statistique Canada. *Tableau 281-0027 - Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), rémunération hebdomadaire moyenne selon le type de salariés, le statut de temps supplémentaire et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) détaillé, annuel (dollars courants),* CANSIM (base de données).

E1.14-E1.15 Statistique Canada. *Tableau 301-0008 - Statistiques principales pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel,* CANSIM (base de données); calculs d'AAC.

E1.16-E1.17 Statistique Canada. Statistiques financières trimestrielles des entreprises, tableau spéciale; calculs d'AAC.

E1.18-E1.19 Statistique Canada. *Tableau 383-0032 - Productivité multifactorielle, production brute, valeur ajoutée, facteurs capital, travail et intermédiaire au niveau de l'industrie détaillé, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (indice, 2007=100 sauf indication contraire),* CANSIM (base de données); calculs d'AAC.

E1.20 Statistique Canada. *Tableau 383-0032 - Productivité multifactorielle, production brute, valeur ajoutée, facteurs capital, travail et intermédiaire au niveau de l'industrie détaillé, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (indice, 2007=100 sauf indication contraire),* CANSIM (base de données); U.S Bureau of Labor Statistics; calculs d'AAC.

E1.21 Statistique Canada. *Tableau 380-0064 - Produit intérieur brut, en termes de dépenses, trimestriel (dollars sauf indication contraire),* CANSIM (base de données); Statistique Canada. *Tableau 358-0024 - Caractéristiques au titre de la recherche et développement dans les entreprises commerciales (DIRDE), selon le groupe d'industries basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) au Canada, annuel (dollars sauf indication contraire),* CANSIM (base de données); calculs d'AAC.

SECTION E2 : VENTE AU DÉTAIL D'ALIMENTS ET SERVICES ALIMENTAIRES

E2.1 Canadian Grocer, Jan/Feb 2001, « National Market Survey, Canadian Food Store Sales, 2000 », pg 22-31; Canadian Grocer, mars 2017; calculs d'AAC.

E2.2 Canadian Grocer, mars 2017.

E2.3-E2.4 Canadian Grocer, Jan./Fév 2001, « National Market Survey, Canadian Food Store Sales, 2000 », pg 22-31; Canadian Grocer, mars 2017; calculs d'AAC.

E2.5 Statistique Canada. Statistiques financières trimestrielles des entreprises, tableau spéciale; Statistique Canada. *Tableau 187-0002 - Les données trimestrielles de l'état de l'évolution de la situation financière, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), certains ratios financiers et certains composants désaisonnalisés, trimestriel (dollars sauf indication contraire),* CANSIM (base de données); calculs d'AAC.

E2.6 Statistique Canada. T*ableau 355-0006 - Enquête mensuelle sur les services de restauration et débits de boissons, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), mensuel,* CANSIM (base de données); Statistique Canada. T*ableau 383-0031 - Statistiques du travail conformes au Système de comptabilité nationale (SCN) par province et territoire, selon la catégorie d'emploi et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel,* CANSIM (base de données).

E2.7 Statistique Canada. *Tableau 180-0003 - Statistiques financières et fiscales des entreprises, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (dollars sauf indication contraire),* CANSIM (base de données).

E2.8-E2.9 Statistique Canada. *Tableau 355-0006 - Enquête mensuelle sur les services de restauration et débits de boissons, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), mensuel,* CANSIM (base de données); calculs d'AAC.

E2.10 Canadian Restaurant and Foodservices Association, Quarterly InfoStats (1991-2002); Industry Canada, Office of Superintendent (2003-2014).

SECTION F : DÉPENSES ALIMENTAIRES DES MÉNAGES, PRIX DES ALIMENTS ET MODES DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE

F.1 Statistique Canada. *Tableau 380-0067 - Dépenses de consommation finale des ménages, trimestriel (dollars sauf indication contraire),* CANSIM (base de données); Statistique Canada. *Tableau 380-0085 - Dépenses de consommation finale des ménages détaillées, trimestriel (dollars),* CANSIM (base de données); calculs d'AAC.

F.2 Statistique Canada. *Tableau 203-0021 - Enquête sur les dépenses des ménages (EDM), dépenses des ménages, Canada, régions et provinces, annuel (dollars),* CANSIM (base de données); calculs d'AAC.

F.3 Statistique Canada. *Tableau 203-0028 - Enquête sur les dépenses des ménages (EDM), dépenses alimentaires détaillées, Canada, régions et provinces, annuel (dollars),* CANSIM (base de données); calculs d'AAC.

F.4 Statistique Canada. *Tableau 380-0085 - Dépenses de consommation finale des ménages détaillées, trimestriel (dollars)*, CANSIM (base de données); calculs d'AAC.

F.5 Statistique Canada. *Tableau 203-0022 - Enquête sur les dépenses des ménages (EDM), dépenses des ménages, Canada, régions et provinces, selon le quintile de revenu du ménage, annuel (dollars)*, CANSIM (base de données); calculs d'AAC.

F.6 OCDE, OECD.Stat (base de données).

F.7 Statistique Canada. *Tableau 203-0022 - Enquête sur les dépenses des ménages (EDM), dépenses des ménages, Canada, régions et provinces, selon le quintile de revenu du ménage, annuel (dollars)*, CANSIM (base de données).

F.8-F.9 Statistique Canada. *Tableau 326-0021 - Indice des prix à la consommation (IPC), annuel (2002=100 sauf indication contraire)*, CANSIM (base de données).

F.10-F.11 Statistique Canada. *Tableau 002-0011 - Aliments disponibles au Canada, annuel (kilogrammes par personne, par année sauf indication contraire)*, CANSIM (base de données); calculs d'AAC.

SECTION G : DÉPENSES PUBLIQUES ET SOUTIEN D L'ÉTAT

G.1-G.4 AAC, Base de données des dépenses publiques, (Revenue agricole, recueil de données, 2016).

G.5 Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale, Recueil de données, Tableau C.4 (Mise à jour de décembre 2016)

G.6 AAC, Base de données des dépenses publiques, (Revenue agricole, recueil de données, 2016).

G.7 AAC, Base de données des dépenses publiques, (Revenue agricole, recueil de données, 2016); Statistique Canada. *Tableau 380-0066 - Indices de prix, produit intérieur brut, trimestriel (2007=100 sauf indication contraire)*, CANSIM (base de données); calculs d'AAC.

G.8-G.19 OCDE, Directions des Échanges et de l'Agriculture, Estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs, Base de données de l'OCDE, 1988-2016.